

Cahiers du mouvement ouvrier

J.-M. Delaye :

Le débat sur les syndicats dans la SFIO

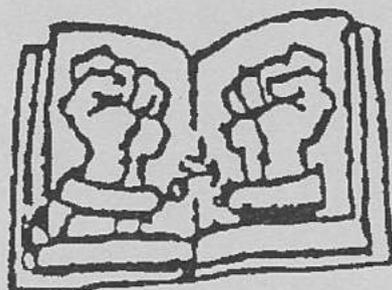
L'affaire Thälmann...

une "nouvelle Affaire Dreyfus" ?

Lettre d'ouvriers chinois résidant en URSS

Vadim Rogovine :

La débolchevisation du Parti communiste



C.E.R.M.T.R.I.

**Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux**

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication :

Jean-Jacques Marie

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : <http://assoc.wanadoo.fr/cermtri>

e-mail : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 5

- **Karl Marx** : p. 9
 - Le programme du Parti communiste allemand (1848)
 - Lettre à Abraham Lincoln (1864)

- **Jean-Michel Delaye** :
Le débat sur les syndicats dans la SFIO (1905-1907) p. 15

- **Manifeste de l'Internationale socialiste
contre la dissolution de la Douma (1906)** p. 25

- **André Morizet** :
La répression antisyndicale et anti-ouvrière
sous Clemenceau (1906-1909) p. 31

- **Edward Dwinger** :
Dans un camp de prisonniers allemands
en Russie (1916) p. 39

- **Pierre Roy** :
Brizon... les ! p. 45

- **Mikhail Bogouslavski**
(condamné à mort lors du deuxième procès de Moscou) :
autobiographie (1924) p. 53

- **Lettre d'ouvriers chinois
résidant en Union soviétique (1925)** p. 61

- **Kevin Murphy** :
L'Opposition de gauche
à l'usine de la Faucille et du Marteau p. 67

- **Marc Teulin** :
L'affaire Thälmann...
une "nouvelle Affaire Dreyfus" ? p. 75

- **Léon Trotsky :**
Deux et pas même un ? (1930) p. 83

- **Jacqueline Bois :**
Une séance d'autodénonciation
d'écrivains communistes allemands à Moscou p. 87

- **Vadim Rogovine :**
La débolchevisation du Parti communiste
par Staline p. 91

- **Jean-Jacques Marie :**
Un itinéraire significatif : Bouvier-Ajam,
du corporatisme pétainiste au stalinisme p. 97

- **Une figure de la vieille garde
du POUM** p. 103

- **La pétition des historiens :**
"Liberté pour l'histoire !" p. 111

- **Dans l'ex-URSS aujourd'hui** p. 119

- **Pages oubliées :**
Léon "Trotzky" à Brest-Litovsk p. 123

- **Chronique des falsifications** p. 129
 - Un journaliste du *Figaro* dans ses œuvres
 - Le faux des *Protocoles des sages de Sion*
 - Retour sur une falsification de Jacques Attali
 - La réponse de *TGV Magazine*

- **Notes de lecture** p. 139

- **Le Cahier du CERMTRI n° 118 :**
1905 : le mouvement ouvrier américain,
la fondation de l'IWW et la révolution russe p. 149

- **La liste des brochures archivées au CERMTRI
(1935-1938)** p. 153

Présentation

C E numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier* publie des textes portant sur une série de questions historiques extrêmement diverses. Les deux textes de Marx ici reproduits — connus, mais assez rarement cités intégralement —, distants de seize ans, ont le grand intérêt de montrer le lien que Marx établissait, à l'époque même du capitalisme ascendant, entre les revendications démocratiques et la révolution sociale.

En ce centenaire de la Charte d'Amiens définissant l'indépendance réciproque des partis et des syndicats (à cette époque, du parti, la SFIO, et du syndicat, la CGT), Jean-Michel Delaye étudie la discussion menée dans la SFIO, beaucoup moins souvent évoquée que celle qui se développa au sein de la CGT elle-même, mais tout aussi riche.

Dans la foulée de cette discussion, nous republions des extraits d'une brochure publiée en 1910 par la SFIO sur la violente répression anti-ouvrière déchaînée par le gouvernement Clemenceau (flanqué de deux socialistes dits indépendants, Briand et Viviani) de 1906 à 1909.

Une série de textes portent sur l'histoire de la révolution russe à divers moments : la dissolution, en 1906, de la première Douma quelques jours après son élection, parce que les députés élus et leurs revendications déplaisaient profondément au tsar Nicolas II ; l'Internationale socialiste voit dans cet acte un reflet de la portée européenne, sinon mondiale, de la révolution russe, et réagit en conséquence. L'autobiographie, inédite en français, de Mikhaïl Bogouslavski, dirigeant bolchevique condamné à mort lors du second procès de Moscou, donne une image crue des conditions sociales dans lesquelles se sont formés les militants ouvriers de l'époque, en Russie et ailleurs. Les *Cahiers du mouvement ouvrier* publieront systématiquement des autobiographies de militants révolutionnaires russes, inédites en français. La reproduction de l'article consacré en 1919 à Trotsky par l'hebdomadaire, alors très diffusé en France, *L'Illustration*, donne une image et de l'écho de la révolution russe et des moyens utilisés par la grande presse pour en déformer l'image, entre autres celle de Trotsky. Les extraits de l'ouvrage de Kevin Murphy éclairent la portée de la lutte de l'Opposition de gauche, puis de l'Opposition unifiée, dans une usine de la métallurgie de Moscou, de 1923 à 1927.

Un ensemble d'articles reviennent sur les mécanismes du stalinisme : l'article sur l'affaire Thälmann-Wittorf, en 1927, montre comment Staline fait annuler une décision unanime de l'instance dirigeante même du Parti communiste

allemand pour maintenir à sa tête un homme qui lui est dévoué, dont la biographie est entachée... et qu'il laissera tomber lorsque ce dernier, de sa cellule à Berlin, condamnera le pacte Hitler-Staline ! L'article inédit de Trotsky étudie une falsification particulièrement éclairante dans le compte rendu du discours d'un délégué au XVI^e Congrès du Parti communiste soviétique ; Vadim Rogovine étudie l'achèvement du processus de destruction du Parti communiste par le stalinisme.

Celui de Jacqueline Bois sur une réunion d'écrivains communistes allemands exilés à Moscou complète ce panorama. Le procès politico-policier est l'une des pratiques constitutives du stalinisme. La dénonciation en est l'un des rouages. L'autoflagellation, baptisée "autocritique", en est un autre. Le culte permanent du soupçon en est un troisième. La forme la plus perfide de ce procès, où ces trois ingrédients sont réunis, est celui où tous les intéressés peuvent être à la fois juges et accusés, se soupçonnent les uns les autres et arrivent même, on va le voir dans l'article de Jacqueline Bois, par se soupçonner eux-mêmes. La séance réunissant à Moscou des écrivains "communistes" allemands et le Hongrois Lukacs est un modèle du genre. Précisons que le "philosophe" Lukacs, si prisé de tant d'intellectuels de gauche en France, expliquera en juillet 1947 dans *Existentialisme ou marxisme* : "*Que furent les procès de Moscou, somme toute, sinon la révélation de l'essence même du trotskysme, de la trahison à l'égard de la révolution, une trahison allant jusqu'à l'espionnage ?*" (p. 230). Il corrigera dans une seconde édition : "*Je sais, depuis le discours de Khrouchtchev en 1956, que les grands procès de 1938 étaient inutiles*" (note p. 7).

L'article sur l'itinéraire de l'un des rédacteurs de la Charte du travail passé à la Libération au service de l'appareil du Parti communiste français illustre une autre face du caractère réactionnaire du stalinisme.

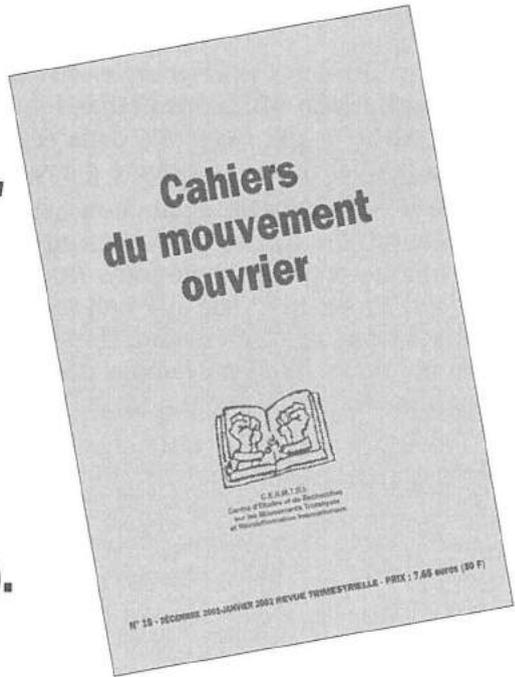
Les pages que Wilebaldo Solano nous a fait parvenir sur la biographie du militant du POUM Enrique Rodriguez apportent, elles, des éléments d'information non seulement sur la figure même de ce militant, mais sur un moment de l'histoire du mouvement ouvrier espagnol après la défaite de 1938-1939.

La rédaction a enfin décidé de publier le texte des historiens français intitulé "*Liberté pour l'histoire*", avec une première liste de signataires. Ce texte répond à la volonté de l'Etat, depuis la loi Gayssot de 1990, de légiférer en matière d'histoire. L'intervention de l'Etat pour dicter telle ou telle version de l'histoire (si juste que puisse être éventuellement cette version sur un point donné) en ouvrant la voie à des sanctions pénales contre ceux qui la mettent en doute est une atteinte à la démocratie, une telle volonté est une marque caractéristique des régimes totalitaires. L'histoire n'a pas à être dictée, en aucun de ses domaines, par l'Etat, les gouvernements et les Parlements.

Le n° 30 des *Cahiers du mouvement ouvrier* sera en grande partie consacré à **juin 36**. Nous demandons à tous nos lecteurs qui pourraient se procurer — par exemple, dans la presse locale de l'époque — des récits de grèves de nous les faire parvenir dès que possible.

Le n° 31 sera entièrement consacré au cinquantième anniversaire de la révolution des conseils ouvriers en Pologne et en Hongrie en 1956, formé uniquement de documents hongrois et polonais. Deux *Cahiers du CERMTRI* sur le même sujet reproduiront des documents du mouvement ouvrier français de l'époque. Il existait en 1956 encore une presse régionale politique. Nous présentons donc à nos lecteurs la même demande que pour juin 36 : nous communiquer d'éventuels extraits de cette presse.

Les Cahiers du mouvement ouvrier



- **Collection complète (n°s 1 à 28) :**
- **95 euros + 16 euros de frais de port (France) ;**
- **95 euros + 30 euros de frais de port (étranger).**

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **8 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

- France : **29 euros** ;
- Etranger : Europe : **33 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **38 euros**.

Nom, prénom :

Adresse :

Abonnement d'un an :

- | | | |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 13 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 14 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 15 |
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 16 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 17 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 18 |
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 19 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 20 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 21 |
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 22 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 23 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 24 |
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 25 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 26 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 27 |
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 28 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 29 | |

Commande du (des) n° (n°s) :

Commande du n° 1 de l'édition russe (9 euros port compris)

La collection des n°s 1 à 28 : **95 euros + 16 euros de frais de port**

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

**Karl
Marx :**

**Le programme
du Parti communiste
allemand
(1848)**

**Lettre
à Abraham Lincoln
(1864)**

Ces deux textes — connus, mais assez rarement cités intégralement — de Marx, distants de seize ans, ont le grand intérêt de montrer le lien que Marx établissait, à l'époque même du capitalisme ascendant, entre les revendications démocratiques et la révolution sociale.

Marx a élaboré les 17 points du programme du (futur) Parti communiste allemand à Paris à la fin de mars 1848, quelques jours avant de partir en Allemagne dans les premiers jours d'avril. Il mêle des revendications démocratiques (*“L'Allemagne entière est déclarée république une et indivisible (...). Séparation de l'Eglise et de l'Etat”*) et des mesures sociales qui portent atteinte à la propriété privée (le remplacement de toutes les banques privées par une banque d'Etat — première mesure que prendront les bolcheviks en décembre 1917) ou la nationalisation de tous les moyens de transport.

En novembre 1864, Lincoln, président républicain, est réélu triomphalement, en pleine guerre civile déclenchée par les treize Etats sudistes esclavagistes qui ont fait sécession, contre son adversaire démocrate, Mac Clellan, partisan du maintien de l'esclavage. Sur près de quatre millions de suffrages exprimés, Lincoln devance son adversaire de près de 500 000 voix. La masse des soldats (paysans, employés et ouvriers) ont voté massivement pour Lincoln (116 887 pour Lincoln, contre 33 748 à l'esclavagiste). Même si les républicains n'avaient pas mené une campagne vigoureuse pour l'abolition de l'esclavage, le sens de la victoire de Lincoln était clair pour tout le monde. Il l'était en tout cas pour Marx, qui adressa une lettre à Lincoln. Là encore, on le voit, Marx (à qui Lincoln fera envoyer une réponse assez chaleureuse) établit un lien étroit entre la mesure démocratique qu'est l'abolition de l'esclavage et le combat pour l'émancipation sociale de l'ensemble des opprimés et des exploités à laquelle il peut ouvrir la voie.

Les revendications du Parti communiste en Allemagne

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

1. L'Allemagne entière est déclarée République une et indivisible.

[2. Tout Allemand âgé de 21 ans est électeur et éligible, à condition de ne pas avoir été frappé d'une peine infamante.]

3. Les représentants du peuple sont rétribués, pour que l'ouvrier puisse lui aussi siéger au Parlement du peuple allemand.

4. Armement général de la nation. [Les armées sont dorénavant en même temps des armées d'ouvriers, de façon que l'armée ne consomme pas simplement, comme par le passé, mais produise encore plus que ne coûte son entretien.]

[C'est là en outre un moyen d'organisation du travail.]

[5. L'administration de la justice est gratuite.]

[6. Toutes les charges féodales, toutes les contributions, corvées, dîmes, etc., qui ont pesé jusqu'ici sur la population rurale, sont supprimées sans indemnité quelconque.]

7. Les domaines princiers et autres domaines féodaux, toutes les mines, carrières, etc., sont convertis en propriétés de l'Etat. Sur ces domaines, l'exploitation agricole se fera en grand, avec les procédés scientifiques les plus modernes, au profit de la collectivité.

8. Les hypothèques dont sont grevés les biens des paysans sont déclarées pro-

priété de l'Etat ; les intérêts de ces hypothèques sont payés par les paysans à l'Etat.

9. Dans les régions où le régime des baux à ferme est développé, la rente foncière ou le fermage est payé à l'Etat sous forme d'impôt.

[Toutes ces mesures indiquées aux nos 6, 7, 8 en 9 sont prises pour diminuer les charges publiques et autres des cultivateurs et des petits fermiers, sans diminuer les ressources nécessaires pour couvrir les frais de l'Etat ni compromettre la production elle-même.]

[Le véritable propriétaire foncier, qui n'est ni cultivateur ni fermier, n'a aucune part dans la production. Sa consommation est donc un simple abus.]

[10. Toutes les banques privées sont remplacées par une Banque d'Etat, dont le papier a cours forcé.]

[Cette mesure rend possible de régler dans l'intérêt de tout le peuple le système de crédit et détruit ainsi la domination des gros financiers. En remplaçant petit à petit l'or et l'argent par du papier-monnaie, elle fait baisser le prix de l'instrument indispensable des relations bourgeoises, le moyen général d'échange, et permet de faire agir l'or et l'argent à l'étranger. Cette mesure est finalement nécessaire pour river les intérêts de la bourgeoisie conservatrice à la révolution.]

11. Tous les moyens de transport : chemins de fer, canaux, bateaux à va-

peur, routes, etc., sont pris en mains par l'Etat. Ils sont convertis en propriété d'Etat et mis [gratuitement] à la disposition de la classe indigente.

[12. La seule différence qu'il y ait dans le traitement de tous les fonctionnaires publics, c'est que ceux qui ont de la famille, et par suite plus de besoins, touchent également un traitement supérieur à celui des autres.]

[13. Séparation totale de l'Eglise et de l'Etat. Les ministres de toutes les confessions sont uniquement rétribués par leur communauté volontaire.]

14. Restriction du droit de succession.

15. Introduction de forts impôts progressifs et suppression des impôts de consommation.

16. Création d'ateliers nationaux. L'Etat garantit l'existence à tous les tra-

vailleurs et assure l'entretien de ceux qui sont dans l'incapacité de travailler.

17. Instruction générale et gratuite du peuple.

Le prolétariat allemand, les petits bourgeois et les petits cultivateurs ont intérêt à travailler de toute leur énergie à la réalisation des réformes ci-dessus énumérées. Seule cette réalisation peut permettre aux millions d'Allemands exploités jusqu'ici par quelques individus, et que l'on essaiera de maintenir sous cette oppression, d'obtenir justice et de conquérir la puissance qui leur revient comme producteurs de toute richesse.

Le comité :

**Karl Marx, Charles Schapper,
H. Bauer, F. Engels, J. Moll,
G. Wolff**

Lettre à Abraham Lincoln

**Karl Marx
à Abraham Lincoln,
président des Etats-Unis
d'Amérique (1)**

Monsieur,

Nous félicitons le peuple américain de vous avoir réélu à une forte majorité. Si la résistance au pouvoir des esclavagistes a constitué le slogan modéré de votre première élection, le cri de guerre triomphal de votre réélection a été : Mort à l'esclavage !

Depuis le début de cette lutte titanessque que mène l'Amérique, les ouvriers d'Europe ont senti d'instinct que le sort de leur classe était lié à celui de la bannière étoilée. La lutte pour les territoires qui inaugura cette terrible épopée ne devait-elle pas décider si, sur des

zones immenses, la terre vierge allait être fécondée par le labeur de l'émigrant ou souillée par le talon du gardien d'esclaves ?

Lorsque l'oligarchie des 300 000 esclavagistes osa, pour la première fois dans les annales du monde, inscrire le mot "esclavage" sur la bannière de la rébellion armée, lorsque sur le sol même où, un siècle plus tôt à peine, avait surgi

(1) Sur proposition de deux de ses membres, Dick et Howell, le conseil central prit la décision de féliciter Lincoln pour sa réélection à la présidence des Etats-Unis. Marx rédigea l'adresse fin novembre. Le texte, approuvé par le comité permanent, adopté à l'unanimité par le conseil central le 29 novembre, fut transmis à Lincoln par l'intermédiaire de l'ambassadeur américain à Londres, Adams. Au nom du président Lincoln, Adams répondit le 28 janvier 1865 au conseil central.

L'adresse à Lincoln fut publiée dans trois journaux américains. Elle parut en traduction allemande dans le *Social-Demokrat* (supplément du 30 décembre), la *Berliner Reform* et le *Hermann*.

l'idée d'une grande république démocratique, où était née la première Déclaration des droits de l'homme et d'où la révolution européenne du XVIII^e siècle avait reçu sa première impulsion, lorsque sur ce sol même, la contre-révolution se glorifia implacablement et systématiquement de renverser "*les idées ayant cours à l'époque de l'élaboration de l'ancienne Constitution*", présenta "*l'esclavagisme comme une institution bénéfique*", voire comme l'unique solution au grand problème "*des rapports entre capital et travail*" et proclama cyniquement que le droit de propriété sur l'homme était "*la pierre angulaire du nouvel édifice*", alors les ouvriers européens comprirent d'emblée, avant même que les classes supérieures, en épousant fanatiquement la cause de l'aristocratie confédérée, ne les en alertassent, que la rébellion des esclavagistes allait être le signal d'une croisade généralisée de la propriété contre le travail et que, pour les hommes du travail, ce combat de titans livré outre-Atlantique mettait en jeu non seulement leurs espérances en l'avenir, mais également leurs conquêtes passées. C'est pourquoi, partout, ils endurèrent avec patience les maux que la crise du coton leur infligea, s'opposèrent avec fougue à l'intervention en faveur de l'esclavagisme réclamée avec fièvre par les classes supérieures et payèrent pour la bonne cause, un peu partout en Europe, le prix du sang.

Tant que les travailleurs, véritables piliers du pouvoir politique au Nord, permirent à l'esclavage de souiller leur propre république, tant que, face aux Noirs qui avaient un maître et étaient vendus sans leur consentement, ils tirèrent gloire de jouir du suprême privilège réservé aux travailleurs blancs, celui de se vendre et de pouvoir choisir leur

maître, ils furent incapables d'atteindre à la véritable émancipation du travail et d'appuyer la lutte émancipatrice de leurs frères européens. La mer Rouge de la guerre civile a balayé cet obstacle au progrès.

Les travailleurs européens sont convaincus que, tout comme la guerre d'Indépendance américaine a inauguré une ère nouvelle pour l'essor de la classe bourgeoise, la guerre américaine contre l'esclavagisme inaugurera une ère nouvelle pour la classe ouvrière. Ils considèrent comme un symbole des temps à venir le fait que le sort ait choisi Abraham Lincoln, fils loyal de la classe ouvrière, pour conduire son pays dans cette lutte sans égale pour l'affranchissement d'une race enchaînée et la reconstruction d'un monde social.

Signé, au nom de l'Association internationale des travailleurs, par le conseil central : Longmaid, Worley, Whitlock, Fox, Blackmore, Hartwell, Pidgeon, Lucratt, Weston, Dell, Nieass, Shaw, Lake, Buckley, Osborne, Howell, Carter, Wheeler, Stainsby, Morgan, Grossmith, Dick, Denoual, Jourdain, Morissot, Leroux, Bordage, Bosquet, Talandier, Dupont, L. Wolff, Aldovrandi, Lama, Solustri, Nusperli, Eccarius, Wolff, Lessner, Pfänder, Lochner, Kaub, Bolleter, Bybczinsky, Hansen, Schantzenbach, Smales, Cornelius, Petersen, Otto, Bagnagatti, Setacci ; George Odger, président du conseil ; P. Y. Le Lubez, secrétaire-correspondant pour la France ; Karl Marx, secrétaire-correspondant pour l'Allemagne ; G. P. Fontana, secrétaire-correspondant pour l'Italie ; J. B. Holtorp, secrétaire-correspondant pour la Pologne ; H. F. Jung, secrétaire-correspondant pour la Suisse ; William R. Cremer, secrétaire général honoraire, 18, Greek Street, Soho.

**Jean-Michel
Delaye :**

**Le débat
sur les syndicats
dans la SFIO
(1905-1907)**

Comparons deux biographies des deux dirigeants socialistes qui s'affrontent en 1906 et 1907 sur les rapports entre la CGT et la SFIO, créée en 1905 par la fusion des différents groupes socialistes.

Celle de Jules Guesde, par Claude Willard, affirme : « *Pour Jules Guesde, socialisme et syndicalisme sont inséparables et complémentaires. Mais le syndicat, par nature, est réformiste : "L'action syndicale, c'est la lutte immédiate de tous les instants pour conquérir de meilleures conditions de travail et de vie, et pour imposer au patronat le respect des trop rares lois de protection ouvrière qui ont pu être arrachées à l'Etat bourgeois." Une grève, même victorieuse, ne touche ni à la propriété ni à l'ordre social. Donc, le syndicat joue un rôle nécessaire, mais subalterne, par rapport au Parti socialiste, "seul parti révolutionnaire parce que seul il permet, en s'attaquant à l'Etat, de toucher à la propriété".* »
Et Claude Willard conclut : « *Les guesdistes n'ont pas tiré les leçons des deux décennies précédentes.* » En quoi, le lecteur n'en saura rien.
La conclusion ne va pourtant pas de soi.

Daniel Ligou, spécialiste du socialisme français, de son côté, dans un volume collectif sur Jaurès publié aux PUF sous le patronage de Vincent Auriol, écrit sur le même sujet : « *Contre Guesde et ses amis, le congrès de Limoges (1907), à la demande de Jaurès, affirma "la pleine autonomie de l'organisme politique et de l'organisme syndical", ajouta que la classe ouvrière ne pourra s'affranchir pleinement que par la force combinée de "l'action politique et de l'action syndicale, par le syndicalisme allant jusqu'à la grève générale et par la conquête de tout le pouvoir politique en vue de l'expropriation générale du capitalisme" (...). Pour Jaurès, le syndicalisme était "une admirable puissance d'éducation et de combat", grâce à laquelle les salariés "gardent et renouvellent sans cesse l'âpre sentiment de la dure réalité sociale, qui s'élargit naturellement en socialisme" (...). Socialisme et syndicalisme sont les "deux bras émancipateurs" de la classe ouvrière. La conception apolitique du syndicalisme, si vivante en France à l'heure actuelle encore, doit beaucoup à Jaurès* » (2).

A lire ces lignes, on voit mal en quoi se distinguent fondamentalement les positions de Jaurès et de Guesde, qui, dans les deux congrès socialistes où se discutèrent des rapports entre le parti et le syndicat, recueillit nettement plus de voix, on le verra ci-après, que n'en représentait la fraction guesdiste !

(1) Claude Willard : *Jules Guesde, l'apôtre et la loi*, Les Editions ouvrières, p. 98.

(2) Jean Jaurès, PUF, 1962, p. 129.

Le parti de 1905 et l'indépendance réciproque des partis et des syndicats

L'INDÉPENDANCE réciproque entre parti et syndicat constitue l'un des socles de l'histoire du mouvement ouvrier français. Cette configuration particulière, dans notre pays, des relations entre ces deux formes d'organisation de la classe ouvrière — les partis et les syndicats — re-surgit avec force à chaque moment décisif de l'histoire de chacune de ces organisations. Création, scission, (ré)unification des forces syndicales ou politiques, leur indépendance réciproque est toujours réaffirmée.

N'est-ce pas l'occasion, pour le centenaire de la création du parti de 1905, de revenir sur le sens et contenu de ce principe ? N'est-ce pas l'occasion de s'interroger sur son actualité — précisément au moment où les forces de la bourgeoisie s'acharnent à intégrer aux institutions capitalistes les organisations de la classe ouvrière ?

“L'union dans l'action et par l'action” (Edouard Vaillant)

La séparation organique est facteur et condition de l'unité pratique. Telle est historiquement la position des défenseurs de l'indépendance parti-syndicat. L'exposé d'Edouard Vaillant au congrès

de 1907 du Parti socialiste, s'appuyant sur ce qui fut la position des communards émigrés à Londres en 1876, est sur ce point sans équivoque : *“Notre doctrine était que la séparation entière de l'organisation politique et de l'organisation syndicale constituait la condition nécessaire de leur unité et de leur développement. Il fallait, à notre avis, et en réalité, marcher à la constitution de l'organisation et force ouvrière par la séparation des organes ayant pour objet plus spécial, pour fonction, l'action politique et l'action syndicale.”*

Il poursuit en appuyant son propos sur l'attitude pratique de la classe ouvrière française au début du XX^e siècle : *“Parvy nous a énoncé toute la série d'actes dans lesquels s'étaient réunis spontanément, sans en convenir auparavant, dans une action commune, les membres de la CGT et ceux du parti, et je dis : c'est cette rencontre dans une action commune qui fait l'union réelle. Plus les syndiqués et les révolutionnaires socialistes, d'ailleurs tous syndiqués et animant les syndicats de l'esprit socialiste, se seront rencontrés dans des actes communs, menant le même combat, se trouvant sur le même terrain, parlant un langage semblable, plus, par là, croîtra le rapprochement, l'accord, l'unité de l'action syndicale du prolétariat militant (...). Le seul moyen de réalisation de l'unité (de l'union que tous nous deman-*

dons) est, je le répète, dans l'action et par l'action."

Renouer avec le contenu pratique de l'indépendance réciproque parti-syndicat exige de revenir aux débats qui animèrent au tournant des XIX^e et XX^e siècles les deux grandes organisations de la classe ouvrière française : la CGT et le PS-SFIO. Exposer avec rigueur les arguments des partisans de l'unité parti-syndicat et ceux de leur indépendance, c'est le seul moyen d'en comprendre la portée et l'actualité ; c'est le seul moyen de prévenir tout malentendu sur sa signification réelle. En particulier à l'heure actuelle, où l'indépendance des confédérations syndicales et des partis politiques est menacée par des formes renouvelées d'intégration au capitalisme sous couvert de "gouvernance", "forums sociaux" et autre "démocratie participative", où leur existence est menacée par toutes sortes de dilution dans la "société civile" ou par leur dénaturation en de nouveaux corporatismes — tels la CES !

Du Congrès d'Amiens de la CGT (1906) au Congrès de Nancy de la SFIO (1907)

Concernant l'organisation syndicale du mouvement ouvrier français, chacun sait que c'est en 1906 que la CGT trancha durablement la question de ses relations avec les partis ouvriers en adoptant (par 124 voix pour, 14 contre et 6 absentes), lors de son IX^e Congrès, la Charte d'Amiens. Celle-ci dispose : *"La Confédération générale du travail groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat."*

Elle poursuit : *"En ce qui concerne les individus, le congrès affirme l'entière liberté pour les syndiqués de participer, en dehors du groupement corporatif, à telle forme de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité,*

de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors. En ce qui concerne les organisations, le congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupement syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes, qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale."

La Charte d'Amiens constitue la "déclaration de principes" — après celle constitutive du PS unifié, salle du Globe, en 1905, sur un plan proprement syndical — des deux confédérations ouvrières issues de la CGT de 1906. Elle définit l'esprit dans lequel leurs adhérents respectifs accomplissent leur tâche de militants syndicaux.

On connaît assez bien l'histoire du Congrès d'Amiens, des débats internes au mouvement syndical sur ses relations avec les organisations politiques, sur les oppositions entre réformistes, syndicalistes guesdistes et anarcho-syndicalistes. On connaît, en revanche, moins bien l'histoire des débats internes du Parti socialiste sur la question de ses rapports avec le mouvement syndical, les raisons pour lesquelles il a, lui aussi, majoritairement reconnu la nécessité de garantir cette relation d'indépendance. On connaît assez peu, finalement, l'âpreté des échanges entre guesdistes, vaillantistes, jaurésiens et anarcho-syndicalistes dans les congrès successifs de la SFIO — notamment à Limoges en 1906 et à Nancy en 1907.

Portée en 1906 par la fédération du Nord et repoussée par 148 voix contre 130, la motion appelant à l'unité parti-syndicat fut de nouveau présentée en 1907, cette fois par la fédération de la Dordogne. La motion comprenait alors trois considérants : le premier sur le caractère unanime des congrès internationaux à affirmer la nécessité de l'action syndicale et le devoir pour les travailleurs d'adhérer au syndicat de leur profession ; le deuxième sur l'insuffisance de l'action syndicale, qui ne saurait suffire à supprimer l'exploitation ca-

pitaliste des ouvriers, la socialisation des moyens de production étant subordonnée à la conquête du pouvoir politique par les travailleurs organisés en parti de classe ; le troisième, qui, partant de l'unité de la classe et tenant compte de ses deux modes d'action et d'organisation, le corporatif et le politique, souligne le risque d'une division mortelle de prolétariat lui-même en cas d'ignorance ou d'opposition entre ces deux modes d'action. C'est pourquoi la motion proposait au congrès de décider "*qu'il y a lieu de pourvoir à ce que, selon les circonstances, l'action syndicale et l'action politique des travailleurs puissent se concerter et se combiner nationalement et internationalement*".

A Nancy, cette motion guesdiste sera cette fois rejetée par 167 mandats contre 141.

Le congrès adoptera une nouvelle fois la motion affirmant à la fois l'indépendance parti-syndicat et leur égale valeur socialiste. Formulée en 1906 par Jaurès et proposée par la fédération du Tarn, elle fut présentée, à un paragraphe près, dans les mêmes termes en 1907 par la fédération du Cher et défendue cette fois par Vaillant.

"Le congrès, convaincu que la classe ouvrière ne pourra s'affranchir pleinement que par la force combinée de l'action politique et de l'action syndicale, par le syndicalisme allant jusqu'à la grève générale et par la conquête de tout le pouvoir politique en vue de l'expropriation générale du capitalisme. Convaincu que cette double action sera d'autant plus efficace que l'organisme politique et l'organisme économique auront leur pleine autonomie.

(Prenant acte de la résolution du Congrès d'Amiens, qui affirme l'indépendance du syndicalisme à l'égard de tout parti politique et qui assigne en même temps au syndicalisme un but que le socialisme seul, comme parti politique, reconnaît et poursuit) (passage de la motion de 1906 supprimé en 1907).

Considérant que cette concordance fondamentale de l'action politique et de l'action économique du prolétariat assurera nécessairement, sans confusion, ni

subordination, ni défiance, une libre coopération entre les deux organismes.

Invite tous les militants à travailler de leur mieux à dissiper tout malentendu entre l'organisation corporative et l'organisation politique de la classe ouvrière."

Adoptée par 148 voix contre 130 en 1906, cette motion sera une seconde fois victorieuse à Nancy en 1907, par 167 voix contre 141.

"L'action syndicale ne saurait suffire à l'émancipation sociale" (J. Guesde)

Au Congrès de Nancy, c'est à Guesde que revint la responsabilité de défendre la position de l'unité parti-syndicat, telle qu'elle ressort de la motion de la Dordogne. Il aurait pu se limiter à ce seul argument, celui du caractère international de cette forme d'organisation du mouvement ouvrier : "*Cette façon d'envisager et de mener l'action du prolétariat en marche vers sa révolution (...) coïncide avec la manière de voir et avec la manière de faire du socialisme et du syndicalisme dans le monde entier.*"

Il est en effet très net que, dans l'ensemble des autres pays, dans des configurations nationales certes différentes, l'organisation de la classe ouvrière en partis et syndicats a ceci de commun qu'elle est partout marquée par un rapport organique entre parti et syndicat.

De cette dimension internationale, Guesde aurait pu tirer un argument d'autorité, mais il se refuse à cette facilité. Il s'efforce de construire une argumentation qui réponde à ces deux questions majeures de tout militant ouvrier : que peut et doit être le syndicat ? que peut et doit-il faire ?

Que doit-il être ? "*Substituer à la faiblesse individuelle de qui ne possède rien la force collective de la profession ou de la corporation organisée (...), telle est la raison d'être du syndicat.*"

Que doit-il faire ? Aider les travailleurs "*à résister aux exigences pa-*

trionales pour obtenir de moins mauvaises conditions de travail”, “être payé plus”, “travailler moins”.

Ces deux questions en appellent logiquement deux autres : que ne doit-il pas être ? que ne doit-il pas faire ?

Les deux volets de l'argumentation de Guesde

Pour Guesde, contrairement à la position explicite de Emile Pouget, pour qui la CGT est le parti du travail, le syndicat ne doit pas être un parti. Sans quoi, il divise une profession, il n'est plus une aide pour combattre le patronat, il devient un obstacle à l'unité des travailleurs dans leur lutte quotidienne. *“Il faut que le syndicat soit nombreux et fort, il faut que ses portes soient largement ouvertes à tous et qu'aucune condition ne soit mise à l'adhésion de chacun (...). On n'a pas le droit de dire à un métallurgiste ou à un verrier : tu n'entreras pas dans le syndicat des métallurgistes ou des verriers si tu n'es pas pour le boycottage, si tu n'es pas pour le sabotage, si tu n'es pas pour l'antimilitarisme ou l'antipatriotisme... Vous n'avez pas le droit de diviser contre elle-même, pour des considérations étrangères, la profession que votre devoir est d'unir.”*

Au fond, la position de Guesde se résume à ce double constat : en prétendant faire plus que ce qu'il peut réellement faire, le syndicat fait moins que ce qu'il doit faire ; aussi, en prétendant être plus que ce qu'il peut être, le syndicat est moins que ce qu'il doit être ! Ou, pour le dire de manière un peu moins théorique, Jules Guesde considère ceci : l'orientation constante de la CGT vers la grève générale la conduit à ne pas réaliser sa besogne quotidienne et concrète de défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs. En fait, en se positionnant, en tant qu'organisation syndicale, sur le terrain politique de la lutte contre l'Etat et contre le système capitaliste, la CGT ne regroupe que les seuls éléments

révolutionnaires du mouvement ouvrier. Mais ce regroupement, elle le fait sur un objet erroné — l'objet syndical — commun à tous les travailleurs — qu'ils soient ou non révolutionnaires : la défense immédiate de leurs conditions de travail.

Quelles sont, pour le syndicat, les conséquences d'une telle conception du syndicalisme, de ce “syndicalisme révolutionnaire” ? Là où il doit augmenter le nombre de ses adhérents, il le diminue ; là où il doit élargir le champ de son action, il le réduit ; là où il doit être facteur et cadre d'unité de la classe ouvrière, il devient facteur et cadre de division. Guesde est sur ce point très ferme : *“Ce que je reproche aux anarchistes, c'est d'empêcher le recrutement, le développement de la CGT”*, et sa comparaison internationale cinglante : *“Franchissant ensuite la frontière, vous transportant en Angleterre ou en Allemagne (...), quinze cent mille trade-unionistes ici, deux millions de syndiqués là, cela ne compte pas pour vous, pour votre syndicalisme, qui, je le reconnais, n'a rien de commun avec ces formidables organisations ouvrières. Votre syndicalisme, celui que vous affirmez contre nous, est d'une espèce toute particulière. Il se distingue de tout ce qui existe à l'étranger par ce fait qu'il ne compte pas de syndiqués du tout, ou si peu (...). Ce qui classe votre syndicalisme dans le mouvement général du monde entier, c'est son absence de syndiqués.”*

Paradoxalement, le syndicalisme révolutionnaire se révèle un obstacle à l'objectif qu'il déclare poursuivre — la révolution — dans la mesure où il constitue un obstacle au développement de la seule force politique capable d'accomplir la révolution : le Parti socialiste. *“Ne pouvant toucher ni à l'Etat ni à la propriété capitaliste, l'action syndicale ne saurait donc suffire à l'émancipation sociale comme le voulait Laudier. Peu importe qu'elle se propose le même but, du moment qu'elle n'est pas en mesure de l'atteindre. Si je n'ai qu'un sabre et que je me propose de m'en servir comme d'un fusil, je n'abattrais pas un ennemi distant de plusieurs mètres. Au prolétariat, qui a les deux armes, à ne pas de-*

mander à l'une la portée de l'autre. Indispensable est l'organisation syndicale. Combien de fois je l'ai dit et écrit ! Tout travailleur qui ne rejoint pas son syndicat est un traître à lui-même, à sa famille et à sa classe ; c'est entendu ; mais cela ne veut pas dire qu'après avoir rejoint son syndicat, il ne doit pas rejoindre la section socialiste."

Pour Guesde, ce n'est que par l'action politique menée par l'organisation politique de la classe ouvrière — le Parti socialiste — que celle-ci pourra mener à bien le renversement du capitalisme — de sa bourgeoisie, de son Etat, de son armée — et instaurer le socialisme. Pour cela, il convient d'unir, en France comme cela s'est fait dans tous les autres pays capitalistes, les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière.

“Une force révolutionnaire aussi bien que corporative ?”

Vaillant objecte : *“Mais les syndicats ne sont-ils pas, contrairement à l'affirmation de la motion de la Dordogne, une force révolutionnaire aussi bien qu'une force corporative ? Y a-t-il dans le syndicat autre chose que l'organisation pure et simple d'ouvriers voulant s'opposer au patronat pour obtenir l'amélioration au jour le jour des conditions d'existence et de travail ? C'est justement le phénomène particulier et caractéristique du développement actuel : c'est que le syndicat est devenu autre chose, est devenu plus que cela. Il est resté cela, parce que cela lui est un caractère constant et nécessaire qui le recrute, le développe et l'exerce (...). Mais dans les conditions de la société actuelle, où le conflit de la classe patronale et de la classe ouvrière s'est accentué et s'accroît, le syndicat est devenu en même temps un élément révolutionnaire essentiel.”*

C'est sur ce point décisif qu'au fond Vaillant concentre son opposition à Guesde : il constate et légitime le caractère double de l'action syndicale : corporative, certes, mais aussi révolutionnaire.

En effet, en se construisant comme force organisée pour la défense des intérêts matériels immédiats des travailleurs contre le patronat, le syndicalisme constitue une puissance révolutionnaire. Vaillant le dit et le redit à plusieurs reprises dans son intervention : *“Le syndicalisme est devenu en même temps un élément révolutionnaire essentiel”, “ce qui se passe actuellement démontre le rôle socialement révolutionnaire des syndicats”, “le syndicalisme est devenu une force particulièrement révolutionnaire”...*

Ce caractère est occulté, négligé ou travesti par Guesde. Pour Vaillant, au contraire, il faut bien comprendre qu'il ne se limite pas au seul mouvement ouvrier français, mais qu'il concerne tous les pays : *“Ne voyez-vous pas que les syndicalistes, je ne dis pas seulement ceux de France, mais de partout, remplissent et jouent avec une conscience et des procédés différents un rôle révolutionnaire par le fait de leur organisation ?”*

En France, le contenu de l'action révolutionnaire a tendance à se renforcer pour les deux raisons suivantes : d'abord, car la direction de la CGT d'alors a volontairement et consciemment décidé de donner une telle orientation à l'action de la confédération ouvrière ; ensuite, car l'accentuation de la lutte entre la classe patronale et la classe ouvrière avive nécessairement ce caractère de l'action syndicale.

De ce constat, Vaillant n'en conclut pas à un quelconque caractère suffisant de l'action syndicale. Bien au contraire. Il s'en félicite, mais c'est aussitôt pour faire ces quelques rappels majeurs. D'abord, celui de l'importance de l'organisation politique de la classe ouvrière. Ensuite, celui de l'essence irréductiblement révolutionnaire du Parti socialiste — le parti des travailleurs — dans une société capitaliste. Enfin, celui de la nécessité, à côté d'une action syndicale au contenu révolutionnaire, de l'action politique pour mener à bien, précisément, la révolution.

“Ce n'est pas ici que nous pouvons discuter ce qui est pour nous l'évidence,

la raison et le fait de notre existence, c'est-à-dire si le Parti socialiste est une nécessité. Le Parti socialiste et son action politique sont une conséquence inévitable, absolument nécessaire, de la lutte du prolétariat contre le capitalisme, qui, sans Parti socialiste, n'a pas la possibilité de livrer l'assaut qui détruira la domination de la classe capitaliste."

Vaillant perçoit clairement les réserves qu'inspire aux syndicalistes révolutionnaires de la CGT — de ses dirigeants Pouget, Griffuelhes comme de ses adhérents de base (terrassiers, mineurs, bûcherons, dockers, métallos...) — l'activité électorale et parlementaire du Parti socialiste. Il les comprend d'autant qu'il est lui-même parfaitement conscient des risques d'opportunisme que contiennent ces activités. Ces formes d'activité politique du parti sont à la fois nécessaires et transitoires. Il faut se garder d'en faire un absolu et la finalité de son action. Elles s'inscrivent comme des moments particuliers dans le mouvement général de lutte des classes que doit conduire le Parti socialiste.

"Il n'y a pas une des actions que nous faisons qui puisse être éliminée ; toutes sont bonnes, toutes sont nécessaires. Je crois que le parlementarisme, lui aussi, est actuellement, dans l'évolution de la société, un moment nécessaire de son développement, qu'il est aussi absurde d'en diminuer que d'en exagérer l'importance, et, que par conséquent, nous ne pouvons pas plus nous abstraire de la lutte parlementaire, de la lutte électorale, que des autres luttes. Je comprends, d'un autre côté, que corrélativement et par le fait des événements, le développement du Parti socialiste a eu un caractère particulièrement parlementaire et électoral, et que c'était un résultat inévitable de l'évolution politique et sociale. Je ne crois pas que ce soit indéfiniment durable : c'est un moment plus ou moins long, mais nécessaire, du développement. Je suis convaincu que, les circonstances changeant, le conflit des classes et des partis devenant plus aigu, le Parti socialiste prendra, de façon correspondante, un caractère plus révolutionnaire. Et quand ces circonstances surviendront, nous verrons, depuis les

parlementaires jusqu'aux militants, autant de soldats de la cause révolutionnaire combattant de toute leur ardeur, avec les syndicats, pour l'émancipation ouvrière..."

Partis et syndicats doivent être indépendants de la bourgeoisie

Toute la discussion du début du XX^e siècle sur les relations partis-syndicats résulte de la recherche, par le mouvement ouvrier français, de la meilleure forme d'organisation pour réaliser le socialisme. Toute la discussion résulte de cette volonté, commune aux dirigeants politiques et syndicaux, de garantir et renforcer le caractère révolutionnaire, ou pour certains authentiquement réformiste, de l'action de leur organisation respective. Et, corollairement, de prévenir et empêcher l'intégration de ces organisations au capitalisme, la dénaturation de leurs activités, leur soumission aux intérêts de la bourgeoisie.

Dans ce débat entre ceux qui prônent l'unité parti-syndicat et ceux qui défendent leur séparation organique, chacun ne dit-il pas à l'autre la même chose ? C'est ainsi que doit s'organiser la classe ouvrière pour préserver son indépendance et renverser le capitalisme !

Quand Guesde se bat pour l'unité parti-syndicat, c'est parce qu'il considère que l'indépendance organique des syndicats conduit à une limitation corporatiste et exclusivement réformiste de leurs actions et revendications. Ce n'est pas au nom d'une quelconque supériorité de l'action parlementaire et électorale sur l'action syndicale qu'il prône l'union. C'est même le contraire. Il considère en effet que ce sont uniquement les dérives parlementaristes et électoralistes de certaines franges du Parti socialiste qui ont permis le développement du syndicalisme révolutionnaire en France.

"Vous savez très bien que si a pu prendre corps un syndicalisme prétendu

révolutionnaire et en réalité anarchiste, c'est aux socialistes oublieux de la lutte de classe que vous le devez. En se confondant avec les partis bourgeois et en faisant avec eux gouvernement commun, ils ont donné lieu ou prétexte à un mouvement ouvrier en dehors du mouvement socialiste, pour ne pas dire contre lui. Et ce n'est que dans la mesure où le Parti socialiste faillirait à son devoir qu'il pourrait y avoir place à côté de lui pour une organisation de classe distincte, l'ignorant et ne le connaissant que pour le combattre. Mais qu'il fasse tout son devoir, qu'il reste et lutte sur son terrain de classe, et, je le répète, qu'il est plus de classe que ne peut l'être l'organisation syndicale elle-même."

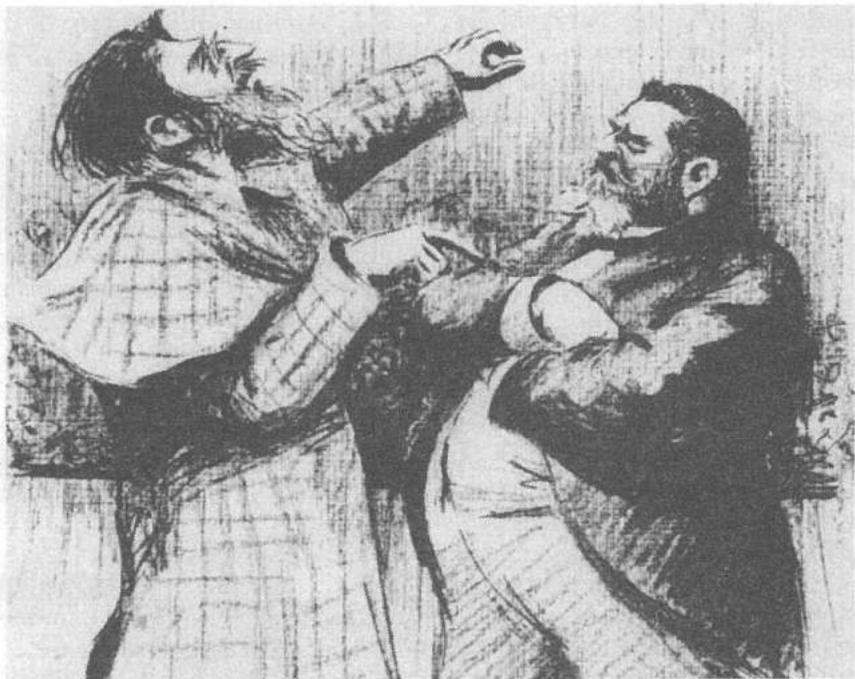
Vaillant défend la séparation parti-syndicat dans une perspective identique. D'une certaine manière, il considère que les organisations syndicales et leur direction ont, en France, une maturité politique suffisante pour prévenir les dérives corporatistes et réformistes inhérentes au syndicalisme. Il va même jusqu'à estimer qu'en raison des dérives parlementaristes du Parti socialiste, les syndicats sont devenus le fer de lance de l'activité révolutionnaire dans notre pays.

"Il faut que nous démolissions l'Etat, que nous le supprimions. C'est une condition nécessaire pour la suppression de la domination capitaliste (...). Eh bien, qui actuellement (le) démantèle plus ? Je prétends que ce sont les syndicats par leur formation et par leur direction révolutionnaire."

Il considère surtout que, telle que proposée par la motion de la Dordogne, l'unité parti-syndicat constituerait une régression majeure du syndicalisme. Elle conduirait à le cantonner à une action purement corporatiste.

La position d'indépendance des organisations syndicales françaises vis-à-vis des partis politiques n'a de sens que pour renforcer leur indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie, vis-à-vis des volontés patronales, gouvernementales, de les intégrer au capitalisme. Sans quoi elle n'est qu'un prétexte et se révèle un moyen de les contrôler, de les soumettre et de subordonner ses actions aux intérêts de la bourgeoisie et de ses institutions.

**Jean-Michel Delaye,
Brumath, le 31 août 2005**



L'affrontement
Guesde-Jaurès.
Caricature par Noël
Dorville (cliché Jean-
Loup Charmet).

HIPPODROME LILLOIS

Lundi 26 Novembre, à 8 h. 1/2 du soir

GRANDE CONFÉRENCE

organisée par la

Fédération du Nord (Parti ouvrier Français,
avec le concours assuré des citoyens

J. GUESDE et J. JAURÈS

ENTRÉE LIBRE

*Nous rappelons que, seuls, Guesde
et Jaurès prendront la parole, lundi
soir.*

*Afin de prévenir toute tentative d'obs-
truction, la commission administrative
de la section lilloise invite tous les
membres du Parti Ouvrier à se rendre
de bonne heure à l'Hippodrome munis
de leur carte et de leur insigne, car
c'est à eux qu'est confié le soin d'as-
surer l'ordre et de garantir la liberté
de la tribune*

**Le manifeste
de l'Internationale
socialiste
contre la dissolution
de la Douma
(1906)**

Pour faire refluer la vague révolutionnaire qui balaie la Russie en octobre 1905, le tsar Nicolas II, par son manifeste du 17 octobre, annonçait la création d'une Assemblée de type parlementaire, dite Douma.

Ont droit de vote à la Douma tous les hommes de 25 ans au moins, propriétaires, locataires ou assujettis à l'impôt. Le vote à plusieurs degrés (de deux à quatre) est organisé sur la base de quatre curies : nobles, paysans, bourgeois citadins et ouvriers ; les peuples allogènes votent à part.

Lénine veut que le Parti ouvrier social-démocrate russe participe aux élections, auxquelles sont invités pour la première fois des millions d'hommes à qui le parti peut ainsi s'adresser. Sa position stupéfie la quasi-totalité des délégués bolcheviques, réunis alors à Tammerfors, persuadés que le régime agonise, et donc favorables au boycott. Pour eux, participer aux élections, c'est cautionner la Douma impériale antidémocratique. Lénine doit s'incliner.

Malgré le boycott des socialistes-révolutionnaires (S-R) et des bolcheviks, la majorité de la première Douma élue le 27 avril 1906 est très hostile au régime ; elle exige, dans une adresse, le respect de toutes les libertés (civiles, ethniques et religieuses), l'abolition de la peine de mort, une amnistie politique, un régime parlementaire et une réforme agraire.

Un député paysan déclare dans son premier discours à la Douma :
“Les paysans qui m'ont envoyé ici disent : la terre est à nous, nous ne sommes pas venus ici pour l'acheter, mais pour la prendre.”

Elle reçoit le nom populaire de *“Colère du peuple”*. Nicolas II la dissout le 9 juillet et nomme Premier ministre l'énergique Stolypine, qui gouverne huit mois sans Douma.

L'Internationale socialiste réagit à cette dissolution par la déclaration reproduite ci-après.

“Aux travailleurs de tous les pays !”

AU mépris de la parole donnée, Nicolas II, tsar deux fois parjure, a dissous la Douma comme il avait violé la Constitution de Finlande (1).

Après avoir concentré ses troupes à Pétersbourg et contraint les députés à se disperser, il a, pour donner le change à l'Europe, lancé un manifeste dont chaque mot est un mensonge. Il accuse la Douma d'avoir commis des actes illégaux, après lui avoir imposé illégalement des lois fondamentales, contraires à ses promesses du 30 octobre (2). Il l'accuse d'impuissance, après lui avoir refusé tout pouvoir, après l'avoir contrainte à n'être qu'une tribune, qui a servi, du moins, à dénoncer les crimes de la bureaucratie. Il lui reproche de n'avoir rien fait, après l'avoir mise dans l'impossibilité de réaliser un seul acte parlementaire.

Le socialisme international ne perdra pas son temps en protestations vaines. C'est à l'action de tous qu'il fait une fois de plus appel.

Le nouvel attentat de l'homme du 22 janvier n'a point surpris le Parti socialiste et ne le prend pas au dépourvu. La Douma devait être frappée dès que la camarilla de fonctionnaires et de grands-ducs s'apercevrait de la faiblesse de la majorité de l'assemblée, et celle-ci, malgré les efforts des groupes social-démocrate et du travail, a suivi la tactique qui devait l'affaiblir.

Un régime électoral odieusement restrictif, la pression administrative la plus éhontée s'exerçant sur le scrutin, la défiance populaire écartant des urnes les

rare prolétaires qui y avaient accès, tout cela avait créé une majorité factice, qui ne traduisait en aucune façon les aspirations de la majorité du pays. Les élus de la bourgeoisie libérale ont prouvé eux-mêmes, par leur attitude après la dissolution, qu'ils ont eu tort de se montrer vacillants devant le pouvoir, hésitants devant les réformes les plus urgentes. N'ont-ils pas perdu la confiance des paysans en ne promettant qu'une réforme agraire insuffisante, dont l'adoption n'eût pas restitué la terre au peuple des

(1) En octobre 1905, une grève générale manifeste la solidarité de la Finlande avec les révolutionnaires russes, ce qui amène le tsar à abolir, le 4 novembre, toutes les mesures attentatoires aux droits de la Finlande et à convoquer une Diète extraordinaire. Le 19 mai 1906, les quatre états de la Diète finlandaise votent la réforme électorale : suffrage universel égal et direct pour tous les hommes et femmes de 24 ans, représentation proportionnelle, chambre unique de 200 députés, dont 60 formeront un grand comité. Le 5 juillet, un congrès révolutionnaire décide l'insurrection générale au cas où le tsar dissoudrait la Douma. Le 19 juillet, Nicolas II doit accorder à la Finlande une des Constitutions les plus libérales de l'époque, qu'il ne tarda pas à violer.

(2) La Douma fut dissoute le 21 juillet 1906. Le tsar publia à cette occasion un manifeste rédigé en ces termes : *“Les représentants de la nation, au lieu de s'occuper de faire œuvre législative, sont sortis de la sphère qui était de leur compétence et ils se sont occupés de se livrer à des enquêtes sur les actes des pouvoirs locaux établis par nous, à signaler les imperfections des lois fondamentales qui ne sauraient être modifiées que par notre volonté impériale. Enfin, les représentants de la nation se sont livrés à des actes vraiment illégaux comme l'appel à la nation de la part de la Douma...”* Et le manifeste s'achevait ainsi : *“Fils fidèles de la Russie, votre tsar vous appelle, comme le père appelle ses enfants, à s'unir avec lui pour régénérer notre sainte patrie”* (L'Humanité, 24 juillet 1906).

campagnes ? N'ont-ils pas mécontenté les ouvriers en leur offrant de misérables palliatifs à la place de réformes profondes ? N'ont-ils pas déçu tous ceux qui aspirent ardemment à la liberté en ne sachant pas prendre de résolution virile au sujet de l'amnistie, des pogromes, de la peine de mort ? Et malgré leurs déclarations répétées de loyalisme, le tsar n'a eu pour eux que mépris. A l'ouverture du Parlement, il a fait devant eux l'apologie des lois fondamentales, et, pendant toute la durée de la session, il leur a tout refusé. Enfin, quand, par leur propre faute, ils se sont trouvés sans appui et sans force, ils ont été dispersés sans effort comme feuilles mortes au vent d'automne.

Le coup d'Etat de Nicolas II aura pour conséquence d'obliger la bourgeoisie libérale à abandonner la phase des discours et à choisir entre l'absolutisme et la révolution. C'en est fait désormais des compromis et des atermoiements. Après l'expérience qui vient d'être faite, les plus naïvement optimistes doivent être convaincus qu'il ne sert à rien de vouloir concilier les contraires. La création d'une Douma sans puissance d'exécution ne pouvait empêcher la bureaucratie de piller le trésor public, d'affamer les paysans, d'organiser, avec le concours pécuniaire de la bourgeoisie occidentale, des tueries et des attentats contre la liberté des travailleurs.

Mais avec la Douma ne sombre pas la révolution. Celle-ci entre, au contraire, dans une phase nouvelle, plus décisive. Avant de mettre fin à la comédie parlementaire, Nicolas II a consommé la ruine économique et financière de son empire. Il a tué dans les classes conservatrices l'idée du tsarisme constitutionnel. Il a ouvert les yeux aux paysans en leur refusant la terre. Il a rallié une partie de la flotte et de l'armée à la cause du peuple, qui, après avoir constaté l'impuissance de la bourgeoisie libérale, rentre en scène, groupé sous le drapeau socialiste.

Comme au début de la lutte, c'est le prolétariat qui mène, en première ligne, la lutte contre l'absolutisme. Aux ouvriers des villes se joignent, et les paysans qui comprennent mieux chaque jour que cette union seule peut leur donner la

terre, et les intellectuels, plus pénétrés de nos doctrines que dans n'importe quel autre pays. La bourgeoisie libérale elle-même, si elle ne veut être condamnée à une radicale impuissance, sera, dans bien des cas, forcée de suivre le courant.

Deux armées se trouvent donc désormais en présence : l'armée tsariste et l'armée populaire, et, entre ces deux groupements dont le choc est inévitable, la victoire sera pour nous d'autant plus décisive que la révolution aura mieux su concentrer ses forces, réaliser une unité d'action et mettre en œuvre des ressources plus abondantes.

La révolution, commencée par la grève, se poursuivra, en temps utile, par la grève, par le refus de l'impôt et du service militaire, par l'occupation des terres de la couronne, de l'Eglise et du seigneur, par la révolte armée avec le concours des marins et des soldats que la propagande socialiste conquiert chaque jour aux idées nouvelles. Elle se poursuivra sans trêve et sans faiblesse jusqu'au jour où le tsarisme, n'ayant plus ni troupe, ni argent, ni crédit, ni puissance d'aucune sorte, le peuple sera enfin maître de ses propres destinées.

Le passé des socialistes de Russie répond de l'avenir. Ils sauront imposer la convocation d'une Constituante et faire leur devoir jusqu'au bout. A nous de savoir faire le nôtre. Nous pouvons aider à l'œuvre commune par deux moyens : *en empêchant l'autocrate de se procurer de l'argent, en envoyant de l'argent aux socialistes de Russie.*

Le gouvernement radical de France, le gouvernement réactionnaire d'Allemagne, la bourgeoisie de tous les pays se sont faits complices du tsar en lui prêtant à gros intérêts la solde de ses gendarmes, de ses bourreaux et de ses bandes noires. Sachons peser sur les gouvernements pour mettre un terme à leur complaisance ! Sachons avertir les possédants que la République russe de demain ne paiera pas les dettes infâmes que le tsar contracte pour soudoyer des assassins ! Sachons rallier à la cause de la liberté tous les appuis utiles, afin de délivrer d'une tyrannie implacable des millions d'hommes.

Et si, contre toute attente, la Sainte-Alliance de la réaction internationale tentait d'intervenir dans le conflit pour briser l'effort révolutionnaire et sauver l'oppression tsariste, sachons aviser aux mesures nécessaires pour aider efficacement les peuples de Russie, qui, unis encore plus étroitement dans cette conjoncture, ne feraient plus de distinction entre le tsarisme, déjà frappé à mort, et l'envahisseur étranger, coupable de vouloir attenter à l'autonomie d'une nation consciente de ses droits.

Donnons donc, et donnons généreusement ! Que les gros sous accumulés des pauvres décident de la victoire !

Que le mot d'ordre soit : *De l'argent pour les victimes du tsarisme !*

Que chaque socialiste, que chaque travailleur conscient envoie son obole, soit à l'organisation centrale de son parti, soit aux délégués mandatés de nos camarades de Russie, soit au secrétariat du Bureau socialiste international.

A bas l'autocratie !

Vive le socialisme international !

**Le comité exécutif
du Bureau socialiste international
(Belgique)**

**Edouard Anseele, Emile Vanderveede,
Camille Huysmans, secrétaire**

Le Bureau Socialiste International (Russie exceptée) :

Angleterre :	H. HYNDMAN J. KEIR HARDIE	France :	J. JAURÈS É. VAILLANT
Allemagne :	A. BEBEL P. SINGER	Hollande :	P. TROELSTRA H. VAN KOL
Argentine :	A. CAMBIER M. UGARTE	Hongrie :	J. WELTNER E. GARAMI
Australie :	H. DIERCKS	Italie :	E. FERRI F. TURATI
Autriche :	D^r V. ADLER F. SKARET	Japon :	S. KATAYAMA
Bohême :	A. NEMEC F. SOUCUP	Luxembourg :	D^r WELTER
Bulgarie :	Y. SAKASOW G. KIRKOW	Norvège :	S. GARDER F. WOLF
Danemark :	P. KNUDSEN C. M. OLSEN	Suisse :	O. RAPIN J. SIGG
États-Unis :	D. DE LEON M. HILLQUIT	Serbie :	N. STOYANOVITCH
Espagne :	P. IGLESIAS F. MORA	Suède :	H. BRANTING C.-G.-T. WICKMAN

La Conférence Interparlementaire Socialiste et du Travail :

Angleterre :	J. KEIR HARDIE (prés.) J.-R. MACDONALD (secr.)	Danemark :	M. OLSEN F.-J. BORGBJERG
Allemagne :	A. BEBEL P. SINGER	France :	V. DEJEANTE M. DEVÈZE A. GROUSSIÈRE
Autriche-	E. PERNERS-	Hollande :	P. TROELSTRA K. TER LAAN
Bohême :	TORFER (prés.) I. DASZYNSKI (prés.)	Italie :	A. COSTA
Belgique :	J. HYBES (secr.) L. FURNÉMONT E. BERLOZ	Luxembourg :	BRASSEUR
		Norvège :	D^r A. ERIKSEN
		Suisse :	D^r A. WILS
		Suède :	H. BRANTING

NICOLAS, EMPEREUR DU KNOT

239

SPONTANÉITÉ
DE
L'ENTHOUSIASME



Le petit père. — Avec cela, j'espère que tu vas t'en retourner docile, et content.
Le peuple russe. — Pas tant que cela ; la Constitution que tu m'offres est bien trop lilliputienne en comparaison du knot que tu tiens en réserve.

Caricature de Nirsoli (*Pasquino*, de Turin, 1905).

**André
Morizet :**

**La répression
antisyndicale
et anti-ouvrière
sous Clemenceau
(1906-1909)**

Georges Clemenceau (1841-1929), longtemps à la gauche du radicalisme et l'un des éléments moteurs de la campagne pour Dreyfus, devient ministre de l'Intérieur en mars 1906, puis président du Conseil en octobre 1906. Il réprime sauvagement les mouvements de grève, ce qui lui vaut l'appui de la droite, mais celle-ci l'abandonne lorsqu'il tente de faire voter l'instauration d'un impôt sur le revenu en 1909.

Les pages ci-dessous sont extraites d'une brochure publiée par la SFIO de l'époque et rédigée par le député socialiste André Morizet, qui deviendra communiste en 1920.

L'affiche que la CGT placarda à Paris dans la nuit du 2 au 3 juin 1908 en dit longtemps sur la réalité de sa politique. Sous le titre "*Gouvernement d'assassins*", l'affiche affirme : "*Après les massacres de Narbonne, après la tuerie de Raon-l'Étape, voici que le gouvernement assassine à Vigneux.*"

Puis, l'affiche raconte la grève des ouvriers de Seine-et-Oise, qui dure depuis un mois, la volonté des gendarmes d'envahir le local du comité de grève et la manière sanglante dont ils réagirent au refus des grévistes, en réunion privée dans un domicile privé, de les laisser entrer. Le récit se passe de commentaires : "*Les pandores, rendus fous de rage par l'attitude défensive des grévistes — obéissant sans doute à un mot d'ordre —, se divisèrent en deux groupes : l'un qui resta posté face à la porte d'entrée, l'autre qui alla se mettre devant les croisées de la salle de réunion.*"

Et la fusillade commença.

Tandis que la première bande fusillait les grévistes par la porte, la deuxième bande les mitraillait à l'intérieur à travers des fenêtres.

Les assassins tirèrent jusqu'à épuisement de leurs munitions.

A qui incombe la responsabilité de ce nouveau crime ?

Nous l'avons dit : au gouvernement, au trio Clemenceau-Briand-Viviani."

Et l'assassinat de Vigneux n'est que l'un des exploits du gouvernement de celui qui se proclamait "*le premier flic de France*", flanqué de deux socialistes dits "*indépendants*", Briand et Viviani.

Premiers pas, premières trahisons

CLEMENCEAU est devenu ministre de l'Intérieur le 14 mars 1906, président du Conseil le 23 octobre suivant.

Trois jours après son arrivée aux affaires, il commençait à trahir. Nous allons voir comment et pourquoi.

Précocité remarquable, unique. Le pouvoir, d'ordinaire, ne pourrit pas son homme du premier coup.

Chez lui, les premiers pas sont les premières chutes. Les premiers engagements sont les premières défections.

S'il a, dès le début, sombré dans ce qu'il a lui-même nommé l'incohérence, est-ce donc qu'il eut pour cette "méthode de travail" une prédilection particulière ?

Il est permis de croire, au contraire, que ses intentions étaient bonnes, mais que l'engrenage capitaliste le saisissant, impitoyable, l'a invinciblement entraîné.

Son tempérament jacobin, alors, s'est fait jour, et devant les résistances, l'ins-

tinct autoritaire l'a rendu sourd aux appels de la raison.

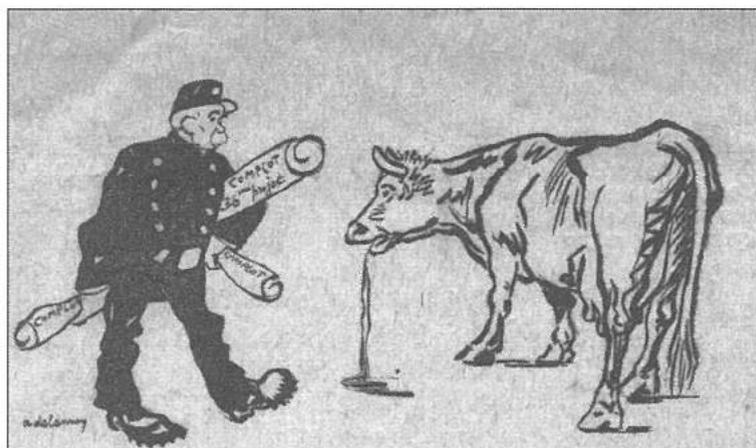
Dans le *Bloc*, d'octobre 1901, Clemenceau, qui se connaît mieux que personne, avait par avance expliqué ce qui devait lui arriver : *"Victime de la force, l'homme fait, avec une absolue sincérité, appel aux idées de droit, aux sentiments de justice et de fraternité humaine. Détenteur du pouvoir, le point de vue change. Il a le moyen d'imposer. Il impose, et sous couleur de servir les formules sacrées au nom desquelles l'autorité lui fut remise, il les désavoue brutalement, il les viole, tout en criant bien haut qu'elles demeurent suprêmes..."*

Ce "changement de point de vue", qu'il prévoyait, qu'il attendait, quelle en a été l'occasion ?

Oh ! Inutile de chercher loin.

Ce fut sa première rencontre avec la classe ouvrière.

Trois jours après son arrivée au pouvoir !



Entre elles. — Clemenceau : "Tu es la dernière des dernières !"

La grève des mineurs

“Enfin, nous avons un gouvernement !

Le gouvernement de la République va s’occuper des mineurs. Il va les traduire devant ses tribunaux, les faire poursuivre, c’est-à-dire condamner, par ses magistrats. Oui, il y avait encore des mineurs qui n’avaient pas été passés à tabac par les juges. A leur tour maintenant.”

(George Clemenceau, la *Mêlée sociale*, p. 206).

Le jour même où Clemenceau recevait l’investiture, un violent conflit commençait dans le Pas-de-Calais.

Dans l’horreur causée par la catastrophe de Courrières, éclate à Dourges et Ostricourt la grève qu’on préparait pour octobre. Lens, Liévin, Béthune suivent le 15. Le 16, tout le Pas-de-Calais est debout. Le bassin d’Anzin se soulève le lendemain.

Clemenceau le démocrate se révèle. Il tient son effet. Il va frapper un grand coup. *“Les ouvriers, ça me connaît ! Je leur ai parlé sous la Commune ! Envoyer des troupes ? Réprimer ? Pour quoi faire ? Mes prédécesseurs étaient des imbéciles. Je leur ferai voir, moi, comment on mène les prolos !”*

Il part, le chapeau en bataille. Le 17, il est à Lens, à la Maison du peuple. Il parle — voilez-vous la face ! — au “syndicat Broutchoux”. *“Soyez calmes ! Vous ne verrez pas de soldats dans la rue. J’ai été votre avocat au Conseil des ministres... Donnez au monde un grand exemple. C’est la première fois qu’un gouvernement n’envoie pas de soldats dans une grève.”*

Mais, bast ! Il a compté sans son hôte, sans les compagnies et le préfet, leur agent. Qu’est-ce que c’est que ça, un ministre de l’Intérieur ? Le capital a besoin de troubles. La gendarmerie est là pour un coup.

Le 20 mars, on charge à Lens. Broutchoux est arrêté avec Beaugrand, Léon

et Boulanger. Le 23, le tribunal de Béthune leur inflige 2 mois, 15, 10 et 8 jours. La danse a commencé.

Cependant, la grève s’apaise. Mais cela a suffi pour que, malgré les promesses, les troupes affluent dans le bassin mis en état de siège.

En avril, après l’entrevue chez Barthou des mineurs et de leurs maîtres, devant l’intransigeance patronale, la fureur éclate partout. Pour 40 000 grévistes, on trouve dans le Pas-de-Calais 20 000 soldats.

Là où il n’y en a pas, les manifestations sont calmes, comme à Denain, Oignies, Hénin-Liétard. Là où il y en a, des bagarres naissent, comme à Haveluy, à Trith, à Avion. A Lens, où s’entassent 5 000 soldats, une collision sanglante se produit autour de la maison Reumaux. Le lieutenant Lautour y est tué.

Le 21 mars, la machine à condamner de Béthune distribue : Dupuis, 3 mois ; Bottillon, 3 mois (rébellion) ; Leclercq, 3 mois (bris de clôture) ; Trouillez, 20 jours (outrages) ; Dourchies, 2 mois ; Bray, 2 mois ; Gouzes, 8 jours (violences).

Le 23, elle distribue encore : Leconte, 1 mois ; Grebaut, 15 jours (violences) ; Dermets, 8 jours (outrages).

En avril, d’après les chiffres que me donne l’ami Dumoulin, l’ancien secrétaire de la fédération syndicale du Pas-de-Calais, qui, pour son compte personnel, bénéficia de 4 mois, les condamnations réparties entre 29 grévistes s’élèvent à 3 ans, 9 mois et 20 jours.

En mai, dix mineurs obtiennent encore 2 ans, 11 mois et 10 jours. Sans compter les arrestations dont l’amnistie empêcha les suites !

Le 23 avril, en effet, pour l’affaire Reumaux, on arrête 27 hommes et 5 femmes à Lens, 12 hommes à Nœux, 2 à Bully. Le 24, on continue à, Lens, à Avion, à Denain. Le 26, à Liévin, on appréhende 17 grévistes sur 27 qu’on recherche. Monatte, qui remplace Broutchoux à l’*Action syndicale*, Moinier d’Avion sont en prison.

Si l’amnistie du 14 juillet tue dans l’œuf le procès monstre qui se prépare,

ce n'est pas la faute du ministère. Et ce n'est pas sa faute si son premier bilan répressif n'est pas plus élevé.

8 ans et 21 jours de prison : tel est le total des peines prononcées. Si on l'augmente, comme il est juste, de la prison préventive que firent jusqu'à l'amnistie les 60 grévistes emprisonnés le 23 avril et les jours suivants, on arrive au chiffre global de **21 ans et 8 mois de prison**.

C'est le bilan des premières listes rouges.

Le 1^{er} Mai et le complot

« Les syndicats se développaient, l'action s'organisait pour l'émancipation des travailleurs. Il fallait aviser si l'on voulait réserver de l'atteinte mortelle l'autorité de la classe des "Maîtres". De telles situations manquent rarement de produire "l'homme nécessaire" appelé par la caste sociale dominante à la défense de ses privilèges.

Une absence totale de scrupules, un harmonieux mélange de perfidie et de cruauté, une fureur de maîtrise à tout prix sont les qualités requises d'abord. Les juges embrigadés, les gendarmes, les tourmenteurs assurent le succès final. Il n'est besoin que de l'homme "providentiel" pour les mettre en œuvre. Ce sauveur attendu se rencontra... »

(Georges Clemenceau, "La Mano Negra", *Dépêche de Toulouse*, 7 décembre 1902).

La grève des mineurs a surpris, étonné le grand homme. Lui qui promettait le bonheur aux ouvriers en échange de leur sagesse, il a trouvé des ouvriers qui prétendaient faire leurs affaires eux-mêmes. Il a cogné.

Mais cela le gêne, cela l'irrite. Les "meneurs" qui ont entravé son œuvre démocratique doivent disparaître. Ensuite, le grand prêtre et les ouailles démocratiseront en rond. Justement, le 1^{er} Mai 1906 approche. La CGT mobilise. Attention !

40 000 hommes de troupe sont entassés dans Paris. Les journaux réactionnaires ameutent la bourgeoisie. Pour parer à "la révolution qui vient", les honnêtes gens emplissent d'eau leurs baignoires et nourrissent dans leurs caves des veaux. M. Hennion, policier sans scrupule, trace un scénario sans esprit.

Le 27 avril, sur la réquisition du préfet du Pas-de-Calais, 52 perquisitions sont opérées. Griffuelhes, Lévy, Merheim, Monatte, combien d'autres ! Puis Delesalle, Jean Grave, et, à Montceaux-Mines, Chalmandrier, Meulien, Merzet et André reçoivent des commissaires de police.

Des rédacteurs de *L'Autorité*, du *Petit Caporal*, de *La Croix*, du *Pèlerin*, sont honorés de la même visite. On raconte sans rire qu'ils conspirent ensemble. A quoi ? On ne sait pas.

Pour mettre le comble à ces malpropres déshonorantes, le 30 avril, Griffuelhes et Lévy sont arrêtés pour provocation au pillage. Huit jours plus tard, on les libère, sans les avoir interrogés.

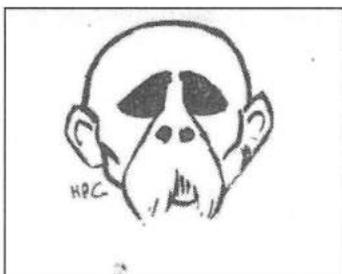
Que dire de la journée du 1^{er} Mai ? Tout le monde s'en souvient encore. Elle fut ce qu'on voulait qu'elle fût.

800 arrestations, dont 200 maintenues : tel est le chiffre global que donne *La Voix du Peuple*. Combien furent suivies de condamnations ? Je l'ignore.

L'amnistie de juillet, plus utile encore au gouvernement qu'aux victimes, les effaça d'ailleurs, comme elle effaça jusqu'aux traces de l'ignoble "complot".

Mais dès lors, le fossé était creusé. Clemenceau avait choisi sa place.

Il allait commencer, poursuivre sans trêve ni répit l'œuvre qu'il a résumée dans ce mot magistral (Sénat, 25 juin 1908) : "J'estime qu'il faut faire l'éducation de liberté de ce pays."



Le briseur de grèves

VOILÀ tout juste six semaines qu'il préside aux destinées de la France, sous le pseudonyme de Sarrien. Mais, déjà, ses vaisseaux sont brûlés.

Clemenceau est en bataille contre la classe ouvrière.

Il n'a pas encore entrepris sa lutte contre la liberté d'opinion. Celle-là, c'est "la grande pensée du règne". Elle ne commencera — plus exactement, elle ne deviendra systématique — qu'au courant de 1907. Mais déjà, dans les événements quotidiens de la vie ouvrière, se manifeste son irrémédiable hostilité.

Nous allons voir d'abord comment il traite les grèves. Et cela nous montrera comment se régularisent ses violences, comment il passe peu à peu de la brutalité incohérente à la brutalité raisonnée.

Au début, il protège les patrons, sans doute, comme ses prédécesseurs, parce que c'est sa fonction. Les soldats interviennent, les magistrats condamnent. Le sang ouvrier, du moins, ne coule pas.

Avec 1907 commencent les fusillades.

A Nantes, un misérable gendarme inaugure la série des meurtres.

A Narbonne, à Raon-l'Étape, les tueries se succèdent. Gendarmes et soldats, sûrs de l'impunité — que dis-je ? sûrs de la récompense — multiplient leurs exploits, et ce ne sont plus seulement des condamnations, mais des cadavres qu'il va falloir additionner.

1908, enfin, c'est l'année sanglante, l'année de l'assassinat de Vigneux, froidement prémédité et froidement accompli, l'année du massacre sauvage de Villedieu. C'est la période de l'affolement rouge, où soudards et chats fourrés, en quête de galons et de croix, traduisent en actes rouges les pensées rouges du dictateur.

Première année de répression (1906)

"Chez nous, les syndicats ouvriers se trouvent en présence de deux partis : l'un, qui favorise leur éclosion et veut leur assurer la liberté nécessaire (c'est le parti avancé, allant du simple radical au socialiste révolutionnaire) ; l'autre, qui leur suscite tous les obstacles, ferme les Bourses du travail, expulse les syndiqués, les frappe spécialement en temps de grève (c'est le parti gouvernemental, exécuteur hypocrite des haines réactionnaires)."

(Georges Clemenceau, *la Mêlée sociale*, p. 206).

Fressenneville (mars-mai). Grève des métallurgistes. Trente d'entre eux sont arrêtés pour "violences" et renvoyés devant la cour d'assises de la

Somme. L'amnistie les libère. Ils restent en prison préventive du 10 avril au 14 juillet. Ci : **7 ans 11 mois**.

La manifestation du 1er Mai vaut, en outre, en correctionnelle, des condamnations à quatre ouvriers : Sueur, 6 mois ; Mariette, 3 mois ; Huret, 2 mois ; Banger, 1 mois. Ci : **1 an**.

Brest (mai). A la suite du 1^{er} Mai, les ouvriers du port se mettent en grève. L'Union des syndicats adresse un appel aux soldats, on arrête ses membres : Roullier, Le Tréhidie, Conches, Beaupérin, Riou, Mival, Le Coz, Bihan-Faou, Demeule, Cessou, Le Lann, Pelleteur, Le Drenn, Romy, Plouhinec, Le Lource, pour excitation à la désobéissance.

Le jaune Biétry une fois élu contre l'ouvrier du port Goude, Clemenceau les fait relâcher. Ils restent en prison du 4 mai au 3 juillet. Ci : **1 an 8 mois**.

Toulon (mai). Grève des tramways. Doria, secrétaire de la Bourse du travail (entraves à la liberté) : **3 mois**.

Hennebont (mai). Grève des métallurgistes. 3 000 soldats pour 1 000 grévistes. Sélaquet poursuivi pour provocation au meurtre, libéré par l'amnistie. Prison préventive : **1 mois 22 jours**.

Bassin de Longwy (avril-juin). Grève des métallurgistes à Villerupt, Neuve-maison, etc. Pas de condamnations. La plupart des ouvriers étant étrangers, il est plus facile de les expulser. La gendarmerie seule opère, ou plutôt les gendarmeries française et allemande, d'accord. Clemenceau donne la croix au sous-préfet de Thionville, les palmes au maire d'Audun-le-Tiche, la médaille aux sous-brigadiers d'Audun et d'Aumetz (Allemagne) ; Guillaume II décore le commissaire de police Varcharini et le garde Barbier, de Villerupt (France).

Vive l'Internationale !

Saint-Claude (avril-octobre). Grève des pipiers et des mécaniciens. En juin,

treize condamnés, pour résistance aux agents, à 8 et 3 jours. Ci : **2 mois**.

En octobre, neuf condamnés, pour entraves à la liberté, à 15 et 8 jours. Ci : **3 mois 7 jours**.

De plus, le 26 avril, le tribunal correctionnel de Saint-Claude décerne, pour bris de poteaux télégraphiques, à : Baudry, 1 an ; Chevriot, 1 an ; Carmelin, 1 an ; Perrier, 6 mois ; Panisset, 4 mois. Ci : **3 ans 10 mois**.

En outre, le 15 juin, la cour d'assises du Jura, pour un pétard déposé contre la maison du maire de Saint-Claude, condamne : Baudry à 7 ans, et Clerc à 5 ans de réclusion. Ci : **12 ans**.

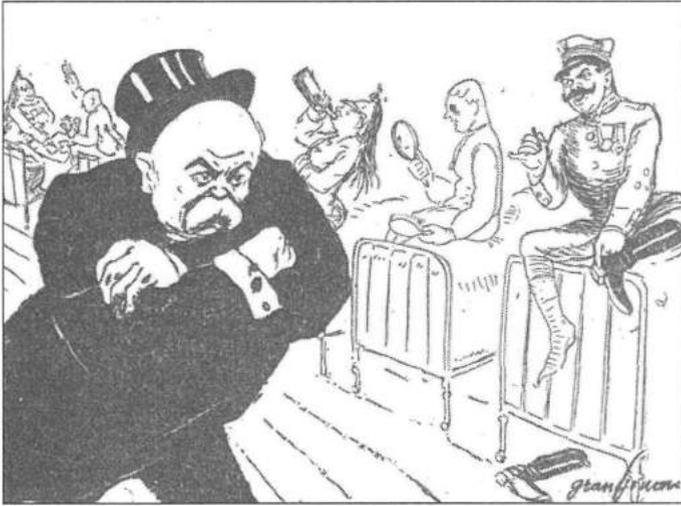
Lavelanet (mai). Grève des tisseurs. Le tribunal correctionnel de Toulouse, pour "bris de clôtures", inflige à Roudière, secrétaire du syndicat, et douze autres, dont trois femmes — l'une, M^{me} Carbonneau, a 61 ans — des peines variant de 15 jours à 3 mois. Ci : **1 an 6 mois 15 jours**.

Rosières (juin). Grève des métallurgistes. Pour avoir houspillé des jaunes, trois grévistes obtiennent de la prison ; quarante-cinq sont frappés d'amende pour près de 1 800 francs. Ci : **1 mois 12 jours**.

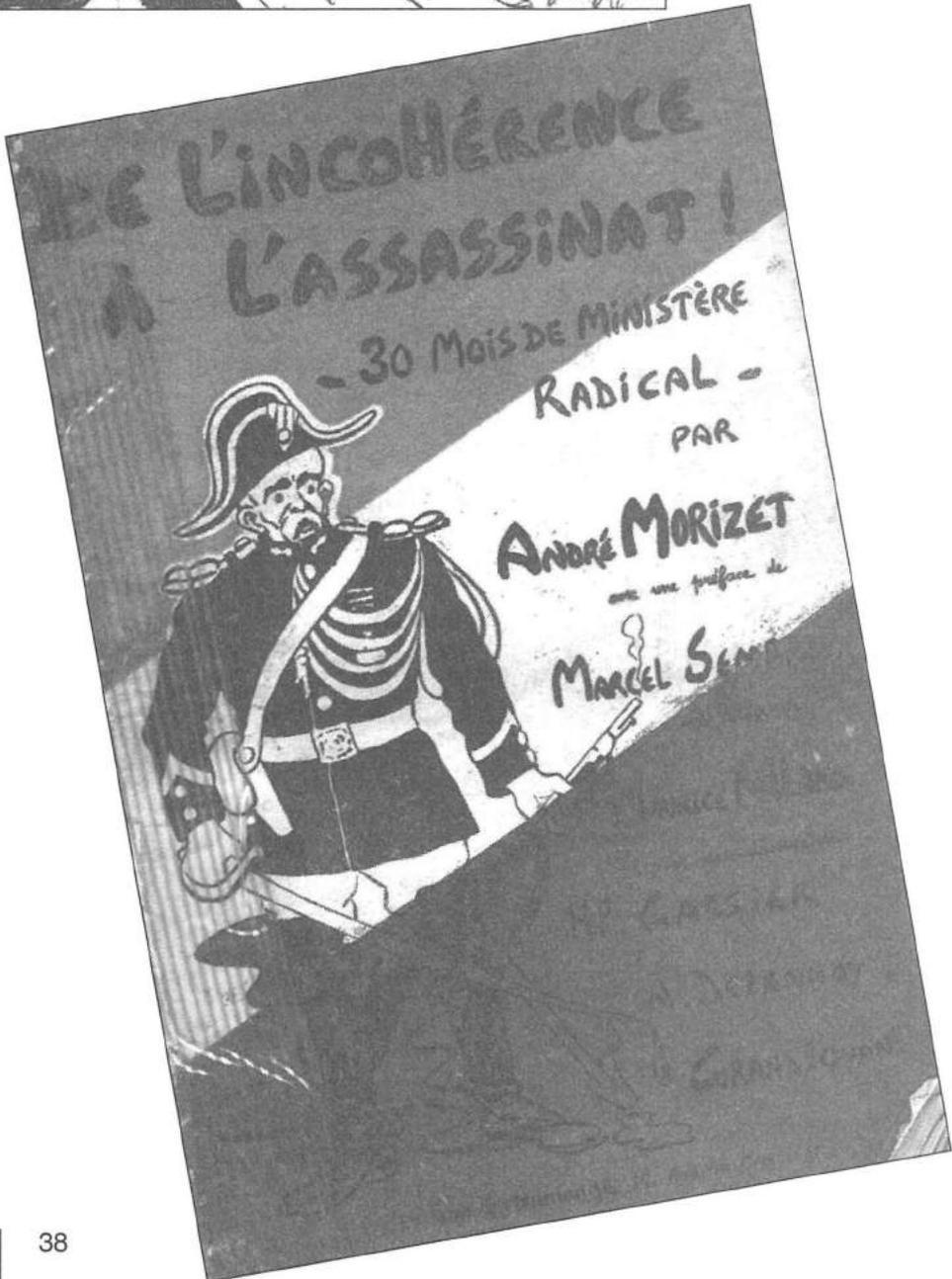
Cruzy (octobre). Grève des vignerons. Il s'agit des vignes de MM. Bartsol et Turrel. Aussi, pour 120 grévistes, y a-t-il 125 gendarmes et 800 soldats. Une bagarre s'ensuit le 20 octobre. Dix-huit ouvriers récoltent **2 ans 11 mois 20 jours** ; trois gendarmes récoltent la médaille militaire.

Port-Saint-Louis-du-Rhône (novembre). Grève des dockers. Pour résistance aux gendarmes, sont condamnés : Filliol, secrétaire du syndicat, à 3 mois ; sept autres, dont une femme, à des peines variant de 6 à 15 jours. Ci : **4 mois 20 jours**.

Total : 32 ans 3 mois 6 jours.



Ah ! s'il crevait
seulement un cui-
rassier ! Ce serait
une excuse !



**Edward
Dwinger :**

**Dans un camp
de prisonniers
allemands
en Russie
(1916)**

On parle beaucoup des camps de concentration de la guerre civile russe, en oubliant qu'ils prolongent en Russie les camps de prisonniers de la guerre mondiale et qu'ils en perpétuent les modes de fonctionnement pour les mêmes raisons : ruine du pays, effondrement du ravitaillement, absence de personnel sanitaire.

Des dizaines de milliers de soldats allemands faits prisonniers ont été entassés dans des camps de prisonniers (dits de concentration) aux conditions sanitaires lamentables, et où la nourriture permettait tout juste de survivre.

Officier de la Reichswehr, Edward Dwinger a été détenu dans l'un de ces camps. Quelque temps après son retour en Allemagne, il a rédigé ses souvenirs, publiés en français chez Payot, en 1930.

Les conditions sanitaires exécrables du camp où il se trouve y provoquent une épidémie de typhus (les mêmes causes produiront les mêmes effets dans la guerre civile, aussi bien parmi les internés des camps de concentration des deux côtés que dans la population civile ou dans les unités combattantes).

Nous reproduisons ici quelques pages consacrées au récit de cette épidémie et des ravages qu'elle provoque.

Mon journal de Sibérie

DURANT la deuxième semaine, un infirmier allemand vient me chercher. *“Veuillez vous rendre auprès du docteur Bockhorn.”*

Le docteur, avec cinq médecins autrichiens et deux jeunes médecins allemands, occupe un bâtiment de pierre, à part. Ils me reçoivent tous avec cordialité, mais ils sont étrangement peu loquaces.

Ni couvertures, ni pansements, ni linge, ni savon, ni eau, ni bois ⁽¹⁾

“Enseigne, dit le docteur Bockhorn, j’ai une mauvaise nouvelle à vous annoncer. Le typhus s’est déclaré dans la baraque 4.

— Oh ! l’affreuse chose, monsieur le major, dis-je, atterré.

— Il faut aviser, continue-t-il. Nous n’avons rien, absolument rien à notre disposition. Que faire avec les mains vides ? Le camp ne comporte pas même une infirmerie. Or il renferme en tout vingt-quatre mille hommes. Ni couvertures, ni pansements, ni linge, ni savon, ni eau, ni bois !

Si le commandant ne nous procure rien, ce sera une catastrophe épouvantable. Tenez-vous prêt pour demain.”

Chaque jour, des hommes gelés

Dans la baraque, il y a chaque jour des hommes gelés. Sur chaque lit de camp gît déjà un fiévreux. Pour aller chercher de l’eau, il faut que les Cosaques poussent des gens à coups de fouet. Dehors, à droite et à gauche des portes, les tas d’immondices s’amoncellent. Il y en a qui ne sortent même plus pour évacuer. Depuis cinq semaines, nous ne nous sommes pas lavés. Il devient peu à peu inutile de lutter contre la vermine. Il semble souvent que les poux sortent de terre par multitudes. En outre, nos visages sont méconnaissables sous les morsures des punaises.

“Pour Dieu, dit Schnarrenberg, désespéré, cela ne peut pas continuer ainsi. Où allons-nous ?

— Cette vermine, dit Pod insoucieusement, en posant sur l’ongle de son pouce un gros pou marqué de noir sur le dos, les Russes leur ont donné la Croix de fer parce qu’ils nous mettent au supplice. Tu vois, là, sur le dos ?

— Et sais-tu, Pod, dis-je, étranglé, que c’est eux qui transmettent le typhus ?”

Son rire s’arrête instantanément.

“Oh ! alors, dit-il d’un ton rauque, alors ?

— Aujourd’hui, il est mort vingt hommes dans la baraque 4, tous du typhus.”

(1) Les intertitres sont de la rédaction.

“Messire, dit Pod un matin, il y a, couchés à la porte, deux Hongrois. Depuis hier, ils ne se sont pas relevés ; ils ont un air étrange. Voyez donc si...”

Il n’achève pas, mais me regarde avec une expression que j’évite de considérer.

Le typhus

Je me glisse du côté indiqué, profitant d’un moment d’inattention. Oui, ce sont deux Hongrois en uniformes d’un gris bleuâtre. Ils gisent, délirant déjà, semble-t-il. Quelques Croates, assis à côté, n’y prennent pas garde. Pod ne s’est pas trompé. Leurs mains sont pleines de taches roses ; leurs lèvres durcies. Ils ont le typhus.

Les deux Hongrois moururent le soir même. Maintenant, on voit des lueurs à toutes les extrémités, comme des feux follets sur des marécages empoisonnés. Nous éprouvons tout à coup une vraie fringale ; c’est le premier signal. Non pas qu’on nous donne davantage à manger ; beaucoup même refusent leur soupe, ne pouvant plus la supporter. La faim n’est donc pas avantageuse pour nous, car cette soupe est si claire qu’on pourrait la boire, mais, de toute manière, elle ne nous apporterait aucune force. Nous n’absorbons pas plus que ce qui nous est strictement nécessaire. Et nous éprouvons une soif torturante ! Or personne n’a de l’eau pour l’apaiser. Dans notre position, on s’aperçoit moins de la faim que de la soif.

Les fiévreux ne se déplacent plus pour satisfaire à leurs besoins. Aussi le sol sablonneux commence-t-il à rester imprégné d’urine et les tas d’immondices s’amoncellent sous les lits de camp. Schnarrenberg a réparti les bien-portants en escouades, pour leur faire emporter ces ordures à tour de rôle. C’est ainsi que Schnarrenberg se retrouve, ici encore, le même homme. Dans ces bas-fonds de la guerre, il a conscience de pouvoir encore combattre. Seulement, il veut que cela marche à sa guise, chose qui ne s’obtient pas du jour au lendemain. Un Allemand a peine à se repré-

senter pareille chose. Pour un soldat habitué à l’obéissance, il est plus difficile de se faire à la situation ici que chez lui ou sur le front. Pour que les commandements de Schnarrenberg soient exécutés, il faut que Pod et l’artiste poussent les hommes au travail, à l’aide d’une baguette. Le premier jour, Pod a même dû frapper un Autrichien pour qu’il obéît. Quant à son artiste, il est inénarrable, passé maître en jiu-jitsu, il triomphe de toute résistance par une manœuvre aussi prompte que mystérieuse.

L’épidémie envahit toutes les baraques

Pour appuyer l’autorité des plus anciens en grade, notre groupe paye d’exemple. Souvent, on voit Seydlitz balayer comme un simple soldat ; son visage hautain semble mettre de la noblesse dans ce travail, qui consiste à éloigner de nous les tas d’excréments. Parmi les groupes voisins, personne n’approuve cela. Personne n’approuve non plus Schnarrenberg, alors même que, par ses ordres, il expose journallement sa vie. A tel point qu’il ne peut plus traverser la baraque sans se faire encadrer par un garde du corps. Autrement, je crois qu’il serait assailli. Or il est certain que ses mesures énergiques sauvent la vie de beaucoup d’hommes. Mais il semble que l’espérance s’est tout entière envolée ; la plupart préfèrent poser les mains sur leurs yeux et s’asphyxier dans leur propre infection.

Le docteur Bockhorn m’a fait savoir que le typhus a envahi maintenant toutes les baraques. Il meurt soixante hommes par jour. Noël approche.

Un des médecins est mort ce matin. C’était le plus jeune des deux Allemands, celui qui portait des balafres au visage. Frappé hier alors qu’il examinait un malade, il n’a plus repris connaissance. Le docteur Bockhorn est hors de lui. *“Sommes-nous dans une maison de fous ? rugit-il, ou en enfer ?”* Dans l’espace des dernières semaines, il a vieilli de dix ans.

Les cadavres commencent à s'entasser devant les baraques. On ne nous donne jamais d'escouades chargées de les porter plus loin, car la terre est trop profondément gelée pour qu'il soit question de les ensevelir. D'ailleurs, il n'y aurait plus personne qui pût encore faire du travail de force sans y succomber. On les jette, et ils restent là, gisant sur les tas d'immondices. D'énormes rats rongent leurs entrailles.

Il meurt cent hommes quotidiennement...

Le petit Blank ne veut plus sortir ; il nous supplie de ne plus l'envoyer dehors. Il a déniché une vieille boîte en fer blanc. *"Pardonnez-moi, dit-il puérilement, mais je ne peux plus passer devant les portes. Je meurs de frayeur ; partout des morts, qui me regardent..."*

Dans notre baraque, le nombre des morts atteint quarante. Mais nous avons pu, jusqu'ici, les sortir tous. Pod reste encore fort et bien portant. Dans tout le camp, en ces jours de fin janvier, il meurt cent hommes quotidiennement.

Je vois des prisonniers assis sur des camarades morts, s'appuyant le dos sur des mourants. Une grande partie des typhiques morts gisent à-demi nus ; beaucoup n'ont que des chiffons enroulés sur leurs pieds. Tous ceux qui sont morts de la dysenterie gardent leur habillement complet, parce que tout imprégné de pus, et par suite inutilisable. Nous, les survivants, prenons la nuit des uniformes déposés dans le souterrain, pour nous réchauffer. Et nous nous y blottissons, bien serrés, pour nous protéger des rats. Mais ceux-ci nous laissent tranquilles depuis qu'il y a tant de morts gisant dans la baraque.

... puis deux cent cinquante hommes par jour

Il meurt deux cent cinquante hommes par jour...

Le petit Blank est couché, lui aussi, depuis midi. Il a été saisi d'une forte fièvre ; il réclame de l'eau. Pod, resté à peu près bien, va souvent dehors, pour lui apporter de la neige. Cette neige est jaunâtre, à cause des immondices partout répandues, mais, malgré cela, elle reste moins dangereuse que les stalactites troubles tombant du toit, où se sont cristallisés les crachats des phtisiques et les déjections des dysentériques.

Tout semble sur le point d'expirer

Je ne peux même plus écrire, je suis trop faible. Et autour de moi l'horreur est trop épouvantable. Par moments, je repense à la gracieuse infirmière. Quoi qu'il advienne, avait-elle dit. Mais à quoi bon ? Nous vivons dans l'enfer. Ou plutôt, nous ne vivons plus. Nous attendons. Qu'est-ce que nous attendons ? La mort ! Même l'imagination d'un dément ne saurait se représenter ce qu'il en est dans notre trou. Et dans nos âmes déchirées...

Devant les portes des baraques, les morts forment deux murs. Pour sortir, il faut suivre un chemin creux entre les cadavres. Entre chaque place, sur nos lits de camp, on place encore la soupe, froide, gelée. Les infirmiers l'apportent, la posent entre les fiévreux ; ils ne peuvent rien faire de plus. Tout semble sur le point d'expirer. On n'entend plus aucune voix humaine, seulement des grognements et des râles d'animaux, çà et là une supplication gémissante et des malédictions hideuses. Beaucoup ont des membres noircis par la gelée. La puanteur de leurs blessures se mêle au relent des cadavres. Partout des rats, des rats partout...

Ce matin, deux Autrichiens sont devenus fous. L'un de soif, l'autre de peur. Ils passaient en vociférant entre les morts et jouaient avec les rats comme avec de petits chiens. Hier, il en était de même d'un fantassin allemand. N'eût été sa faiblesse, il nous aurait égorgés l'un après l'autre, dans son inconscience. Nous ne dormons plus que sous la garde de l'un de nous.

COLLECTION DE MÉMOIRES, ÉTUDES ET DOCUMENTS
POUR SERVIR A
L'HISTOIRE DE LA GUERRE MONDIALE

EDWIN ERICH DWINGER

ENGAGÉ VOLONTAIRE

MON JOURNAL
DE
SIBÉRIE

DANS LES CAMPS DE PRISONNIERS

TRADUIT DE L'ALLEMAND PAR M. DE LA CONDAMINE



PAYOT, PARIS

**Pierre
Roy :**

Brizon... les !

**Pierre Brizon, député socialiste SFIO,
participe du 24 au 30 avril 1916,
avec deux autres députés, Alexandre Blanc
et Jean-Pierre Raffin-Dugens, à la conférence contre la guerre
réunie à Kienthal, en Suisse (1).**

**Le 24 juin 1916, ils votent pour la première fois
contre les crédits de guerre. Ils sont dès lors
— et Brizon au premier chef — l’objet
d’une violente campagne de calomnies, dont le texte ci-après
donne une idée.**

(1) Pierre Roy : *“Pierre Brizon à Kienthal”*, *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 21, pp. 27 à 39, et Pierre Roy : *Pierre Brizon*, Créer, 2004.

Quand le bourrage de crâne, en 14-18, prenait une forme "théâtrale" ...

UN camarade libre-penseur de Fontainebleau m'a procuré le texte d'une pièce de théâtre, qui se présente comme ayant été jouée au mois de février 1917 sur une scène quelque part dans la zone en arrière des lignes de feu où les effectifs restants des régiments qui en revenaient étaient censés reprendre des forces. Ce texte m'intéressait au plus haut point, puisque le titre de la pièce est déjà, sinon d'une grande réussite humoristique, du moins très significatif, puisqu'il s'écrit, comme on l'a vu dans le titre de cet article : *Brizon... les*.

Ce qu'il faut bien appeler un jeu de mots — dussent en tressaillir de honte les mânes de Rabelais et de quelques profonds rieurs authentiques dans son genre — est, comme on constate, des plus patement transparents.

Donner le synopsis de cette pochade d'une médiocrité affligeante peut, selon le point de vue auquel on se place, être jugé difficile, car de peu de consistance (résumer le vide pose problème), ou estimé au contraire simplissime, vu l'absence d'intrigue... On se bornera à quelques indications sommaires.

Brève analyse

Situons tout d'abord le genre : c'est celui de la "revue". Le dictionnaire La-

rousse que j'ai consulté en donne la définition suivante :

"La revue, dite d'abord revue de fin d'année, est un genre de pièce de théâtre, dont l'intention est de faire passer, en des séries de scènes figuratives, jouées et chantées, les événements ou les personnages qui ont plus ou moins occupé l'attention publique sans le courant de l'année (...). On ne saurait assigner à la revue des origines remontant au-delà de deux cents années. Les anciens théâtre de la Foire en eurent la primeur, sous des appellations différentes. Les revues commencèrent à être vraiment en vogue sous le règne de Louis-Philippe et leur succès s'est maintenu jusqu'à l'époque contemporaine."

Et un article suivant définit ainsi le "revuiste" : *"Auteur dramatique spécialisé dans la revue. (Les principaux revuistes français sont, au XIX^e siècle, les frères Cogniard, Clairville, Busnach, Albert Wolff, puis, au XX^e siècle, Gavault, Vély, Cottens, de Flers, de Gorsse, Rip, Bousquet, Jeanson. Nombre de chansonniers, comme Dominique Bonnaud, Charles Fallot, René Dorin et Paul Colline, brillèrent dans ce genre.)"*

Les indications de la page-titre de *Brizon... les* ne nous donnent pas l'auteur — dont nous ne savons pas s'il faut le chercher parmi les noms précédemment cités (on peut au passage formuler l'espoir que cette "revue" dite "sati-

rique” ne soit pas de la plume de l’un d’entre eux, car cela nuirait très sérieusement à l’éventuelle réputation littéraire de ce dernier) —, mais elles précisent : “*La 8^e compagnie des mitrailleurs du 246^e régiment d’infanterie à ses officiers, en souvenir de son premier anniversaire. Février 1916-février 1917.*”

Elle porte donc en gros titre, *Brizon... les*, sous-titré : “*Revue satirique en 2 actes et en style poilu.*”

Enfin, elle porte en bas de page la mention suivante : “*Cette revue commencée en décembre 1916, dans la tranchée Champigneulle, a pris vraiment naissance dans la courtière, à Avocourt, pour être mise au point en janvier 1917, dans la forêt de Hesse, à la Croix-Prêcheur et au village de Brabant-en-Argonne.*”

Suit au verso la distribution des rôles. Il y en a 31 au total, mais tous les rôles, qu’aurait comportés une éventuelle représentation, sauf celui dit du *reporter* et celui d’un figurant *soldat*, se partagent entre dix “comédiens” appelés à en interpréter plusieurs. Il y a donc un seul “comédien” qui joue les rôles successivement du soldat Pataud, du 2^e ânier, de l’artiste, du métallurgiste, et enfin de Brizon. Selon toute apparence, ce sont des comédiens amateurs qui se sont chargés de la représentation (si elle a eu lieu, la publication de la distribution n’étant pas un gage certain de celle-ci) : comédiens amateurs qui ont pu ou auraient pu être, assez probablement, des officiers remplissant aussi bien les deux rôles féminins que les nombreux rôles masculins (1).

Le premier acte est intitulé *Au pays des PCDF* (2). On lit ensuite ce qu’on hésite à appeler des *didascalies*, qui est pourtant le mot propre pour désigner ce qui va suivre. Après tout, le fait que la “pièce” soit d’une criante pauvreté littéraire n’en interdit pas l’emploi : “*La scène se passe dans ce qu’on appelle un cantonnement de repos*” et les titres suivants annoncent les différents “tableaux” ou scènes : “*La CM6 – La relève – Les petits ânes – Crème de menthe et la roulante – Le pinard – Les effets chauds et les brisques – L’exercice – La visite – Idylle au repos – Le départ du permis-*

sionnaire.” Suit le texte alternant monologues et dialogues parlés, monologues et dialogues chantés, conformément au genre. Les parties chantées le sont sur des airs de l’époque à la mode, empruntés, par exemple, à des opérettes : *Le Chalet, Le 113^e qui passe, La Corde sensible, La Lettre à Véronique, Air connu, Véronique : Le Petit Ane, Rosalie, La Biroute, La Souris noire.*

Le deuxième acte s’intitule *Le Permissionnaire déchaîné*. “*La scène se passe à Paris, aux abords des Invalides*” et les tableaux sont annoncés : “*L’arrivée du permissionnaire – La vie chère – Les journées – Le théâtre aux armées – La marraine – La mort de François-Joseph – Stratèges en chambre – Des canons, des munitions – Anastasie – Le dirigeable – Le comité secret – L’union sacrée – L’embusqué.*”

Je me borne à signaler que les thèmes ci-dessus annoncés sont traités sur le mode, disons rigolard, égratignant certaines catégories militaires très impopulaires comme les gendarmes et les officiers d’intendance, mais stigmatisant l’arrière “planqué”, symbolisé (choix innocent, bien sûr !) par le *métallurgiste* rapatrié du front pour travailler en usine, et, en contrepoint, exaltant la figure du poilu démerdard et créatif, brocardant et justifiant à la fois la censure en la personne d’une Anastasie présentée sous des traits bon enfant.

Brizon entre en scène...

La scène antépénultième (scène XVII) fait intervenir le personnage de

(1) J’hésite sur ce point : la distribution énumère les noms (?) suivants : Bacquet, Miss Taire (que d’astuce dans le choix de ce pseudonyme !), Timbert, Bot, Moigneu, Douste, Lady Nette (autre astuce !), D’Haultefeuille, Humblot, Bonnin, Champalle. L’adaptation musicale est signée M. Dususiau, les décors et la machinerie seraient dus à la Maison Humblot, Prieur et Cie. (Autant de noms canularsques ? Il est impossible, faute de preuves, de trancher.) Serait-il possible d’en savoir plus ?

(2) “*Pauvres choses du front.*” On peut évidemment imaginer une autre traduction du genre “Pauvres cons de Français”, victimes de “boches” ou “pro-boches” rusés infiltrés dans les rangs français (5^e colonne) ; au choix...

Brizon. Précisons que quelques scènes plus haut, une chanson avait cité Raffin-Dugens et sa demande de session parlementaire en comité secret. Brizon est le seul personnage joué qui soit directement emprunté à la réalité brute, sans le détour de la "typisation" symbolique, comme c'est le cas des poilus, du métallurgiste, de la vendeuse, etc.

Voici le texte du rôle de Brizon. Je le cite non pour sa qualité littéraire ou dramatique, on s'en doute et on en acquerra vite la certitude, mais pour qu'on se rende compte du niveau des contre-feux opposés par les militaristes aux positionnements des trois kienthaliens parlementaires en faveur de la paix immédiate.

Scène XVII

"**Brizon.** — Parfaitement, parfaitement. Laissez-moi passer. J'veux parler. Je veux parler quand même. Vous ne voulez pas m'écouter ? Ça ne fait rien. J'm'en fous. J'veux faire du scandale, moi. (*Au public, avec de grands gestes*) Peuple ! Peuple ! on te trompe. Français, vous êtes tous des idiots. Nous sommes tous frères. Vive la Lune ! Internationalisme, Socialisme, Capitalisme, Cataclysme, Kienthalisme, Zimmerwaldisme, Maboulisme... J'ai voulu parler, montrer à tous, au peuple tout entier qu'on se foutait de sa gueule. On m'a fermé la mienne. Mais Brizon quand même ! Ils m'ont foutu à la porte, les imbéciles (3) ! La guerre, c'est not'faute. On peut signer la paix tout de suite, si on veut. Les Allemands ne demandent que la Belgique, la Serbie, la Roumanie, la Russie, les mers et le Nord de la France. C'est pas ma circonscription, j'm'en fous. En raison de la vie chère, nos 15 000 (4), c'est pas assez. Il nous faut 30 000 et cinq sous aux généraux.

Vous ne comprenez pas les Allemands. Vous ne savez donc pas que ces gens-là souffrent à l'idée qu'ils nous font souffrir. Vous n'y connaissez rien dans la psychologie des masses. Et surtout celle de la masse teutonne ultra-civilisée.

Pinpin, inquiet, a repris ses douilles (5). *Au sergent* : Il est fou, c't'idiot-là. Faut l'arrêter.

Le sergent fait signe à ses hommes qui s'avancent.

Brizon, continuant — Halte-là ! (*Il ouvre sa redingote*) immunité parlementaire. Vous n'avez pas le droit de me toucher. Je suis député, et par conséquent votre supérieur. Moi, député, je commande à votre général, qui me doit respect et obéissance.

Pinpin, au sergent — Comment, tu ne peux pas le coffrer ?

Le sergent — Impossible.

Brizon, à Pinpin — De quoi ! Toi, tu voudrais me coffrer, espèce d'idiot ! J'en ai vu bien d'autres. Moi, je m'bats à la Chambre. (*Il gesticule*). Vive moi ! Vive moi ! (*Il envoie promener douilles, briquets, etc., tous lui tombent sur le dos et le sortent à gauche. La marraine et Mimile sont entrés à droite, ainsi que l'embusqué. Tous se tordent.*)

Scène XVIII

Pinpin, furieux — Ah ! par exemple ! Comment, moi... moi Pinpin qui défend (*sic*) ma France. Insulté par un ratapia de cette espèce. Moi qui n'ai même pas le droit de dire : "*C'est pas à moi d'prendre la garde !*", moi à qui on foutrait douze balles dans la peau si je disais un mot de travers. Et ça, ça... un député... ça a le droit de nous insulter, nous... poilus... Oh !... (*Il écume de rage*) Oh !

Le sergent — Hélas ! mon pauvre vieux, c'est ainsi cependant. Tu fais partie de ce qu'on appelle les PCDF.

(3) On sait que Pierre Brizon fut suspendu de son mandat de député durant deux mois : décembre 1916 et janvier 1917. Cf. Pierre Roy, *Pierre Brizon, pacifiste, député socialiste de l'Allier*, Créer, 2004.

(4) Montant probable des indemnités parlementaires de l'époque. A signaler que Brizon, suspendu de son mandat, le fut également de ses indemnités de parlementaire...

(5) Le personnage de Pinpin incarne le poilu à la fois débrouillard et naïf, qui transporte en permission des douilles de balles de mitrailleuse ou d'obus pour montrer l'ingéniosité des poilus qui les travaillent pour en faire des objets ciselés, etc.

Pinpin — Oh, oui, PCDF, j'en suis bien un. Aussi, c'est de ma faute, si je suis au front. J'suis pas assez intelligent pour faire un embusqué.

Le sergent — Mon ami, actuellement, les simples soldats qui sont au front, ce sont des imbéciles ; car ils n'ont pas su se débrouiller.

Pinpin, triste — Oui, c'est ça, c'est bien ça. On me l'a déjà dit."

La scène suivante, dernière de la revue, confronte le personnage d'un embusqué, déjà apparu dans une scène précédente, à Pinpin, qui refuse de lui serrer la main et entonne, en des vers dont la plupart ont une métrique incertaine, mais que celle de quelques-uns permet de reconnaître comme des "alexandrins", une diatribe vengeresse contre l'embusqué, diatribe qui se fait violente quand le poilu constate que l'embusqué porte une croix de guerre sur sa poitrine ("*Comme sur celles des amis de notre ministère*"). Ecœuré, il se tourne alors vers les Invalides et déclame un dithyrambe en l'honneur de Napoléon I^{er} :

*"Lui, dont la droiture fut connue
jusques aux mers,*

*Et dont le caractère fit trembler
l'Univers.*

Aussi célébra-t-il avec une vraie justice,

*La bravoure de ses bleus et leurs
nombreux services,*

*En créant dans un souffle d'inspiration
sublime,*

*La Légion d'honneur !... Hommage
flottant aux cimes*

*De l'héroïsme français, dont on honore
les braves*

*Qui en versant leur sang ont fait
preuve de courage."*

Et tout au long des six vers suivants, de même facture que ceux que je viens de citer, le soldat Pinpin va justifier son droit d'arracher la croix de l'embusqué et de le chasser en "*le montrant du doigt*". Pas gênés de leur audace prétentieuse, les auteurs font alors appel à la musique du chœur des soldats du *Faust* de Gounod pour clore la revue en apo-

théose, à la gloire de Pinpin, soldat anti-parlementaire, soldat anti-embusqué (on aura deviné que ces deux qualificatifs sont quasiment synonymes, surtout quand le député s'appelle Brizon), soldat emblématique symbolisant les poilus, "*Braves soldats aux nobles vertus*".

Les acteurs se regroupent, et l'un d'entre eux, Mimile, autre poilu apparu dans les scènes précédentes, se tourne vers le public, l'invitant à applaudir le spectacle auquel il vient d'assister.

Le rideau tombe alors.

Le livret porte *in fine* l'indication suivante : "*Imp. du Havre-Eclair, 11, rue de la Bourse, 11.*"

Conclusion

Ouf ! dira le lecteur des lignes précédentes. On le comprend, mais il n'était pas mauvais, me semble-t-il, de citer le passage clé de cette revue, dont on voit bien le but : servir d'antidote à la prise de position des trois députés kienthaliens Pierre Brizon, Raffin-Dugens (présenté comme étant à l'origine des sessions du Parlement en "comité secret" [6]) et Alexandre Blanc (curieusement non cité dans la revue), qui, quelque six mois plus tôt, le 24 juin 1916, avaient voté pour la première fois contre les crédits de guerre. Cette charge grossière se proposait donc d'immuniser les poilus contre l'exigence d'une paix immédiate.

La réalité de la guerre allait vite se charger d'apporter à cette tentative d'immunisation, assez grotesque au demeurant (mais dans le contexte, tout était bon), une réponse claire et nette : les mutineries du secteur du Chemin des Dames commençaient à peine trois mois après le baisser de rideau du "spectacle" que je viens d'évoquer, et qui était dédié aux officiers de la 6^e compagnie de mi-

(6) Ce qui était désagréablement ressenti par le corps des officiers, notamment supérieurs, comme une ingérence dans leurs affaires, ingérence d'autant plus insupportable qu'elle était — du moins théoriquement — tenue secrète et qu'ils n'y avaient pas accès ni directement ni par l'entremise de gens à leur solde.

trailleuses du 246^e régiment d'infanterie...

En conclusion, on ne peut s'empêcher de se faire la remarque suivante : pour que des officiers, soit commanditent, soit écrivent ou fassent écrire par un des leurs, puis, éventuellement, fassent représenter une telle "œuvre", il fallait que l'impact des interventions des trois kienthaliens à la Chambre fût bien réel et que le nom de Brizon, qui était en général le porte-parole des trois, fût connu dans les tranchées.

Le grand-père du libre-penseur qui m'a procuré ce texte l'avait dans ses archives de guerre, qui occupent toute une malle dans un grenier. D'autres découvertes y attendent peut-être le chercheur...

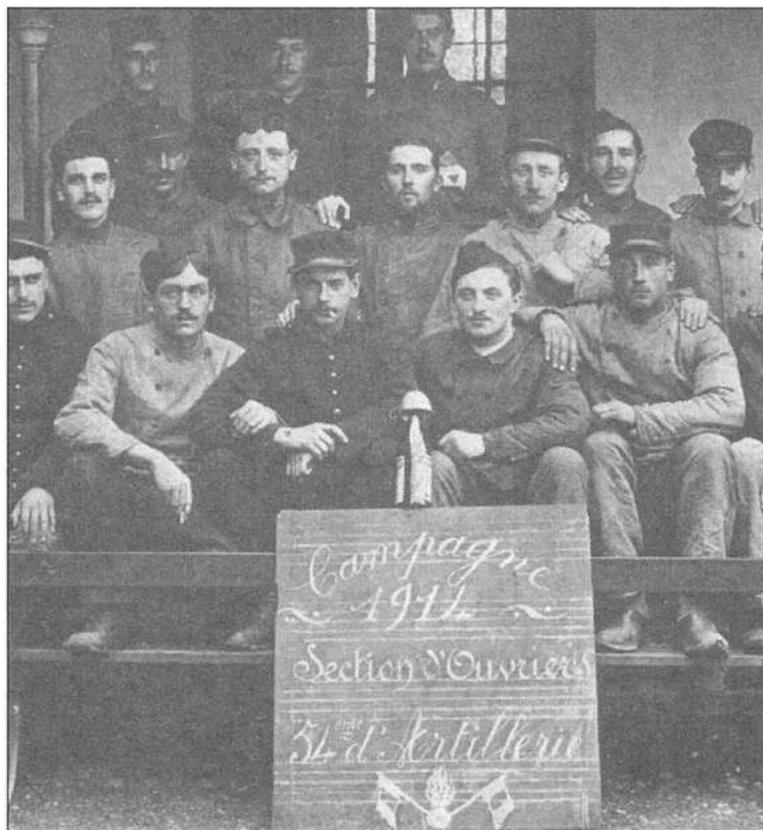
Celle que je viens d'exposer est modeste, mais elle contribue, d'après moi, à enrichir notre connaissance de la "face cachée" de 14-18, c'est-à-dire de l'entreprise de bourrage de crâne menée à bien à l'instigation de l'état-major, déléguant le soin à des officiers plus subalternes vaguement cultivés le soin d'imaginer des formes "populaires" pour en doter ladite entreprise...

Au passage, on aura pu constater que mérite d'être très sérieusement relativisée, pour ne pas dire plus, l'affirmation de certains historiens selon lesquels le pacifisme ne fut qu'un phénomène totalement marginal durant la guerre de 14-18. Affirmation que j'ai entendue préférer par le professeur concluant les tra-

voux du colloque organisé par l'association ADIAMOS-89 à Auxerre, le 16 octobre 2004, colloque portant sur Gustave Hervé et l'antimilitarisme du journal le *Pioupiou de l'Yonne*. On sait qu'une école historique nous ressert sous la forme du prétendu *consentement* à la guerre le vieux mythe réchauffé du patriotisme pur et dur. Mythe d'autant plus réchauffé qu'aujourd'hui il est difficile de ne pas voir dans cette guerre une absurdité inouïe. Mythe d'autant plus intenable qu'on savait, dès le départ, qu'elle était menée au nom des intérêts économiques antagoniques d'une même classe dominante, procédant de rapports sociaux identiques, mais séparée par des appartenances nationales différentes. Ce qui généra cet affrontement gigantesque, par "chair à canons" interposée, pour le partage des richesses du monde, affrontement dont on connaît le prix payé par l'"espèce humaine" en morts, en sang, en larmes, en forces pour produire.

Je ne doute pas, pour ma part, qu'une recherche faite sans préjugés permettra de mettre à jour d'autres expressions de cette volonté de paix qui marqua les poilus au plus profond d'eux-mêmes et que le système militariste, pleinement à l'œuvre dans la fournaise en mêlant la terreur avec un paternalisme faussement débonnaire, parvint à refouler tant bien que mal jusqu'à l'explosion du printemps 1917.

Pierre Roy



**Mikhail
Solomonovitch
Bogouslavski :
autobiographie**

Michel Bogouslavski, dont nous publions ci-après l'autobiographie rédigée en 1924, appartient en 1920 à l'opposition du Centralisme démocratique, dirigée par Timothée Sapronov et Vladimir Smirnov, dite déciste, d'après les initiales des deux mots en russe (*voir le dossier Vladimir Smirnov dans le n° 2 des Cahiers du mouvement ouvrier, pp. 43 à 51*), puis en 1923 à l'Opposition de gauche et en 1926 à l'Opposition unifiée.

Il est exclu du Parti communiste en 1927, se rallie à Staline au cours de l'année 1928 et est envoyé comme directeur d'usine en Sibérie. Dans sa notice biographique du *Parti bolchevique*, Pierre Broué écrit par erreur "*condamné à mort et exécuté après le premier procès de Moscou*". Mikhaïl Bogouslavski est en effet l'un des dix sept-accusés du deuxième procès de Moscou (23-30 janvier 1937) aux côtés de Piatakov, Radek, Sokolnikov, Serebriakov, Mouralov, Drobnis, pléiade de vieux-bolcheviks (*voir le dossier Mouralov dans les Cahiers du mouvement ouvrier, n° 11, pp. 53 à 71*). On lui dicte l'aveu suivant : "*En 1932, Piatakov m'avait informé de l'entrevue qui avait eu lieu à Berlin entre Piatakov, Smirnov (Ivan, pas Vladimir — NDLR) et Chestov, d'une part, et Sedov (le fils de Trotsky — NDLR). Il m'avait dit qu'au cours de ces entrevues, une directive avait été reçue de Trotsky, qui orientait l'activité des trotskystes dans une autre voie, à savoir que la méthode essentielle de travail devenait le terrorisme, c'est-à-dire l'accomplissement d'actes terroristes contre les dirigeants du parti et du gouvernement ; ensuite, comme il me le dit alors, la tâche consistait à créer des difficultés de toutes sortes dans le travail économique de l'Union soviétique*" (*Le procès du centre antisoviétique trotskyste, Moscou, 1937, pp. 205-206*).

Ce sont là les deux piliers de ce procès, à la fin duquel Bogouslavski, comme 14 des 16 autres accusés (sauf Sokolnikov et Radek, qui seront plus tard liquidés au Goulag), est condamné à mort et fusillé.

De la famine à la révolution

JE suis né le 1^{er} mai 1886 dans le village de Krioukov (province de Poltava, district de Kremenchouk). Mon père était artisan tailleur. Il avait deux autres enfants de sa première femme (qui était morte) et trois de la seconde (ma mère). A cinq ans, on m'a envoyé à l'école juive locale (le kheder), que j'ai fréquentée jusqu'à huit ans, jusqu'à la mort de ma mère. Resté seul avec six enfants en bas âge, mon père s'est remarié avec une femme jeune. Chaque année naissait un nouvel enfant et il était de plus en plus difficile de subvenir aux besoins d'une aussi nombreuse famille. Souvent, nous restions des jours entiers sans nourriture dans l'attente du maigre "salaire" dû à mon père par un "client". Cette vie de famine se complétait d'une "guerre interne", des disputes, et, souvent, des bagarres éclataient entre les enfants de mère différente et ma marâtre devait "rétablir la paix". C'était un véritable enfer et on peut comprendre que, souvent, mon père, au lieu de rentrer à la maison avec sa paie, allait chez des amis ou tout simplement au bistro et revenait saoul et sans argent. Ma marâtre, qui devait subir "les enfants des autres", un constant dénuement et les souleries de mon père, s'aigrissait de plus en plus.

A l'école gratuite

Il fallait trouver une issue à cette situation, et la première "économie" fut de me mettre à l'école gratuite pour les en-

fants juifs les plus pauvres (la "talmud-tora"), où non seulement l'enseignement (en russe et yiddish), mais la nourriture et les fournitures scolaires étaient gratuits. Le seul fait de fréquenter cette école classait un enfant au plus bas de l'échelle sociale et les enfants de familles plus "respectables" (c'est-à-dire plus riches) ne voulaient pas "avoir à faire" avec lui, c'est-à-dire tout simplement le fuyaient.

Un ultimatum

Peu avant survint un événement qui me fit sentir pour la première fois mon "extraction" et que je ne devais jamais oublier. Comme j'étais doué, mon maître au kheder conseilla de m'envoyer chez un "Juif instruit", qui, pour une somme non négligeable, donnait des cours d'enseignement hébraïque approfondi ("khemore") à cinq ou six enfants de riches. Quelque temps après, les "riches", choqués que le fils d'un quelconque "petit tailleur" se soit immiscé dans l'auguste compagnie de leurs rejetons, le mirent devant un ultimatum : s'il me gardait, ils retireraient leurs enfants. Tenant à ses revenus, il eut bientôt choisi et me renvoya. Mon père, indigné, fit un scandale à la synagogue, qui lui valut d'être jugé par le rabbin et blâmé pour "*s'être mal conduit envers d'honorables citoyens*". Après un examen préalable, je fus autorisé "*en raison de mes capacités*" à continuer à suivre ses cours, mais cela ne dura pas, car bientôt, "*pour des raisons économiques*", je fus transféré à la tal-

mud-tora. L'enseignement y était un véritable supplice : l'école se trouvait à Krementchouk, à 6-7 verstes de la maison. J'y allais à pied et devais me lever avant le lever du soleil (les cours commençaient à 8 heures), au moindre retard j'étais battu "pour m'apprendre à être ponctuel". J'étais torturé par l'obscurité conscience d'être inférieur aux autres enfants, qui (même mes anciens camarades) évitaient maintenant de jouer ou de se promener avec moi. La sœur de ma défunte mère habitait Krementchouk et je la voyais donc plus souvent ; c'était une jeune femme très sensible, qui travaillait dans un atelier de couture et étudiait le soir pour passer en externe l'examen d'entrée en 4^e du gymnase (lycée). Elle s'est mise à travailler avec moi, surtout le russe, et, au bout de cinq ou six mois, a réussi à me faire entrer à l'école juive d'Etat. J'avais 10 ans. Au bout de deux ans, je dus la quitter, car la situation matérielle toujours plus précaire de ma famille ne permettait pas qu'un enfant déjà grand (12 ans) continue à vivre "en parasite" ; je devais apprendre à gagner mon pain. Mon père me prit d'abord en apprentissage, mais les deux années passées avec ma tante à Krementchouk n'avaient pas été vaines, je résistais désespérément à la perspective qui m'attendait : les injures, les coups, les scènes de famille, les chamailleries avec ma marâtre.

J'entre en apprentissage comme typographe

A 12 ans, en 1898, je m'enfuis de la maison paternelle pour, comme nous en avions convenu, rejoindre ma tante à Kharkov, où elle s'était établie. Là, j'entre en apprentissage comme typographe dans l'imprimerie où son mari travaillait comme typographe. Les conditions : trois ans sans salaire, la quatrième, 8 roubles par mois, la cinquième, 12 roubles.

Mes conditions de vie changent complètement : tout la journée à l'imprimerie, où, pour composer, il faut tout le temps lire ; le soir, je prends à nouveau

livres et cahiers (mon oncle et ma tante me faisaient travailler) ; le dimanche, je vais à l'école du dimanche, parfois même au théâtre (on nous donnait des billets d'entrée à l'imprimerie) ou à des conférences à la maison populaire de la "société de tempérance".

A la petite synagogue

Malheureusement, cette vie ne dura qu'une année environ. Mon oncle eut un accident au travail, une fracture à la jambe, qui ne lui permettait plus de travailler pour entretenir sa famille. Le manque d'argent était de plus en plus insupportable et je décidais de "tenter ma chance" à Kiev. Ce n'est qu'à la gare de Kiev, me retrouvant seul, sans parents ni amis, que je réalisais toutes les conséquences de mon départ. Ne sachant où aller, ni où passer la nuit, je me rendis au quartier de Podol, où vivaient essentiellement des Juifs, et je m'incrustais à la petite synagogue. J'y passais mes jours et mes nuits, me nourrissant des miettes que me laissait le gardien pour l'aide que je lui apportais.

J'y fis la connaissance d'un vieillard aveugle sans foyer et acceptais de lui servir de guide, pour 15 kopecks par jour en sus du gîte pour lequel mon "maître" payait. Les deux mois de ce travail furent les plus sombres de ma vie. Du matin à la nuit, nous allions de cour en cour, où le vieil homme jouait du violon pour quelques sous, nous passions la nuit dans quelque asile crasseux et humide, où s'entassaient ce qu'on peut appeler les "bas-fonds" juifs : mendiants, aveugles, boiteux ; on y côtoyait toutes les maladies, gale, trachomes... De plus, j'étais en butte à la moquerie dès que j'ouvrais un des livres dont je ne m'étais pas séparé. Un jour, dans une cour, je vis sur une annonce qu'on cherchait un garçon à tout faire dans un atelier de fabrication de boîtes. Le patron ayant accepté de me prendre, j'annonçai le soir mon départ à l'aveugle et tous les autres me battirent parce que j'abandonnais un vieillard sans défense. Le lendemain matin, j'étais néanmoins à mon nouveau travail.

A mon nouveau travail

Je travaillais à l'atelier de 6 heures du matin à 8 heures du soir et devais également faire les courses au marché avec la patronne, en portant deux énormes paniers, faire le ménage, porter les boîtes prêtes aux clients. Mon sort fut quelque peu adouci quand mon patron, ayant appris que je savais lire, me prit le soir dans sa chambre pour lire "en commun" les romans qu'il aimait beaucoup. Ce travail "culturel" me valait diverses faveurs. Mais je n'avais pas renoncé à être typographe et réussis à entrer comme apprenti — à nouveau pour cinq ans — dans une grosse imprimerie. Malgré la dureté des conditions de travail (je payais 8 roubles pour le vivre et le couvert et n'en gagnais que 5, et devais donc faire des heures supplémentaires après les 11 heures de travail normal), ces années représentent indiscutablement un tournant dans ma vie, car c'est alors que j'ai pu vraiment compléter mon éducation, d'abord avec des ouvriers plus instruits, puis avec des étudiants qui logeaient avec moi. C'était dur non seulement parce que je travaillais 15-16 heures presque tous les jours, mais parce que les apprentis étaient régulièrement battus : comme le disait un de mes précepteurs, "*ou tu mourras ou je ferai de toi un bon artisan*".

Apprenti compagnon

Cinq ans plus tard, au début de 1904, j'avais la qualification d'apprenti compagnon et un salaire de 18 roubles par mois. J'avais beaucoup appris pendant ces années, je m'étais familiarisé avec l'allemand et le français, qu'il fallait connaître au moins un peu (lire et écrire) pour composer. J'ai vraiment connu une bonne vie, mais pas pour longtemps. Quelques mois plus tard, le Sénat publiait un "éclaircissement" selon lequel la typographie n'était pas un artisanat, mais un art, les typographes juifs n'étaient donc pas des artisans et perdaient le droit d'habiter hors des zones de résidence (1). Il me fallut donc quitter Kiev pour Kharkov.

Un cercle illégal

J'y fus embauché à l'imprimerie de l'administration provinciale et adhérais à l'organisation semi-syndicale qui existait alors et s'appelait "Société d'entraide des typographes de Kharkov". Là, au contact, dans les réunions, avec des ouvriers aux idées plus avancées, j'apprends pour la première fois que les ouvriers ont d'autres intérêts, dont la défense exige un cadre plus large. Bientôt, je fais partie d'un cercle illégal, qui a pour but la constitution d'un syndicat des typographes. A une réunion (nous étions 30-40), un bureau est constitué pour en élaborer les statuts. Des membres du cercle sont mandatés pour recruter les adhérents du futur syndicat dans les imprimeries où ils travaillent. J'ai été mandaté pour recruter dans mon imprimerie, c'était assez facile, surtout parmi les jeunes. Mais quelques mois plus tard, le bureau d'organisation tombe avec toutes les listes et je suis arrêté avec d'autres en novembre 1904. Je suis accusé 1) de diffusion de "*littérature illégale*" (il s'agit des procès-verbaux du cercle et du projet de statuts du futur syndicat), 2) d'organisation de grève dans une administration d'Etat (cette dernière accusation, visiblement, pour faire "bon poids").

J'entre au Parti socialiste juif

Mon séjour en prison, la rencontre avec de véritables révolutionnaires m'aident à prendre définitivement conscience de la situation de la classe ouvrière et des moyens de lutter pour son émancipation. A ma sortie de prison, l'été 1905, j'entre au Parti socialiste juif. En novembre 1905, je suis à nouveau arrêté au cours des événements liés au manifeste du 17 octobre, comme dirigeant de la grève à l'imprimerie provinciale. Après trois mois de prison, j'ai été assigné à ré-

(1) Voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 25, consacrés à 1905. Les notes sont de la rédaction.

sidence "à domicile" (à Krioukov) pour trois ans, sous surveillance policière. Ce n'était guère mieux qu'un exil "en des lieux éloignés", car je ne pouvais pas travailler : à Krioukov, il n'y avait pas d'imprimerie et je ne pouvais aller à Kremenchouk, parce que je devais pointer deux fois par jour à la police locale. Il me fallait donc vivre aux crochets de mon père, misérable et chargé de famille, et subir ses incessants reproches. Au bout de six mois, je me procure un faux passeport et pars à Kiev, où je reprends mon travail dans l'organisation clandestine du parti, essentiellement comme technicien (pour organiser une imprimerie clandestine). Quelques mois plus tard, je suis arrêté par hasard dans une rafle, mais sans qu'on découvre mon passeport, et suis expulsé "comme Juif sans droit de résidence". Ensuite, avec l'autorisation des autorités, je vais à Nicolaïev, où je travaille comme typographe, tout en restant membre du Parti socialiste juif. La sévère réaction qui frappait alors toutes les organisations révolutionnaires avait produit son effet. La section de Nicolaïev, qui n'était déjà ni très solide ni très nombreuse, se disloque complètement. Certains sont arrêtés, beaucoup émigrent.

La constitution de coopératives ouvrières

En 1910, à Nicolaïev, débute le mouvement pour la constitution de coopératives ouvrières. Je prends une part active à la constitution de la première coopérative ouvrière de Nicolaïev, "Le kopeck du travail". Autour de cette coopérative (dirigée par l'ouvrier social-démocrate Vassiltchikov, qui s'avéra par la suite être un provocateur) se rassemblent les ouvriers les plus avancés, sont constitués des cercles éducatifs et culturels. Mais, après les graves événements sur les chantiers navals de Nicolaïev, en 1912, la coopérative fut démantelée par les autorités et j'ai dû quitter la ville, comme beaucoup d'autres membres de la coopérative. Je m'installai à Kremenchouk comme typographe, et, après la parution de la loi

de 1912 sur les assurances ouvrières, je m'engageai dans l'organisation de la caisse médicale de la ville, dont je fus élu président, et le restai jusqu'à la révolution de 1917.

L'organisation du soviet des députés ouvriers et de soldats

En février 1917, je pris une part active à l'organisation du soviet des députés ouvriers et de soldats de Kremenchouk et en fus élu président. En même temps, je travaillais à l'organisation de divers syndicats et du conseil des syndicats, dont je fus élu président. En février 1917, j'adhérai au POSDR (b) (2). Aux élections à la Douma de la ville, je fus élu conseiller municipal sur la liste du parti, puis au bureau de la Douma. Je fus également élu député à la Constituante d'Ukraine sur liste du parti.

Après la révolution (3) d'Octobre (à laquelle je pris part à Leningrad comme délégué au II^e Congrès panrusse des soviets), la Douma de Kremenchouk est dissoute. Toutes les fonctions municipales reviennent au soviet, dont j'étais président. L'offensive allemande qui commençait alors en Ukraine exigeant la constitution de détachements militaires ouvriers, je me plonge entièrement dans cette tâche. En janvier 1918, je me bats contre les Allemands comme chef d'état-major du détachement chargé des secteurs Kremenchouk-Znamenka, Kremenchouk-Romodan. Au II^e Congrès panukrainien des soviets, début 1918, je suis élu membre du comité exécutif central et également membre du collège des

(2) Parti ouvrier social-démocrate russe (bolchevique).

(3) Bogouslavski emploie le mot russe *perevorot* et non *revoliutsia* ; *perevorot* désigne la révolution (on peut préciser *sotsial'niï perevorot*), mais aussi un coup d'Etat (*gosudarstvenniï perevorot*). De nombreux commentateurs aujourd'hui, relevant le mot *perevorot* dans les textes de l'époque, affirment que ceux qui l'emploient considèrent Octobre comme un coup d'Etat et non une révolution ; on voit bien ici que cette affirmation est fautive.

commissaires du peuple aux Finances d'Ukraine. Pendant l'occupation allemande de l'Ukraine, je pars à Voroneje, où je suis chargé de dissoudre la Douma municipale des mencheviks et S-R, et d'organiser le soviet municipal et son comité exécutif, que j'ai présidé jusqu'à janvier 1919. En même temps, j'étais président du comité du parti de la ville de Voroneje. En janvier 1919, je suis parti au front et j'ai participé à la campagne d'Ukraine avec les régiments insurrectionnels. Quand les troupes soviétiques ont occupé Krementchouk, j'ai repris la direction du soviet. En mai 1919, pendant le soulèvement de Grigoriev (4), je me suis battu contre les troupes de ce dernier. Pendant l'attaque de Denikine, j'étais dans une des divisions de l'Armée rouge qui défendait Krementchouk. Quand Denikine occupe Krementchouk, je suis élu secrétaire du comité exécutif central (du soviet) d'Ukraine et secrétaire du gouvernement ukrainien.

A la direction politique de la République

En septembre 1919, j'ai été nommé à la direction politique de la République. En décembre 1919, de retour en Ukraine, je travaille à Kharkov, d'abord comme président adjoint du comité révolutionnaire, ensuite comme secrétaire du comité provincial de Kharkov. En mai

1920, j'ai été mobilisé par le comité central du parti pour travailler dans les transports et j'ai été nommé chef du département politique de ce secteur (5). En juillet de la même année, on m'a chargé d'organiser à Moscou le Syndicat rouge des travailleurs de l'imprimerie. J'en ai été élu président et le suis resté jusqu'en 1921, où j'ai été élu membre du comité de Moscou et du présidium du soviet de Moscou, fonction à laquelle je me suis ensuite entièrement consacré. En 1922, on m'a élu vice-président du soviet de Moscou et je le suis resté jusqu'au 16 janvier 1924, tout en restant membre du comité de Moscou du parti, membre du comité exécutif central panrusse des soviets et du Petit Conseil des commissaires du peuple (6). En février 1924, j'ai été nommé vice-président de l'administration centrale d'Etat des assurances. Le 1^{er} septembre 1924, j'ai été nommé président du Petit Conseil.

(4) Grigoriev : aventurier qui, après avoir servi dans l'Armée rouge, se souleva contre elle et fut abattu... par Makhno. Voir Jean-Jacques Marie, *La Guerre civile russe*, pp. 109 à 123, éditions Autrement.

(5) Ce qui manifeste à quel point la question de la réorganisation des transports était considérée par le gouvernement comme vitale pour la survie de la République soviétique.

(6) Cette commission permanente du Conseil des commissaires du peuple (c'est sur proposition de Trotsky que cette expression avait été choisie pour désigner le gouvernement, l'équivalent du Conseil des ministres) examinait préalablement les questions débattues au conseil, prenait des décisions sur certains problèmes économiques et financiers.

**Une lettre
d'ouvriers chinois
résidant
en Union soviétique
(1925)**

En mai 1925, un vaste mouvement de manifestations et de grèves commence en Chine. A la fin de juin, la fusillade de grévistes qui fait 52 morts à Canton suscite une profonde mobilisation. La grève générale balaie la ville, sous l'impulsion des comités de grève, qui constituent un véritable second pouvoir et décident le boycott de la ville britannique voisine de Hong-Kong, où les ouvriers chinois se mettent eux aussi en grève. La grève dure seize mois. C'est l'une des plus longues grèves de l'histoire du mouvement ouvrier mondial. Elle est le début d'un mouvement qui se traduit par la création de syndicats ouvriers ; puis, dans les campagnes, des paysans sans terre et affamés commencent ici et là à se saisir des terres de grands propriétaires et créent en même temps des unions paysannes.

Ainsi commence la révolution chinoise, qui, après des montées et des reflux, allait, malgré tous les efforts de Staline pour l'enrayer, renverser en 1949 le régime failli et corrompu de Tchang Kai-chek, soutenu à bout de bras par les Américains.

La montée de la révolution chinoise électrise les nombreux Chinois installés en URSS depuis la guerre civile (1). C'est ce qu'illustrent les deux documents d'archives inédits publiés ci-après.

(1) Voir à ce propos les pages consacrées aux volontaires chinois dans l'Armée rouge dans Jean-Jacques Marie, *La Guerre civile russe*, pp. 37 à 41 (Autrement, 2005).

La déclaration des Chinois résidant à Tachkent...

Au bureau du comité central du PCR(b) d'Asie centrale

Par la présente, nous demandons au comité central du Parti de nous accorder son aide pour nous rendre en Chine, notre patrie. La plupart d'entre nous sont des anciens gardes rouges, des soldats de l'Armée rouge, des membres des syndicats, des Jeunesses communistes et du parti. Sachant que notre pays se trouve à l'heure actuelle dans le feu de la révolution, nous considérons de notre devoir d'apporter notre aide révolutionnaire au peuple, en paroles et en actes. Nous avons combattu en Russie pour le pouvoir soviétique, pour le pouvoir du prolétariat, dès les premiers jours de la révolution. Nous savons pour quoi nous avons combattu et contre qui nous devons combattre en Chine. Nous considérons que notre présence en Chine aujourd'hui, au moment de la lutte armée de la Chine opprimée, sous l'emprise impérialiste de l'Angleterre, de l'Amérique et du Japon, est un devoir et une nécessité.

Nous prions le comité central du parti de nous aider à nous organiser et à nous rendre en Chine de manière organisée, comme des citoyens chinois. Nous n'aurons parmi nous que des combattants honnêtes et fermes du prolétariat, des Chinois qui étaient dans l'Armée rouge et à présent démobilisés, restés sans moyens de subsistance, des gardes

rouges chinois et des membres des syndicats, des Jeunesses communistes et du parti. Nous brûlons du désir de porter un nouveau coup au capital international, dans notre patrie.

Les leçons de la révolution russe et du Parti communiste ne sont pas pour nous de vains mots, nous nous sommes forgés dans le feu de la révolution, de la plus grande révolution au monde, nous sommes nourris de l'esprit soviétique et brûlons du désir de transmettre l'expérience que nous avons acquise en Russie à nos frères de Chine, qui n'ont pas encore une conscience précise des voies qu'ils doivent emprunter. Nous considérons que tout citoyen chinois conscient et idéologiquement formé est aussi nécessaire aujourd'hui que la balle au fusil. Nous ne pouvons rester tranquillement assis dans la paisible Union soviétique, alors que le sang de nos frères coule à Shanghai, à Canton et dans toute la Chine avec ses millions d'habitants. En tant que véritables défenseurs des travailleurs, nous prions le comité central du Parti de prendre les mesures nécessaires pour nous envoyer dans notre patrie pour le combat révolutionnaire. Nous vous demandons de faire un recrutement approprié dans notre milieu et d'envoyer le groupe sélectionné en Chine.

Nous disons cela, parce que beaucoup d'entre nous sont restés sans ressources après la démobilisation et sont maintenant obligés de faire du petit commerce, et certains même sont tombés dans une situation sans issue et se sont

compromis dans des méfaits. C'est pour-quoi nous vous demandons de nous traiter avec une attention fraternelle en tant qu'anciens combattants de la révolution et de procéder à ce recrutement, de nous aider aussi bien moralement que matériellement à entrer dans les rangs des combattants chinois pour la révolution, à nous battre de nouveau contre l'ennemi, sous les bannières rouges du prolétariat chinois.

Vive la révolution chinoise !

Vive le Parti communiste !

Avec les préceptes d'Ilitch pour la victoire sur l'impérialisme international !

Vive la III^e Internationale communiste !

Le 25 juin 1925

Salut fraternel.

Les citoyens chinois de Tachkent

(suivent 40 signatures)

... et la réponse du ministère des Affaires étrangères

URSS

Délégation du ministère des Affaires étrangères en Ouzbékistan

Très secret

Camarade Zelenski, bureau d'Asie centrale

Camarade Belski, représentation de l'OGPU en Asie centrale

Cher camarade,

Le 7 juillet 1925, j'ai reçu la visite du camarade Lichanov, représentant des Chinois qui vous ont adressé une déclaration au sujet de leur désir de se rendre en Chine pour participer à la lutte qui s'y développe. Le camarade Lichanov m'a déclaré : *"Tous nos Chinois de Tachkent observent avec attention ce qui se passe dans leur patrie ; ils ne peuvent plus rester à l'écart, ils veulent retourner chez eux pour s'abreuver du sang ennemi ; ils ne pensent plus qu'à cela, au point que leur tête va éclater."* Pour preuve de son dévouement à la cause de la révolution, outre sa carte du parti, il m'a montré sa

poitrine, où est tatoué le serment d'être toujours fidèle à la cause ouvrière. Les quarante signataires de la déclaration auraient tous, semble-t-il, la poitrine aussi expressivement révolutionnaire.

Comme nous lui demandions quel genre de soutien réclamait ce groupe de Chinois, le camarade Lichanov nous a répondu : un laisser-passer pour la Chine et des moyens financiers. En ce qui concerne l'itinéraire, il a expliqué qu'il était prévu de passer directement par le Sin-Kiang, c'est-à-dire par le Turkestan chinois, perdant des mois en chemin et allant de village en village dans une population de mœurs et de langue étrangères.

Le caractère fantaisiste de leur démarche m'a incité à leur expliquer calmement la situation actuelle en Chine, en leur indiquant que, là-bas, le regroupement de toutes les forces n'avait pas été décidé et qu'il n'était pas encore nécessaire d'envoyer des détachements de l'extérieur. Mais, bien entendu, si des gens avaient déjà la tête qui éclatait en pensant à la Chine, ils pouvaient y aller individuellement en essayant de recueillir les moyens nécessaires auprès de leurs camarades. Le camarade Lichanov

a visiblement pris ce conseil pour une certaine défiance envers ses propositions, car il a détourné la conversation sur la glorification du grand Sun Yat-sen en exhibant un livre en chinois gardé comme un grand trésor, du fait qu'il avait été écrit par Sun.

Comme j'ai un faible pour les livres, je l'ai pris dans les mains, sachant que les dernières éditions chinoises comportent la référence en anglais. Il y en avait bien une, mais qui disait simplement qu'il s'agissait d'un manuel de chimie pratique, qui n'avait rien à voir avec les travaux du docteur Sun Yat-sen. Je montrai son erreur à Lichanov, qui n'en fut nullement troublé et reparla du voyage en Chine, déclarant comme une dernière concession que les membres de son groupe pouvaient partir même sans aide financière si on leur fournissait un laissez-passer, afin qu'on ne les prenne pas pour des spéculateurs quand ils demanderaient leur passeport.

Telle est la conclusion lamentable du soulèvement révolutionnaire chinois à Tachkent. Mais la leçon qu'il faut en retenir, c'est que le parti doit s'intéresser de plus près à nos Chinois. Il y a parmi eux des gens honnêtes, dévoués, mais abandonnés, qui risquent de se décomposer et de tomber entre les mains de n'importe quels aventuriers. A mon avis, le camarade Lichanov n'est pas de ceux-là : il n'agit pas de son propre chef, quel-

qu'un derrière lui le pousse à l'affabulation et à la fraude.

Ensuite, il faut apporter à ces Chinois une réponse circonstanciée, que je leur ai promise pour le 11 juillet, et qui irait dans ce sens :

1. Le PCR(b) et l'Union soviétique ne participent pas directement à la lutte interne de la République de Chine ; la libération du peuple chinois sera conquise par les ouvriers et les paysans chinois avec le soutien des fractions nationalistes et révolutionnaires de l'armée.

2. Le PCR(b) et l'Union soviétique n'envoient pas de détachements de combat en Chine, comme il n'en a pas envoyé en Allemagne, mais cela n'exclut pas la possibilité que certains Chinois retournent dans leur patrie pour y organiser des actions qui feraient éclater la tête des ennemis du peuple chinois.

Fraternellement.

Le 8 juillet 1925.

N^o 00269.

A. Zamenski

Copie :

au camarade Zelenski

au camarade Belski

pour archive



Tchang Kai-chek, le massacreur de la révolution chinoise, nommé membre d'honneur de l'Internationale communiste en 1926.

**Kevin
Murphy :**

**L'Opposition
de gauche
à l'usine
de la Faucille
et du Marteau**

Dans le n° 28 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, nous avons présenté l'étude de Kewin Murphy : *Revolution and Counterrevolution, Class Struggle in a Moscow Metal Factory*, International Studies, in Social History Berghahn Books, New York, Oxford, 2005.

Nous renvoyons le lecteur à cette étude (pp. 142 à 144), où nous soulignons : *“L'apport le plus important, sans doute, de cet ouvrage porte sur les années 1923-1929.”*

En mai 1923, puis en juin 1925, la convention collective signée dans l'usine se traduit par une hausse des normes et une baisse consécutive de salaires.

Les ouvriers réagissent. Le 1^{er} août 1923, plus de la moitié des 2 352 métallos de l'usine prennent part à un *“meeting tout à fait orageux”*, suivi d'arrêts de travail ici et là. Or, écrit Kevin Murphy, *“le soutien de la classe ouvrière à l'Opposition trotskyste était formidable à l'usine de la Faucille et du Marteau”*. Kalinine, le président du comité exécutif central des Soviets, se déplace dans l'usine pour contrer les opposants, Benjamin Kossior et Préobrajenski. Lors du vote dans la cellule, l'Opposition de gauche reçoit 24 voix sur 60 présents.

Si l'on tient compte de la pression déjà énorme de l'appareil, c'est un succès incontestable !

Jusqu'en 1927, des militants du parti prennent part à l'expression et à l'organisation du mécontentement ouvrier. Ainsi, en juin 1925, un orateur du comité du parti de Moscou vient défendre la nouvelle convention collective et la baisse de salaires de 11 % qu'elle induit.

Après lui, quatre membres du parti au moins critiquent la décision. Kevin Murphy met en cause la vision des *« ouvriers intimidés par un “Etat fort” donnée par l'historiographie de la guerre froide, antérieure à l'ouverture des archives, alors qu'une force ouvrière de plus en plus turbulente menaçait les plus ardents partisans loyalistes de l'Etat »*.

En janvier 1927, une grève éclate dans l'usine contre l'absence de chauffage. Parmi les dirigeants de la grève, deux militants du parti :

Jirov et Koptev. Jirov appartient à l'Opposition unifiée dirigée par Trotsky, Zinoviev et Kamenev.

Kevin Murphy souligne le développement du mécontentement ouvrier, aggravé par le chômage, qui dépasse 1 500 000 travailleurs en 1927, et des grèves en 1927 et le danger que, dans cette situation, représente pour l'appareil l'activité de l'Opposition unifiée. L'appareil doit donc écraser l'Opposition pour interdire toute jonction entre elle et le mécontentement ouvrier.

Kevin Murphy décrit les diverses phases de cet affrontement et les méthodes utilisées par l'appareil pour y parvenir.

Nous traduisons ci-après, avec l'autorisation des éditions Bergahn Books, des passages (environ la moitié) consacrés au combat de l'Opposition trotskyste (1923) — qui s'exprime en particulier par la publication du texte de Trotsky *Cours nouveau* dans la *Pravda* (11 décembre 1923) —, puis unifiée, Trotsky, Zinoviev, Kamenev (1926-1927).

“Il est nécessaire de se battre pour la liberté de parole dans le parti”

L'Opposition trotskyste de 1923

OFFICIELLEMENT, l'Opposition trotskyste a recueilli 40 % des votes à Moscou, mais des archives ouvertes récemment montrent l'ampleur de la falsification organisée des votes, qui laissent penser que les oppositionnels se sont probablement emparés de l'organisation du parti à Moscou. Lors d'une session du bureau politique, le 14 décembre 1923, Préobrajenski a accusé la *Pravda* d'être “un organe de diffusion de mensonges”, parce que le principal journal du parti avait omis les résolutions de l'Opposition venant “de vingt-quatre ou vingt-cinq cellules d'ouvriers”. A la grande usine Shrader, la résolution de l'Opposition a été adoptée, mais les dirigeants du parti ont pris “toutes les mesures” pour s'assurer que, “dans trois ou quatre jours, une résolution contraire” soit adoptée. A une conférence du parti du district de Rogojsko-Simonovsky, où était située l'usine La Faucille et le Marteau, l'Opposition a reçu 90 voix, contre 121 à la direction. Vu les méthodes musclées des secrétaires du parti pour contrôler les réunions, telles qu'elles sont décrites par Préobrajenski au bureau politique, ces résultats sous-estiment probablement l'Opposition trotskyste dans le district au niveau de l'usine.

Le soutien de la classe ouvrière à l'Opposition trotskyste était remarquable à l'usine La Faucille et le Marteau. Les rapports hostiles aux trotskystes recon-

naissent le soutien important en faveur de l'Opposition. Selon l'histoire du Komsomol de l'usine, le secrétaire de l'organisation de jeunesse, Goudkine, a pris fait et cause pour le “trotskysme” et le “syndicalisme jeune”. Un autre mémoire ouvrier remarque que, dans l'atelier de fonderie de l'acier, trois trotskystes particulièrement doués “ont même reçu le soutien de quelques-uns de nos communistes”. Deux nuits de discussion formelle au club de l'usine ont réuni des représentants aussi éminents que Kalinine pour le comité central et Kossior et Préobrajenski pour l'Opposition. Les réunions commencées après le travail se sont poursuivies jusqu'à minuit la première nuit et une heure du matin la nuit suivante.

Un adhérent a déclaré que “nous devons reconnaître que dans notre usine la riposte n'était pas très forte, puisque, sur la moitié de la cellule qui était à la réunion, vingt-trois sur soixante ont voté pour les trotskystes, ce qui est beaucoup pour une cellule d'ouvriers” (...).

Après la Promotion Lénine du printemps 1924, le nombre d'adhérents du parti dans l'usine avait plus que doublé (jusqu'à 240 adhérents) et des cellules s'étaient formées dans chacun des six grands ateliers. Les cellules d'atelier ont adopté des résolutions soulignant la nécessité “de cesser la discussion pour l'unité du parti”. Malheureusement, les procès-verbaux des cellules ne consignent que les textes des résolutions adoptées, et non le pointage des votes ou la transcription de la discussion. Toutefois, jusqu'en novembre 1924, les responsables de cellules pouvaient contour-

ner les mandats du parti. Dans une réunion de quarante personnes dans l'atelier de fabrication des boulons, l'orateur passe plus de temps à répéter les positions des trotskystes qu'à faire son rapport sur les positions du XIII^e Congrès.

Le soutien de la base en faveur de l'Opposition trotskyste était suffisante pour rendre nécessaire un débat public sur ces questions. Au moins 23 adhérents sur 60 ont voté en faveur de l'Opposition trotskyste, un niveau de soutien compatible avec sa base de masse à Moscou. Le mécontentement très large de la classe ouvrière, la tradition profondément ancrée de la démocratie dans le parti et la relative faiblesse du stalinisme au niveau des usines au début de la NEP, tout cela contribuait à créer un climat dans lequel les dissidents pouvaient librement discuter des questions qui préoccupaient un grand nombre de travailleurs (...).

L'Opposition unifiée

Les années 1926 et 1927 ont connu la lutte fractionnelle interne la plus âpre (...).

Le comité central a nommé un nouveau secrétaire au comité de Moscou, Nicolas Ouglanov, avec comme mandat d'éradiquer tout soutien à l'Opposition unifiée.

Dans la campagne contre le trotskysme, avait été programmée une réunion générale de l'usine de 650 personnes sur "*Lénine, le parti et une année de travail sans Ilitch*", qui a opposé le bolchevisme prérévolutionnaire à l'association de Trotsky avec les mencheviks. De manière significative, tout signe de neutralité a été sévèrement stigmatisé (...).

Les rapports sur l'état d'esprit des travailleurs dans le district de Rogojsko-Simonosky en 1926 montrent que l'Opposition unifiée a acquis des soutiens au sein d'une couche différente de travailleurs. De manière significative, les dirigeants du parti ont considéré ces sympathies comme "*arriérées*" comparées à leurs propres partisans antisémites.

"Au sein d'une portion considérable de la partie la plus arriérée des masses

laborieuses, il y a une sympathie considérable pour les mots d'ordre de l'Opposition. Ils ont repris les slogans de l'Opposition : sur l'égalité, sur l'exploitation, que l'Opposition est pour les pauvres, mais que le comité central est contre. Il y a un état d'esprit parmi les travailleurs en faveur de l'Opposition ; il faut écraser ce sentiment... Certains milieux ont repris les slogans en faveur de Zinoviev sur l'égalité, sur l'exploitation, que nous n'avons pas le socialisme, etc. Certains disent que Zinoviev est pour les pauvres et le comité central pour les riches."

L'été et l'automne de 1926 ont marqué le point culminant du soutien à l'Opposition unifiée à l'usine La Faucille et le Marteau. Même avant la formation officielle de l'Opposition unifiée en avril 1926, Ivan Jirov, l'opposant le plus déclaré dans l'usine, critiquait ouvertement les dirigeants du parti. Dans un meeting de trois cents ouvriers en mars, Jirov plaidait pour "*plus de démocratie et une direction venant d'en bas*", et il suggérait que le manque de pain était "*de la faute des patrons intermédiaires et des koulaks*". En mai, il a accusé le comité de Moscou d'être "*isolé des masses*". Le mois suivant, il a recueilli 126 voix dans une élection au comité d'usine, à seulement cinquante voix d'une victoire électorale (...).

En janvier 1927, un rapport de district du parti admettait : "*A l'usine Faucille et Marteau, il y a différentes discussions parmi les ouvriers sans parti, selon lesquelles Zinoviev et Trotsky ont raison de demander une augmentation de salaires. C'est particulièrement notable à cause de la renégociation de la convention collective*" (...).

La révolution chinoise a suscité l'intérêt des ouvriers les plus politiquement perspicaces. En février 1927, le chef du comité de Moscou, Nicolas Ouglanov, a fait un rapport sur la situation internationale à un meeting général de l'usine devant sept cents personnes. Cinq billets demandaient une clarification sur la révolution chinoise, dont plusieurs critiquaient le compromis du Parti communiste chinois avec Tchang Kai-chek, le

militaire nationaliste qui a dirigé le massacre de la révolte de Canton. Un ouvrier a posé la question : *“Quelle est la ligne des droitiers du gouvernement de Canton, en particulier Tchang, et n'est-elle pas en conflit avec la ligne de la gauche ?”* Une note adressée à l'orateur à un meeting en octobre demandait : *“Dites-nous pourquoi, dans la révolution chinoise, notre parti ne met pas en avant le mot d'ordre pour des soviets, alors que Lénine demandait cela directement au II^e Congrès de l'Internationale ?”*

Parce que l'Opposition a été qualifiée de traître, le rappel de l'ambassadeur soviétique en France, Christian Rakovski, a également suscité un émoi et une certaine confusion. Rakovski a créé un scandale diplomatique quand il a signé une déclaration appelant les ouvriers et les soldats des pays capitalistes à défendre l'Union soviétique en cas de guerre. Quatre notes de clarification faisaient référence à Rakovski, l'une demandant : *“Si l'on espère développer des rapports diplomatiques avec la France, alors, pourquoi est-ce que la France a insisté sur le rappel de notre Rakovski ?”*

Après la rupture des relations diplomatiques avec l'Angleterre en 1927, le groupe stalinien a exagéré la menace de guerre pour justifier l'intimidation contre l'Opposition unifiée. Des assemblées générales d'usine de 650 participants (4 juillet), 300 participants (7 octobre) et de 900 participants (4 novembre) ont toutes été faites pour répondre à la situation internationale et à la menace de guerre, et elles ont adopté des résolutions appelant à une unité de fer. Le 4 juillet, un orateur du Guépéou a expliqué : *“Le Guépéou, ensemble avec la classe ouvrière, doit résolument répliquer aux tentatives de nos ennemis qui sèment la division dans nos rangs”*, et il a lancé une mise en garde contre *“les espions et les provocateurs”*. Cependant, les questions écrites adressées à Ouglanov suggèrent que la tentative de faire monter l'hystérie de la guerre pour attaquer l'Opposition ne rencontrait guère d'enthousiasme. *“S'il y a une guerre, vous serez tous à l'arrière, alors que les travailleurs seront au premier rang sur*

le front”, a suggéré un ouvrier. Un autre lui a dit : *“A cause de l'accroissement de la bureaucratie, tout l'enthousiasme des ouvriers pour défendre le régime est retombé.”* Un autre a avancé l'argument : *“L'Opposition représente une bonne occasion. C'est comme quand on met de l'eau dans une bouilloire qui a besoin qu'on évacue de temps à autre la pression.”*

Bien qu'il soit impossible de mettre en relation directe les billets envoyés par des ouvriers de plus en plus hostiles aux représentants du parti avec la propagande de l'Opposition, un grand nombre de questions anonymes venant des ouvriers font écho à la politique de l'Opposition. Ainsi, la question suivante, soulevée lors d'une réunion de cellule, a tellement préoccupé les responsables locaux du parti qu'elle a fait partie du résumé d'information au comité de Moscou : *“Pouvez-vous dire si, oui ou non, il y aura une égalité économique pour tous ceux qui vivent en pays soviétique ; et si c'est le cas, quand ?”*

Dans les réunions syndicales également au niveau de l'usine, certains ouvriers, qui ont exprimé leur mécontentement sur les salaires, ont commencé à poser des questions sur la prospérité relative des membres du comité central. Le 7 novembre 1925, *Martenovka* (le journal de l'usine — NDLR) a publié les salaires réels exprimés en roubles de 1913-1914, indiquant qu'ils avaient augmenté de 92 % par rapport au taux d'avant-guerre. Toutefois, en juillet 1926, après que Kalinine eut déclaré que les salaires réels des ouvriers de la métallurgie étaient de 20 % supérieurs au taux d'avant-guerre, un ouvrier a expliqué que la déclaration était *“totalement fausse... Ou bien vous n'avez pas été au marché récemment ou bien vous avez beaucoup d'argent.”* En septembre 1926, Tomski (secrétaire général des syndicats soviétiques — NDLR) a fait un discours sur la grève générale britannique et il a reçu un grand nombre de questions hostiles sur les salaires et les conditions de travail, dont une question qui demandait : *“Camarade Tomski, dites-nous, s'il vous plaît, combien vous gagnez par an : douze mille roubles, un*

petit peu plus ou un petit peu moins ? Veuillez clarifier” (...).

Les opposants de l'usine ont mis l'accent sur l'inégalité économique, le privilège bureaucratique et l'absence de démocratie, comme l'illustre ce tract de l'usine La Faucille et le Marteau :

“Camarades ! Notre pays est dans une situation difficile. La bourgeoisie a décidé d'étrangler le pouvoir soviétique (...). Tout ce qui est sain dans notre parti a été étranglé. Essayez de contrer les orateurs-patrons et vous êtes finis (...)! Kroupskaïa, Zinoviev, Trotsky et les autres forces sont en train de périr et ils ont été persécutés. Pourquoi est-ce que le camarade Lénine a travaillé avec eux ouvertement et les a laissés parler librement ? Donnons la parole à Trotsky, à Staline ou au célèbre théoricien Ouglanov à notre réunion de parti. Nous verrons lequel a raison. Maintenant, nous devons voter sur la seule base de leurs paroles. Lénine nous a appris à ne pas faire confiance aux seules paroles. Camarades ! Il est nécessaire de se battre pour la liberté de parole dans le parti et de ne pas avoir peur de dire la vérité. Au comité de district, il y a une certaine espèce d'embusqués. Ils ont un sens aigu de leur bien-être. Au comité de Moscou, tout, jusqu'à son altesse le secrétaire, devrait être vérifié. Sinon, nous périrons tous de leur mode de vie bureaucratique pourri” (...).

En mai 1927, Jirov a pu prendre la parole sans être interrompu (...).

A la réunion suivante, les dirigeants du parti de l'usine ont pour la première fois qualifié de criminelles les activités des dissidents. Un oppositionnel a répondu : *“L'Opposition est en phase avec le parti. On ne doit pas l'envoyer à la prison Solovski.”* Quand Jirov a tenté de prendre la parole, on a entendu des cris *“A bas Jirov !”* et la réunion a voté une résolution en faveur de *“l'unité de fer”*. Au cours des réunions suivantes, les oppositionnels ont été constamment interrompus par des cris *“A bas !”, “Assez !”, “Menteur !”* et des rires. De plus, le bureau du parti de l'usine, *“en conformité avec les directives en vigueur”* sur *“la lutte déterminée avec les cellules d'op-*

positionnels”, les a convoqués. Les dirigeants du bureau ont souligné *“le danger de l'activité fractionnelle et le caractère erroné de leurs positions sur la politique du parti”*, et ils ont suggéré qu'ils *“tracent ouvertement une ligne entre eux et l'Opposition”*.

Une telle tactique de pression a rencontré un succès partiel (...).

Les réunions du parti n'arrêtaient pas de voter des résolutions condamnant l'Opposition unifiée et faisant appel à *“l'unité de fer”* dans les rangs du parti, une tactique visant à se débarrasser des dissidents et s'assurer que les adhérents rentrent dans le rang. Chaque résolution était adoptée avec guère plus de deux votes contre et d'une ou deux abstentions. A une seule occasion, un autre membre du parti a défendu l'Opposition.

Malgré la campagne d'intimidation, l'Opposition unifiée s'est lancée au combat. Le 3 septembre, l'Opposition unifiée a soumis *La Plate-forme de l'Opposition* au Politburo, et, bien qu'elle ait été interdite, la plate-forme a été largement diffusée sous le manteau parmi les adhérents (...).

Les oppositionnels ont organisé des centaines de réunions clandestines. Trotsky participait à trois ou quatre réunions par jour, et jusqu'à 20 000 personnes à Moscou et à Leningrad ont participé à des rassemblements illégaux tenus dans des appartements d'ouvriers. Le Guépéou et des adhérents loyalistes du parti ont infiltré ces réunions, y compris un membre du parti de l'usine Faucille et Marteau envoyé pour *“dénoncer”* les adhérents. Il a déclaré : *“Les trotskystes m'ont demandé de partir et, de force, on m'a poussé dehors et jusqu'en bas de l'escalier.”* Un rapport du district sur l'activité clandestine montre que Smilga a pris la parole dans une réunion de quarante à cinquante ouvriers et que *“dix personnes dans cette réunion venaient de l'usine La Faucille et le Marteau”*. Le comité de Moscou a recensé un grand nombre de réunions d'appartement à la fin d'octobre et au début de novembre. Le 27 octobre, 150 personnes se sont rassemblées dans un appartement et *“la réunion a été tenue*

par Trotsky, qui a parlé de la politique thermidorienne de Staline, de la suspension du parti et du sifflet des staliniens". Plusieurs nuits après, 125 personnes se sont rencontrées dans un autre appartement et Trotsky a prédit : "C'est dans le sang que nous quitterons le parti."

Le 18 novembre 1927, 429 ouvriers, dont 129 sans parti, ont assisté au meeting ouvert pour l'exclusion (...). Des résolutions adoptées au niveau de la ville attestent de la crainte qui envahissait les militants du parti. Lors d'un vote organisé au cours de l'été 1926 pour condamner l'Opposition unifiée, seuls 22 militants votèrent contre et 53 s'abstinrent sur la totalité de Moscou. En mai et juin 1927, les oppositionnels prirent la parole dans 37 cellules ouvrières dans Moscou. Cependant, seules 14 cellules dans toute la ville enregistrèrent des votes non ou des abstentions sur la motion "condamnant l'activité organisationnelle du camarade Zinoviev", et seule une usine fournit plus d'un non lors du vote. Dans la discussion du troisième plénum du comité de Moscou, 53 cellules, où prirent la parole 132 orateurs, enregistrèrent des interventions en faveur de l'Opposition, mais seulement 12 d'entre elles (et pas celle de l'usine de la Faucille et du Marteau) enregistrèrent des votes pour les résolutions de l'Opposition.

Lors de la réunion de la cellule de l'usine de la Faucille et du Marteau, les billets anonymes envoyés à l'orateur Mejlaouk soulignent la vive divergence entre les résultats électoraux écrasants et le sentiment réel des membres du parti, un phénomène qu'explique la campagne d'intimidation orchestrée pour étouffer l'Opposition. Les dix-sept billets écrits manifestent une totale confusion sur le déroulement des débats, une inquiétude sur le traitement des dissidents ou de l'hostilité à l'égard du stalinisme. Trois questions demandaient des éclaircissements sur divers problèmes. Un ouvrier voulait savoir comment la journée de sept heures pourrait être promulguée sans baisse de salaires. Un autre demandait des explications sur les invectives de Mejlaouk contre l'Opposition : "Vous dites que le camarade Trotsky ne veut pas la dictature du prolétariat, mais la

dictature de Trotsky. Mais pourquoi Kamenev est-il un briseur de grèves ?" Un militant souleva la question de la révolution chinoise et demanda "quel complot fut découvert, qui avait prétendument été dissimulé par le parti" ? Quatre questions exprimaient une inquiétude générale sur le traitement des oppositionnels. Un ouvrier voulait savoir pourquoi les oppositionnels étaient considérés comme des traîtres. "Après tout, demandait-il, ne sont-ils pas, eux aussi, pour l'amélioration de la classe ouvrière ?" Un autre demandait : "Kamenev, Zinoviev et Préobrajenski étaient vos camarades, pourquoi versez-vous aujourd'hui de la boue sur eux ?" Des membres de l'usine savaient manifestement que des dirigeants du parti avaient lancé des objets divers sur Trotsky pendant son discours au comité central avant d'en être exclu, car l'une des questions était la suivante : "Qui a jeté une chaussure sur Trotsky ?" Un autre militant voulait savoir si des oppositionnels avaient été arrêtés durant la manifestation en l'honneur de la révolution d'Octobre.

Plusieurs des billets envoyés à la tribune soulignaient que leurs auteurs voulaient que l'Opposition puisse se faire entendre. L'un d'entre eux demanda pourquoi le comité de Moscou n'avait pas publié sa plate-forme.

Deux billets proposaient de donner immédiatement la parole aux oppositionnels ; l'un soulignait qu'il y avait des sans-parti dans la salle et proposait : "Permettez-leur d'entendre l'Opposition." Un autre proposait : "Donnez la parole à l'Opposition non pas dans la presse, mais ici, dans le meeting, pour que nous puissions comprendre un peu mieux." Quatre billets posaient des questions sur les exclusions et sur la participation de l'Opposition au prochain congrès du parti. Un billet demandait simplement si ses membres pourraient participer au congrès, un autre suggérait que leur exclusion pousserait simplement Zinoviev et Trotsky dans la clandestinité. Un autre s'interrogeait sur la raison de leur exclusion avant un congrès qui devait se tenir "dans quelques semaines". Un ouvrier évoquait les rumeurs qui couraient dans

l'usine sur une manifestation contre l'exclusion de l'Opposition et demandait aussi s'il était "légal de les exclure avant le congrès".

Deux des questions exprimaient une profonde colère et un dégoût vis-à-vis de Mejlaouk (...). Un militant, dans un billet menaçant, accusa le comité central de "mener pauvrement sa campagne éducative contre l'Opposition" en recourant à la "rhétorique". Il ajoutait : « *Le comité central a l'habitude de brailler "ouvriers, ouvriers, etc.". Votre carriérisme mènera à la destruction des ouvriers. Aussi, faites attention. Viendra l'heure où les ouvriers en viendront à tabasser à la fois l'Opposition et le comité central.* »

Le Komsomol affirme : « *Dans les cellules, il y a des groupes de militants des Komsomols qui ne se prononcent pas et ne votent pas pour l'Opposition, mais en dehors des réunions, quand ils discutent avec des amis, ils se demandent : "Comment pouvons-nous croire que Zinoviev et Trotsky, qui ont été les meilleurs disciples de Lénine, veulent créer une sorte de parti bourgeois et trahir la classe ouvrière ?" »* Un billet à l'orateur de la Faucille et du Marteau affirmait : « *Lénine, dans son Testament, a dit que Staline était un cuisinier qui ne pouvait préparer que des plats épicés, et que nous ne devions pas laisser Staline à son poste de secrétaire général du parti.* » Un rapport d'un secrétariat du parti d'un arrondissement signalait la tenue d'une réunion clandestine de l'Opposition rassemblant 70 personnes le 25 octobre, dont "la majorité des participants étaient des jeunes. L'orateur était Trotsky... Après avoir parlé, il partit pour parler devant un autre groupe." Les dirigeants du comité de Moscou citèrent les noms de tous les Komsomols qui avaient exprimé leur sympathie pour l'Opposition, dont deux ouvriers de La Faucille et le Marteau, qui ne figuraient pas parmi les supporters les plus fermes exclus plus tard. Lors de la réunion où furent décidées les exclusions, un orateur

affirma que des Komsomols oppositionnels avaient pris part à la manifestation du 7 novembre sous des slogans hostiles à Staline. Dans sa lettre d'autocritique, l'oppositionnel Naoumov reconnut que "le développement d'un état d'esprit négatif dans la jeunesse et chez les ouvriers créait un large champ à l'activité de l'Opposition".

Une minorité d'ouvriers sans parti exprimèrent une certaine sympathie pour l'Opposition, bien que la majorité écrasante d'entre eux ne s'intéressât pas assez à la question pour suivre le meeting. Un rapport sur l'état d'esprit des ouvriers sans parti face à l'exclusion de Trotsky et de Zinoviev affirmait que cinq ouvriers modèles de l'entreprise avaient ouvertement critiqué "la procédure employée". "Il fallait expliquer aux masses travailleuses au lieu d'exclure, protestèrent-ils. Nous n'avons pas confiance dans les journaux, et les représentants de l'Opposition auraient dû pouvoir se faire entendre. C'était incorrect d'exclure Trotsky. Pourquoi ne l'ont-ils pas laissé participer aux réunions ?" Alors que les ouvriers les plus conscients politiquement étaient hostiles aux exclusions, seuls 129 ouvriers sans parti et moins de la moitié à la fois des membres du parti et des Komsomols ont jugé bon d'assister à la réunion d'exclusion.

Quel fut le soutien apporté à l'Opposition dans l'usine La Faucille et le Marteau ? Il y a eu manifestement un soutien large, mais passif et éphémère, pour l'Opposition en 1926 dans le parti et parmi les ouvriers sans parti. Seize des 17 billets envoyés aux orateurs montrent qu'en 1927, l'écrasante majorité des militants du parti ne soutenaient aucun des deux camps, bien que beaucoup d'entre eux, et peut-être bien la majorité, fussent opposés aux exclusions. Une année plus tard, les oppositionnels exclus conduiront la résistance à la convention collective et organiseront des réunions par ateliers.

Kevin Murphy

**Marc
Teulin :**

**L'affaire Thälmann...
une "nouvelle
Affaire Dreyfus ?"**

Heute abend im Sportpalast. Thälmann spricht

Ausgabe / Nr. 213 Preis für Einzelhefte 10 Pfennig Berlin, Freitag, 12. September

Die Rote Fahne

Organ der Kommunistischen Partei Deutschlands (Sektion der Kommunistischen Internationale)

Verlag: Verlag Neue Zeit, Berlin, Unter den Eichen 17, 1. u. 2. Stockwerk. Telefon: 10 10 10. Preis für Einzelhefte 10 Pfennig. Abonnement: 30 Pfennig. Ausland: 40 Pfennig. Postamt: Berlin NW 2179.

Letzter Appell an alle werttätigen Wähler

Genosse Ernst Thälmann an die deutsche Arbeiterklasse

Arbeiter und Arbeiterinnen! Werttätige Deutschlands! Klassengenossen!
Heute spricht unser Führer



Ernst Thälmann
abends 8 Uhr im Sportpalast
und auf der Parallelkündigung auf
dem Winterfeldplatz

Heute abend, achtstündig und zwölfstündig, spricht der Führer der Arbeiterklasse, Ernst Thälmann, an die deutsche Arbeiterklasse. Er spricht abends 8 Uhr im Sportpalast und auf der Parallelkündigung auf dem Winterfeldplatz. Er spricht über die Lage der Arbeiterklasse, über die Notwendigkeit der Revolution, über die Aufgabe der Arbeiterklasse, über die Aufgabe der Partei. Er spricht über die Notwendigkeit der Revolution, über die Aufgabe der Arbeiterklasse, über die Aufgabe der Partei.

Der Kapitalismus bricht zusammen
Die kapitalistische Weltwirtschaft verliert durch den Kampf der Arbeiterklasse stetig an Boden. Die kapitalistische Weltwirtschaft verliert durch den Kampf der Arbeiterklasse stetig an Boden. Die kapitalistische Weltwirtschaft verliert durch den Kampf der Arbeiterklasse stetig an Boden.

Der Arbeiter gehört zu uns, der Arbeiter der Sowjet-Union, der Arbeiter der Sowjet-Union, der Arbeiter der Sowjet-Union. Der Arbeiter gehört zu uns, der Arbeiter der Sowjet-Union, der Arbeiter der Sowjet-Union, der Arbeiter der Sowjet-Union.

“Heute spricht unser Führer” : aujourd’hui, notre guide parle.

Une page de la stalinisation du Parti communiste allemand

Wittorf : un secrétaire indélicat...

LA section du Parti communiste allemand de Hambourg, le grand port de la Baltique, était une des places fortes de ce parti. A dater du milieu des années 1920, des rumeurs courent dans la région de Hambourg sur la corruption qui gangrènerait des secteurs de l'appareil régional du parti. Le secrétaire du parti du district de Wasserkannte, Rudolf Lindau, se fait l'écho de ces accusations. En mars 1927, le secrétaire du Parti communiste allemand, Ernst Thälmann, lui-même originaire de cette région, où il compte de nombreux appuis, démet Lindau de ses fonctions et le remplace par John F. Wittorf, ancien docker. Sur ce dernier courent déjà pourtant des bruits l'accusant de puiser dans la caisse du parti pour financer sa fréquentation des boîtes de nuit et des cercles de jeu.

L'accusé devient accusateur

Wittorf réagit à ces bruits trop fondés par une manœuvre typique d'apparatchik : il accuse le trésorier de la section, Dehmel, de puiser dans la caisse du parti du district. Ce Dehmel a le grand tort de sympathiser, semble-t-il, avec un

courant d'opposition de gauche dans le Parti communiste, dit Leninsbund. Wittorf le fait exclure au début de 1928 sous l'accusation de détournement de fonds. Dehmel proteste et demande une enquête. La commission de contrôle financier du parti descend à Hambourg ; elle découvre alors que Wittorf avait détourné la coquette somme de 1 750 deutschemarks, prélevés par ses soins sur un transfert effectué à la trésorerie du Parti communiste par une délégation commerciale soviétique à Rotterdam. Il avait "emprunté" cette somme sans le noter ni le dire à personne et avait oublié de la restituer.

La réaction de Thälmann

Le secrétaire général du parti, Ernst Thälmann, réagit alors avec une grande brutalité, sans doute par souci de prestige politique : la mise en cause du trésorier du district de Thälmann ne pouvait que rejaillir sur ce dernier. Le 23 mai, entouré de trois proches (Wille Presche, Joseph Ries et John Schehr), il convoque les trois membres de la commission de contrôle financier et leur intime l'ordre de se taire. C'est le "complot du silence", que les trois membres de la commission acceptent en rechignant. Mais la réputation de Wittorf et l'antipathie que son comportement suscitait dans les rangs du Parti communiste à Hambourg étaient trop fortes pour que la loi du silence soit respectée. De plus, l'organisa-

tion de Hambourg avait été cinq ans plus tôt dirigée par Hugo Urbahns, qui avait participé à l'insurrection écrasée en octobre 1923 et avait depuis constitué un regroupement d'opposants, le Leninsbund, dont certains membres appartenaient toujours au Parti communiste. Deux mois plus tard, l'hebdomadaire du Leninsbund, *Volkswille* ("La Volonté du peuple") révèle le détournement de Witorf et le rôle joué par Thälmann pour le dissimuler. La presse social-démocrate s'empresse de relayer l'information.

Ernst Thälmann désavoué

Le bureau politique du Parti communiste dépêche alors le trésorier national du parti et un de ses membres, Hugo Eberlein, ancien compagnon de Rosa Luxemburg, qui avait participé à la réunion constitutive de l'Internationale communiste à Moscou en mars 1919. Eberlein confirme la culpabilité de Witorf et le rôle joué par Thälmann pour couvrir les malversations de son protégé.

Le bureau politique du Parti communiste allemand se réunit le 25 septembre. Il existe alors dans le Parti communiste allemand trois courants : la "gauche", dirigée par Thälmann, majoritaire et soutenue par Moscou ; les "droitiers" (les anciens dirigeants Brandler et Talheimer) et lesdits "conciliateurs", qui veulent maintenir la balance entre les deux courants, et dont font partie Clara Zetkin, exilée à Moscou, et Eberlein lui-même. Ce dernier fait un rapport accablant au bureau politique.

Le comité central réuni le lendemain vote à l'unanimité la résolution proposée par le bureau politique, qui décide de démettre Thälmann de ses responsabilités. A l'unanimité, sans abstention ni refus de vote, c'est-à-dire que Thälmann lui-même, accablé, vote sa propre destitution ! Il avait craint une sanction pire : un suppléant du comité central avait même demandé son exclusion pure et simple du parti.

Alerté, Staline envoie d'urgence un délégué du comité exécutif de l'Internationale communiste et un membre du comité central du parti allemand (Remmelé), alors à Moscou, demander à la direction du Parti communiste allemand de ne pas publier la résolution. Les deux hommes arrivent trop tard. (Pourquoi Staline n'a-t-il pas fait téléphoner sa directrice ? Par souci d'un secret destiné, de toute façon, à être éventé ?) Le quotidien du Parti communiste allemand, *Die Rote Fahne*, du lendemain (27 septembre) publie la résolution, adoptée. Elle est accablante. On y lit : "*Le comité central désapprouve de la façon la plus ferme le fait que le camarade Thälmann ait gardé le secret vis-à-vis des instances dirigeantes du parti sur ce qui s'était passé à Hambourg. Le comité central estime que c'est là une faute politique tout à fait préjudiciable au parti.*"

La résolution précise ensuite que l'affaire est, à la demande de Thälmann lui-même, transmise au comité exécutif de l'Internationale communiste, "*afin de permettre au camarade Thälmann de répondre devant l'exécutif à Moscou de la lourde faute qu'il a reconnue*", et ajoute : "*Jusqu'à sa conclusion, le camarade Thälmann est déchargé de ses fonctions.*"

Satisfaction prématurée

Le Suisse Jules Humbert-Droz, membre du bureau exécutif de l'Internationale communiste et partisan de Boukharine (alors allié à Staline), écrit : "*Manouïlski, Bela Kun (1) et moi avons aussitôt cherché à déceler le mystère qui se cachait sous cette destitution (...). A vrai dire, nous nous sommes réjouis tous les trois de cette chute spectaculaire d'un chef fabriqué à Moscou, qui n'avait aucune des capacités requises pour gagner la confiance des masses et conduire la*

(1) Manouïlski est un proche de Staline ; Bela Kun, ancien dirigeant de la révolution hongroise de 1919, est un gauchiste partisan systématique de "l'offensive révolutionnaire" quelle que soit la situation. Il sera liquidé en 1937.

révolution allemande (...). Notre joie fut cependant de courte durée, car, peu après, le 7 octobre, la Pravda communiquait que le présidium de l'Internationale communiste, réuni à Moscou, avait condamné la décision du comité central du Parti communiste allemand et réhabilité Thälmann à la tête du parti" (2). Ce même texte paraît dans *Die Rote Fahne* le 9 octobre.

Staline convoque à Moscou Eberlein, Thälmann, Wilhelm Pieck et deux autres membres du comité central "conciliateurs" et leur passe un savon. Il exige l'annulation de la résolution votée. Thälmann est un soutien de Staline, il doit être remis en place envers et contre tout et tous. Les hommes retournent à Berlin, la tête basse pour Eberlein et les autres, sauf Thälmann, qui revient la tête haute. Le bureau politique se réunit à nouveau le 2 octobre, et, par 10 voix contre 3, décide d'annuler la résolution qu'il avait proposée au comité central. Thälmann se retrouve secrétaire général du Parti communiste allemand.

Nouveau mystère ?

Humbert-Droz ajoute : "Nouveau mystère ! La plupart des membres du présidium étaient en vacances et aucun de nous n'avait reçu une convocation. Donc, seuls quelques membres présents à Moscou s'étaient réunis pour prendre cette décision, très grosse de conséquences (...). Ce ne pouvait être qu'un coup de force de Staline de retour de vacances !" (3).

Comment réagissent les dirigeants de l'Internationale tenus à l'écart d'une décision aussi importante ? Humbert-Droz affirme : "Nous étions, Manouïlski, Bela Kun et moi, indignés de cette réhabilitation prononcée à Moscou, qui discréditait le comité central du Parti communiste allemand sans rendre à Thälmann l'autorité qu'il aurait pu encore avoir" (4). Humbert-Droz envoie une lettre de protestation au secrétariat de l'Internationale communiste à Moscou.

Virage à 180 degrés

Il reçoit peu après une lettre de son ami Manouïlski... Ce dernier a complètement viré de bord, sans doute après avoir été convoqué et sermonné par Staline. Manouïlski qualifie la protestation d'Hupmber-Droz d'"erreur grave" et précise pourquoi : "La portée politique des derniers événements dans le parti allemand devient de plus en plus claire. Le cas d'Hambourg n'était qu'un épisode qui a joué le rôle d'une Affaire Dreyfus dans le parti allemand. L'histoire de Wittorf est tombée dans un milieu de passions politiques nourries par les différents groupements du parti. Elle a été exploitée d'une façon cynique par les droitiers et aussi par le groupe d'Ewert pour ouvrir une lutte contre les décisions du VI^e Congrès. Le grand bavardage sur la corruption n'est qu'un bluff droitier. La corruption politique consiste dans ce fait qu'on a eu recours, dans la lutte contre les décisions du VI^e Congrès, aux méthodes que les partis bourgeois emploient dans la vie parlementaire. Le crime consiste dans ce fait qu'on a transporté dans le parti les mœurs de luttes du parlementarisme pourri. Il est impossible d'assainir l'atmosphère du parti avec des méthodes pareilles, qui, elles-mêmes, sont le produit de la corruption politique" (5).

A quoi Manouïlski fait-il discrètement allusion en parlant des "méthodes de lutte du parlementarisme pourri" ? A des scandales du genre de Panama ou de l'affaire Stavisky, produits par la découverte de malversations financières de certains parlementaires ou ministres. Pour Manouïlski, dans ces affaires, peu importe la corruption réelle, l'essentiel est dans la dénonciation (qu'il dénonce...) de cette corruption. Cette utilisation n'est pourtant rendue possible que

(2) Jules Humbert-Droz, *De Lénine à Staline, à La Baconnière*, Neuchâtel, 1971, p. 319.

(3) *Ibidem*.

(4) *Ibidem*, p. 320.

(5) *Ibidem*, pp. 323-324. Ewert est un "conciliateur". Le passage souligné l'est par moi.

par le fait même de la corruption ! Pour Manouïlski, le coupable n'est pas le corrompu, mais celui qui, quels que soient ses motifs, le dénonce. Ainsi, les ennemis dans le Parti communiste, ce ne sont pas les dirigeants ou trésoriers indéliques qui ponctionnent la caisse, mais ceux qui dénoncent ce détournement de fonds, qui ne peut pourtant qu'écœurer ouvriers et militants. Cette étrange casuistique ne peut s'expliquer que par la corruption qui ravage déjà les sommets de la bureaucratie et doit être soigneusement dissimulée.

La technique de l'amalgame

Manouïlski ajoute une seconde manipulation à cette première. Il affirme : *"L'affaire de Hambourg est à un stade passé."* Donc, passons l'éponge et attaquons ceux qui l'ont dénoncée et la dénoncent : *"Maintenant, les éléments oppositionnels passent ouvertement à la lutte contre les décisions du VI^e Congrès."* Puis, Manouïlski ajoute : *"Le cas de Hambourg n'est pas isolé à l'échelle internationale. Je viens de rentrer de Tchécoslovaquie, où la droite a créé aussi l'affaire de Hambourg. Elle a accusé le secrétaire de Cladno, Slansky (...), d'être lié avec la police. Cette manœuvre a été déjouée par le comité directeur, mais cela montre que nous sommes en présence d'une campagne bien systématique"* (6).

Le glissement provocateur est typique des méthodes staliniennes : l'accusation vraie portée en Allemagne contre un dirigeant voleur et corrompu est assimilée à une calomnie portée contre un militant en Tchécoslovaquie, accusé à tort d'être un agent de la police. Pour Manouïlski, c'est une seule et même chose, car les accusateurs sont accusés d'avoir la même position politique. Il élargit ensuite le champ des complicités possibles : *"Vous connaissez en France l'attitude de Renaud Jean et Doriot-Bernard."* Ces trois hommes ont en com-

mun à l'époque d'être réservés sur la théorie de la "troisième période" d'accélération de la lutte révolutionnaire, passant par la dénonciation des sociaux-démocrates. Ils n'ont aucun rapport ni avec l'affaire de Hambourg ni avec l'accusation infamante portée contre Slansky. Mais le tour est joué : quiconque rejette le vol de Wittorf et le complot du silence de Thälmann ou émet des réserves sur la politique suivie par la direction de l'Internationale est un complice des calomnieurs de Slansky. Dès lors, toute discussion politique est impossible. Tout critique est associé à des faits et à des individus auxquels il est totalement étranger. Tu parles de Wittorf, alors tu calomnies Slansky et tu soutiens Doriot !

Un livre précieux

Un livre récemment publié en Allemagne, *Der Thälmann-Skandal : Geheime Korrespondenzen mit Stalin* (7) par Hermann Weber et Bernhard Bayerlein comporte un ensemble de documents (quatre-vingt-dix) qui éclairent la manière dont la décision a été imposée par le groupe de Staline aux dirigeants du Parti communiste allemand.

Le présentateur du livre, Bernhard Bayerlein, distingue trois étapes dans l'affaire : la première (septembre 1928) est la tentative secrète de Staline, Molotov et Piatnitski de réhabiliter Thälmann. La seconde étape (octobre-décembre 1928) est la réhabilitation publique de Thälmann et la stigmatisation de ceux qui l'ont désavoué. La troisième étape (décembre 1928-mars 1929) éclaire la façon dont Thälmann, discrédité par l'affaire Wittorf, devient dès lors un simple outil entre les mains de Staline, puisque sa carrière dépend entièrement de ce dernier.

Les documents du livre soulignent les difficultés auxquelles se heurta Staline.

(6) *Ibidem*, p. 324. Notons qu'en 1952, Slansky, accusé d'être un agent et un espion de l'impérialisme, sera condamné à mort et pendu par les agents de Staline !

(7) Publié par Aufbau-Verlag, Berlin, 2003, 568 pages, 22,50 euros.

Le 25 octobre 1928, Staline écrit à Thälmann : *"D'abord, nous avons eu beaucoup de peine à comprendre de quelle manière quatre-vingt-dix pour cent des membres du comité central, qui ne peuvent pas être comptés parmi les droitiers et les conciliateurs, ont pu adopter et publier une résolution qui signifiait le discrédit de la direction du KPD, et avant tout de son secrétaire général, Thälmann"* (8).

Dans le débat qui s'instaure alors, le futur dirigeant de la République démocratique allemande, Walter Ulbricht, se range entièrement derrière Staline et Thälmann. La vieille communiste allemande Clara Zetkin fait partie du camp opposé, et, dans une lettre du 25 mars 1929 à Humbert-Droz, manifeste son désarroi devant ce que devient l'Internationale communiste : *"Je me sentirai tout à fait isolée et déplacée dans ce corps, qui, d'un organisme politique vivant, s'est transformé en un mécanisme mort, qui, d'un côté, avale les commandements qu'il reçoit en russe, et, de l'autre, recrache ces commandements en diverses langues, un mécanisme qui a monnayé le sens et le contenu puissants de la révolution russe en règlements pour des Clubs Pickwick"* (9).

Mais elle est alors à Moscou, d'où Staline ne la laissera jamais repartir, ce qui lui permettra de la réduire au rôle de pantin décoratif de la propagande stalinienne internationale.

Thälmann : réhabilité par Staline, puis sacrifié par Staline

Thälmann appliquera, parfois à contre-cœur, la politique de division systématique de la classe ouvrière, qui facilitera la victoire des nazis en 1933. Livré par son propre garde du corps à ces derniers, il sera jeté en prison.

En 1939, de sa prison, il écrira des lettres à Staline et à Molotov critiquant vertement le pacte germano-soviétique, dont les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié des extraits (10).

Thälmann y affirmait entre autres que les *"doutes"* de certains communistes *"les poussent même à aller jusqu'à prononcer le mot de trahison"*.

Staline aurait alors pu obtenir de Hitler sa libération et son envoi à Moscou. Mais Staline ne pardonnait pas l'indépendance de pensée, même tardive.

Il laissera pourrir Thälmann en prison et les nazis abattront ce dernier en 1944.

Marc Teulin

(8) *Ibidem*, p. 222.

(9) *Ibidem*, p. 301.

(10) Extraits des lettres de Thälmann critiquant le pacte germano-soviétique dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 13, avril 2001, pp. 51 à 53.

éditions *Acratie*

L'Essart, 86310 La Bussière

SOUSCRIPTION POUR PARUTION AU PRINTEMPS 2006

Wilhelm Gengenbach

UNE VIE CONTRE LE CAPITALISME

1^{re} partie

FACE AU FASCISME ALLEMAND (1929-1933)

(traduit de l'Allemand par J. Bois)

550 pages, format 24/16

Gagné au communisme en 1929 à l'âge de 15 ans par des ouvriers de l'usine Daimler-Benz de Sindelfingen, Wilhelm Gengenbach s'engage à contre-courant de la montée fasciste. Il le fera dans cette Allemagne jusque fin 1933, où le KPD, le parti communiste allemand, jugeant la situation intenable pour lui, décide de l'envoyer dans l'émigration. Willy nous fait revivre cette période cruciale avec intensité et précision, et nous nous retrouvons confrontés de l'intérieur aux difficultés humaines ou politiques de ces jeunes qui luttent, dans les campagnes et les cités ouvrières.

L'antisémitisme s'affirme jusque dans sa propre famille, et menace son amie Sarah de Laupheim. Un camarade qu'il a gagné est tué par son frère fasciste, chez lui, soi-disant accidentellement. A Blaubeuren, Willy et les sportifs Rouges organisent un front unique sur le terrain avec les Sportifs Bleus sociaux-démocrates, mettant une raclée aux fascistes venus les attaquer. Au passage, Willy s'en prend avec virulence à la thèse de la responsabilité du KPD, le parti communiste allemand, dans sa propre défaite. En 1932, il entame un périple avec les vagabonds jetés sur les routes par la crise. Puis il ancre son activité dans la Ruhr, à Hilden et Düsseldorf, où il prend en charge des cercles locaux des Jeunesses Communistes.

Les nazis au pouvoir, Gengenbach va connaître les rouages de la machinerie fasciste de l'intérieur. Enfermement à la prison de Hilden, détention préventive, puis c'est la prison des Hauteurs d'Ulm, la déportation, le premier camp, dans les marais du Nord du pays en juin 33, le camp du Börgermoor. Là, un historien en littérature s'attache à lui, lui transmet sa culture. Ludwig Sternberg est arrêté, accusé de lui donner des cours de formation politique, et liquidé. Finalement libéré faute de charges, Gengenbach milite alors dans la clandestinité, à Düsseldorf. Il découvre une ville soumise au règne de la peur, à la délation généralisée, où l'insécurité pour le militant est maintenant pire encore que ce qu'il vient de connaître au camp, où ses camarades et lui ont réussi à se forger des éléments de résistance.

Willy s'attache à nombre de personnages, là un policier social-démocrate, ici un ancien Spartakiste, et prend le temps de leur redonner la parole. Il développe également au fil des pages une réflexion personnelle sur le besoin de Führer, de chef incontesté, qu'il retrouvera jusque dans le mouvement ouvrier, avec ses chefs, sa discipline de pensée, et un manque de réflexion personnelle et d'autonomie des militants de base. Il finira par y voir une raison essentielle des trahisons et des échecs, et se bat jusqu'au bout pour une autre manière de militer.

Le témoignage rare et précieux d'un militant communiste allemand qui a survécu à la formidable machine à broyer du fascisme hitlérien.

SOUSCRIPTION

Ce livre sera vendu 32 euros en librairie (550 pages, 24/16)

**Afin de nous aider à le faire paraître
vous pouvez souscrire dès maintenant
au prix de 25 euros (port compris).**

*Je désire recevoir dès sa parution le livre des Mémoires
de Wilhelm Gengenbach au prix de 25 euros (port compris).*

*Chèque à l'ordre d'Acratie
(Acratie, l'Essart, 86310 La Bussière)*

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

**Léon
Trotsky :**

**Deux
et pas même un ?**

(1930)

Le XVI^e Congrès du Parti communiste de l'URSS se tient du 28 juin au 3 juillet 1930. Le précédent, le XV^e, tenu en décembre 1927, a exclu les membres de l'Opposition unifiée, copieusement insultés au cours de son déroulement.

Le XVI^e est le premier congrès monolithique. Il s'ouvre sur un cérémonial parareligieux : quinze salutations de délégués de travailleurs, paysans, soldats et marins, qui hurlent des slogans enthousiastes : *"Vive notre Guide, l'élève de Lénine, le camarade Staline ! Vive notre Guide aimé, le camarade Staline !"* Staline annonce que "le trotskysme" est liquidé.

Trotsky remarque à ce propos une discordance entre deux reproductions du discours de Vassili Blücher, ancien commandant de division de l'Armée rouge de la guerre civile, en particulier en Extrême-Orient.

C'est sur cette discordance et sa signification qu'est construit ce petit article inédit en français.

Lorsqu'il organise la liquidation d'un premier groupe de chefs de l'Armée rouge (Toukhatchevski, Iakir, Ouborevitch, Kork, etc.) en juin 1937, Staline inclut Blücher dans le collège militaire chargé de condamner à mort ces anciens chefs de l'Armée rouge, accusés de complot avec l'état-major de l'Allemagne nazie sous la direction de Trotsky, et tous fusillés.

Mais le même sort allait frapper Blücher. Arrêté le 22 octobre 1938 à Sotchi, dans la villa même du commissaire du peuple à la Défense, Vorochilov, bras droit et complice de Staline, il est si sauvagement torturé qu'il meurt sous les coups dix-huit jours après son incarcération

sans avoir signé aucun document ni contre lui-même ni contre d'autres.



De gauche à droite et de bas en haut : Toukhatchevski, Vorochilov, Iegorov, Boudionny et Blücher.

Les limites de la vraisemblance

L'UNE des premières sessions du 16^e Congrès du parti a été saluée par le commandant de l'armée d'Extrême-Orient, Blücher. Le fait n'a en soi aucune signification politique et mériterait à peine d'être mentionné. Et il n'a non plus aucune signification pour le parti : si Blücher, en tant que soldat, est très inférieur à Boudionny (1), au sein du parti, il lui est très peu supérieur. En outre, le discours de salut de Blücher a été préparé par Vorochilov (2), et, par conséquent, mal préparé. L'esprit du laquais qui s'aligne sur ordre le pénètre de bout en bout. Le discours a vanté les louanges de Staline, fait des salutations ardentes pour Vorochilov, ainsi qu'un certain nombre de piques dirigées contre la droite, à laquelle Blücher n'avait fait attention que la veille. Tout est en ordre. Il y avait aussi un aveu intéressant : *"Dans la période entre le 15^e et le 16^e Congrès, notre parti et nos jeunes dans l'armée ont mené une lutte couronnée de succès contre le trotskysme."* Le 15^e Congrès, on l'a dit à l'époque, a finalement mené la lutte contre le trotskysme et l'a complètement liquidé. Et maintenant, on apprend de Blücher qu'une "lutte couronnée de succès contre le trotskysme" a été menée dans l'armée pendant deux ans et demi, entre les 15^e et 16^e Congrès. On peut supposer qu'au 17^e Congrès on trouvera pas mal d'éléments valables sur le cours ultérieur de cette lutte, qui n'est pas plus tôt terminée qu'elle recommence aussitôt. Le temps nous le dira.

Mais nous nous sommes arrêtés au discours de Blücher, non pour ce qu'il avoue, ou pour son ton général, qu'on peut résumer par les mots : *"A votre service."* Dans ce discours, ou au moins dans les comptes rendus qui en sont faits, il y a un point d'une grande signification — un point qui ne caractérise pas Blücher, mais ce qui est en train de se faire dans le parti et avec lui. Selon le compte rendu de la

Pravda (28 juin 1930), Blücher a déclaré : *"Nous, combattants de l'Armée rouge, pouvons fièrement vous rendre compte que, pendant ces batailles, nous n'avons pas eu une seule défection, un seul déserteur passé à l'ennemi. L'armée a manifesté un grand dévouement politique et de classe à la construction socialiste."* Tout révolutionnaire ne peut que saluer cette information. Malheureusement, cependant, il existe une seconde version, qui sape notre confiance dans tout le compte rendu. Le journal *Rabotchi*, le quotidien du comité central du PC biélorusse, donne comme suit cette citation de Blücher :

"Nous pouvons fièrement vous rendre compte que nous n'avons pas eu de défections ni un seul déserteur vers le camp de notre ennemi. Nous avons seulement deux taches honteuses, tristes : deux recrues qualifiées qui avaient servi pendant neuf mois sont passées à l'ennemi. Tous deux se sont révélés trotskystes."

Les mots soulignés ne figurent pas dans le compte rendu de la *Pravda*. Blücher les a-t-il prononcés ou non ? S'il nous faut en juger par le texte, nous devons conclure que ces mots ont été arbitrairement et de façon incongrue insérés dans le rapport après qu'il a été fait, ce qui a donné une évidente absurdité. Il dit d'abord qu'il n'y a pas eu "un seul déserteur", puis on dit qu'il y en a eu deux. De toute évidence, il manque quelque chose. S'il n'y en a pas eu un seul, d'où viennent

(1) Semion Boudionny (1883-1973), commandant de la première division de cavalerie rouge pendant la guerre civile, partisan de Staline et maréchal de l'Union soviétique.

(2) Kliment Vorochilov (1881-1969) commande la 5^e armée ukrainienne sur le front de Tsaritsyne pendant la guerre civile. Partisan de Staline, membre du comité central du Parti communiste à partir de 1921, de 1926 à 1960 membre du bureau politique. De 1925 à 1940, commissaire du peuple à la Défense, puis de 1946 à 1953, vice-président du Conseil des ministres. A partir de 1960, membre du présidium du Soviet suprême de l'URSS.

les deux ? Et s'il y a eu réellement deux déserteurs, comment peut-on dire qu'il n'y en a pas eu un seul ? Supposons pourtant que Blücher ait été inconséquent ; dans son discours, il y a malheureusement plus d'ardeur que de raison. Mais alors, pourquoi la *Pravda* ne rend-elle pas compte de l'information sur les deux déserteurs ? Pourquoi la *Pravda* a-t-elle caché les intrigues contre-révolutionnaires des "trotskystes" ? Si la *Pravda* n'a rien caché, si Blücher n'a pas dit cela, alors, comment se fait-il que cela paraisse le même jour dans *Rabotchi* de Minsk ?

Nous savons très bien comment est préparée toute l'information concernant le congrès. Pas une seule ligne ne quitte les confins du congrès sans un visa de la commission spéciale. Cela signifie que l'histoire sur les déserteurs trotskystes ne pouvait pas être inventée à Minsk. Elle devait être envoyée de Moscou avec le sceau de la commission du congrès. Mais alors, pourquoi ces lignes sont-elles omises dans la *Pravda* ? Telle est la première question.

Mais il y en a une deuxième. Deux recrues qualifiées "sont passées à l'ennemi", nous dit Blücher ou quelqu'un qui l'incarne. "*Tous deux se sont révélés trotskystes.*" Ces mots ont été imprimés en gros caractères dans le journal de Minsk. Naturellement ! Mais cela est dénué de sens. Entre le 15^e et le 16^e Congrès, selon Blücher, l'armée a été complètement purgée des résidus du trotskysme. Pourquoi ne l'a-t-elle pas été de ces deux également ?

Evidemment, ils n'étaient pas connus jusqu'au moment de leur fuite. Comment Blücher a-t-il découvert qu'ils étaient "trotskystes" après leur fuite ? "*Tous deux se sont révélés trotskystes.*" Qu'est-ce que ça veut dire, "révélés" ? Comment, de quelle façon ? L'eau est trouble, si trouble qu'elle semble stagnante. Et il se pourrait que quelqu'un y soit tombé.

Finalement, il y a une troisième question. Pourquoi les "trotskystes" doivent-ils fuir dans le camp de la contre-révolution chinoise ? Tchang Kai-chek est à sa tête. Il n'a jamais été notre allié. Il était l'allié de Staline. Il est venu négocier avec Staline. Une semaine avant le coup sanglant de Tchang Kai-chek en avril 1927, Staline, dans la Salle des colonnes, s'est porté ga-

rant de la loyauté de Tchang Kai-chek. Le parti de Tchang Kai-chek appartenait à l'Internationale communiste avec voix consultative. L'Opposition a combattu cela avec intransigeance. Staline et Rykov (3) échangeaient des photographies avec Tchang Kai-chek. Trotsky a reçu d'un bureau de l'Internationale communiste un portrait de Tchang Kai-chek avec une demande d'envoyer le sien en échange. Trotsky a refusé et renvoyé le portrait. Staline enseignait que le Kouomin-tang de Tchang Kai-chek était un substitut pour les soviets. L'Opposition a dénoncé l'alliance entre Staline et Tchang Kai-chek comme une trahison de la révolution. Pourquoi donc les "trotskystes" devraient-ils fuir dans le camp de Tchang Kai-chek ? Ne vaudrait-il pas mieux, mes bons messieurs, vous tenir cois là-dessus ?

Nous ne savons pas qui est tombé dans cette crise de racontars : Blücher ou celui qui a publié son discours, ou les deux. Mais il est clair que quelqu'un ici a dépassé les limites de la vraisemblance. **C'est pourquoi la *Pravda* a refusé de l'imprimer.**

On a décidé, et non sans raison, que c'était trop stupide. Mais en même temps, la commission du congrès hésitait : peut-être quelqu'un y trouverait de l'intérêt ; vraiment, un morceau si séduisant. D'un côté, pas un seul déserteur, de l'autre, pas un, mais deux "trotskystes", et, mieux encore, révélant un lien direct entre l'Opposition et Tchang Kai-chek. Dommage : on l'a fait parvenir à Minsk.

Pour conclure, un coup d'œil sur la composition de la commission. Elle comprend l'ancien S-R Berdnikov, qui est prêt à tout ; l'ancien secrétaire de Staline, Nazaretian, qui a une réputation bien méritée ; l'ancien menchevik Popov, assistant de Berdnikov ; le chef cuisinier du bureau d'histoire du parti, Saveliey ; et l'ancien secrétaire de Staline, Tovstoukha. Cela devrait suffire.

Juillet 1930

(3) Alexis Rykov (1881-1938), bolchevik dès 1903, membre du comité central d'avril 1917 à son exclusion en 1929 comme "droitier", a dirigé la droite avec Boukharine et Tomski. Président du Conseil des commissaires du peuple de 1924 à 1930. Condamné à mort lors du troisième procès de Moscou.

**Jacqueline
Bois :**

**Une réunion
d'écrivains communistes
de langue allemande
en exil à Moscou
en 1936**

Les 4, 5, 7 et 8 septembre 1936, se réunissaient à Moscou, à huis clos, en quatre séances, les membres de la section allemande de l'Association des écrivains soviétiques. C'était une dizaine de jours après la fin du premier procès de Moscou, qui se termina par la condamnation à mort et l'exécution immédiate des seize accusés, dont les dirigeants bolcheviques Zinoviev et Kamenev.

Le procès-verbal sténographique intégral — à part deux rapports introductifs des Hongrois Sandor Barta (1897-1938) et Andor Gabor (1884-1953) — de ces séances a été publié en Allemagne en 1991 sous le titre *Die Säuberung* (édition Rowohlt, 583 pages), qui pourrait se traduire par "La purge" ou "L'épuration".



Walter Ulbricht, futur dirigeant de la RDA, prenant la parole lors d'un rassemblement national-socialiste à Berlin. De dos, à droite : Goebbels.

“La liquidation des nuisibles”

LE contenu de ce sur quoi ces intellectuels s'appesantissent est le plus souvent d'une mesquinerie et d'une petitesse ahurissantes, mais l'ensemble est fascinant.

Ce procès-verbal a été retrouvé dans les archives du Comintern et publié par les soins d'un chercheur allemand, Reinhard Müller, qui en assure la présentation et fournit aussi, avant le texte même du procès-verbal, des indications biographiques assez complètes sur chacun des participants à ces quatre séances.

Lucaks, Becher, Regler, Wolf et compagnie

Parmi ceux-ci, le plus connu en France est sans doute le philosophe et critique littéraire hongrois — mais écrivant en allemand — Georg Lukacs (1885-1971). La parution en traduction française en 1960 d'un ouvrage de 1923, *Histoire et conscience de classe*, qu'il avait ensuite renié comme étant révisionniste, avait à l'époque fait un certain bruit. Lors de la révolution hongroise de 1956, Lukacs a été ministre de l'Éducation et de la Culture du gouvernement Imre Nagy. Déporté en Roumanie après l'écrasement de la révolution, il est revenu en Hongrie en 1957.

Il faut citer aussi Johannes R. Becher (1891-1958), poète expressionniste, puis stalinien, ministre de la Culture en République démocratique allemande jusqu'à sa mort. Gustav Regler (1898-1963), journaliste et écrivain, entré au PC allemand en 1928, émigre en France lors de la prise du pouvoir par Hitler en 1933, fait un court séjour à Moscou en 1936, combat en Espagne dans les brigades internationales, est interné en France en 1939 au camp du Vernet, dont il peut s'échapper pour le Mexique. Sa passionnante autobiographie a paru en France en 1960 sous le titre *Le Glaive et le Fourreau* (titre allemand : *Das Ohr des Malchus*, 1958). Il y parle d'ailleurs de cette réunion moscovite de

septembre 1936, qui a sûrement contribué à son détachement progressif du stalinisme.

Citons encore Friedrich Wolf (1888-1953), médecin et auteur dramatique. Il entre au PC allemand en 1928. Deux pièces, *Cyankali* (qui dénonçait la législation allemande punissant l'avortement) et *Les Marins de Cattaro* (une révolte sur les navires autrichiens dans l'Adriatique pendant la guerre), écrites et jouées en 1929 et 1930, font de lui l'auteur dramatique le plus célèbre dans tout le monde ouvrier allemand. Il est le père d'un des plus importants cinéastes d'Allemagne de l'Est, Konrad Wolf, et de Markus Wolf, qui fut le chef des services secrets de la République démocratique allemande.

Quant à Alfred Kurella (1895-1975), il a fait une carrière de responsable communiste international, qui l'a amené entre autres à diriger l'école du parti auprès du comité central du PCF de 1924 à 1926, puis l'Internationale de la Jeunesse communiste, à servir en 1934 d'assistant au chef du Comintern, Dimitrov. Il n'est rentré de Moscou en Allemagne de l'Est qu'en 1954, pour y prendre de hautes fonctions culturelles et jouer en particulier, dans l'épuration qui a suivi la révolution hongroise, un rôle de grand inquisiteur.

Pour ce qui est de Willi Bredel (1901-1964), ancien ouvrier, il était devenu écrivain quasi officiel du régime stalinien.

Tous ces participants, ainsi que d'autres, sont sans doute moins connus ici et aujourd'hui que, par exemple, Lukacs, mais ils étaient alors des personnalités reconnues. Ils ont été convoqués pour s'expliquer sur leurs relations avec des camarades ou ex-camarades entre-temps démasqués comme “traîtres”, “conciliateurs”, “trotskystes”, arrêtés, pour certains déjà condamnés et même exécutés. Chacun s'explique tout à tour, souvent interrompu par les questions ou remarques des autres. Deux participants, le rapporteur hongrois Barta et l'Allemand Most, font particulièrement office de procureurs ou d'inquisiteurs. Ils seront tous les deux

victimes des purges staliniennes en 1938. Et ce n'est pas l'un des moindres paradoxes de la situation d'alors que les procureurs d'un jour soient les victimes du lendemain.

“Que faisais-tu donc ce jour-là ?”

Le thème essentiel est la nécessité de la “vigilance révolutionnaire”, chacun accusant les autres et s'accusant lui-même d'en avoir manqué. Mais comment pouvait-on prévoir que le militant exemplaire avec lequel on travaillait ou prenait un pot allait être le lendemain démasqué comme “trotskyste” ? D'autant plus que certains, arrêtés un jour, sont blanchis peu après, pour être à nouveau arrêtés parfois, mais pas toujours. C'est un climat de suspicion, de délation mutuelle, d'insécurité matérielle et morale... Georg Lukacs réclame “la liquidation des nuisibles”. Dans la succession des questions du genre : “*Que faisais-tu tel jour, à telle heure, à Prague avec untel ? Untel habitait-il chez tel autre ? Était-il homosexuel ? Était-il ivre ce soir-là ? Chez qui vous êtes vous réunis le soir de la saint Sylvestre ? etc.*”, il y a peu de place pour la politique proprement dite ou pour la littérature.

Notons cependant que certains avouent s'être interrogés sur la politique du PC allemand dans les années 1930 (l'ennemi numéro 1, c'était alors les “social-fascistes” du parti social-démocrate, et non les nazis) et sur la capitulation sans combat devant Hitler en 1933. La version officielle stalinienne est qu'il ne s'agit pas d'une défaite, mais cela n'empêche pas un certain nombre de participants d'avouer avoir été, au moins pour un temps, désorientés et démoralisés.

Un certain Hans Günther, liquidé lui aussi en 1938, confesse par exemple : “*J'étais persuadé que c'est là une défaite de la classe ouvrière et que l'autocritique du parti est nécessaire. Ce qui m'a indigné, c'est que nous ne devons pas parler d'une défaite du parti. Cela a suscité en moi certaines humeurs dépressives, que j'ai surmontées complètement en 3-4 jours avec l'aide des camarades Lukacs et Gabor.*”

Ils s'accusent aussi mutuellement de ne pas produire des œuvres littéraires valables et s'interrogent sur leur “crise de production”, l'expliquant par les conditions matérielles : logement à Moscou, multiplication des réunions et autres obligations politiques.

Un document saisissant de l'atmosphère

Dans l'ensemble, c'est un document absolument saisissant du climat, de l’*“atmosphère”*, comme ils disent tous, qui régnait alors parmi les intellectuels et artistes émigrés. Un document tant psychologique que sociologique et politique.

Les déclarations d'un nommé Gustav von Wangenheim (1895-1975), acteur et écrivain, qui durèrent plus de 3 heures et demie lors de la dernière des quatre séances, caricature de stalinisme zélé, atteignent à un comique que même le “procureur” Most reconnaît.

L'antisémitisme stalinien y apparaît aussi quand, par exemple, il est rapporté à propos de l'actrice Lotte Loebinger — femme de Herbert Wehner (1906-1990), alors dirigeant communiste, devenu ensuite un éminent dirigeant social-démocrate en République fédérale allemande — qu'untel aurait dit : “*Elle ne peut pas jouer à Berlin, parce qu'elle est communiste, et à Moscou non plus, parce qu'elle est Juive.*”

“Ce serait normal qu'on m'arrête”

Le dernier à passer sur la sellette, un certain Peter Kast (1894-1959), veut-il être comique quand il dit : “*Lorsque, le premier soir, on a lu la liste des traîtres et des simulateurs, et qu'ensuite on a appris aussi quels personnages ont sévi par ici ces trois dernières années, j'ai eu, pour être honnête, l'impression que ce serait normal qu'on m'arrête, moi et tous les autres Allemands qui vivent à Moscou*” ? Interruption du camarade Most : “*Ça ne sera quand même pas nécessaire.*”

Jacqueline Bois

**Vadim
Rogovine :**

**La débolchevisation
du Parti communiste
par Staline**

Le texte reproduit ci-après est extrait du dernier volume de l'œuvre de Vadim Rogovine, *La Fin signifie le début*. Vadim Rogovine y examine les transformations radicales produites dans le Parti communiste de l'URSS par les trois années de terreur et le développement très rapide des privilèges de la nomenklatura.



“Le parti de Lénine assassiné” (caricature du journal hollandais *De Fakkel*).

Sous les mensonges de la propagande officielle

A la fin des années 1930 et au début des années 1940, en concentrant de plus en plus le pouvoir et en l'éloignant totalement des principes léninistes sur la façon de diriger le parti, Staline a jugé possible de ne plus tenir les réunions régulières du bureau politique et a transmis la résolution de nombreuses questions politiques à ses proches satrapes. En février 1941, il a déclaré au bureau politique : *"Ainsi, nous n'avons pas réuni le bureau politique depuis 4-5 mois. Jdanov, Malenkov et les autres ont préparé avec les camarades compétents toutes les questions à l'ordre du jour des quelques réunions, et la direction du parti ne s'en est pas trouvée diminuée, mais augmentée"* (1).

Dans les années d'avant-guerre, Staline a sévi contre les membres indésirables du comité central différemment des années de la Grande Terreur. Après 1938, les arrestations et les massacres n'ont atteint que certains membres et suppléants du comité central. Beaucoup d'entre eux ont été soumis à un discrédit public et à des sanctions sous forme de mesures organisationnelles (diverses sanctions officielles).

Lors de la XVIII^e Conférence du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), en février 1941, une résolution en dix points a été adoptée sur *"le renouvellement des organes centraux du PCUS"*. Cette résolution signale de fréquentes dégradations de la hiérarchie supérieure du parti, ainsi que des blâmes aux cadres qui quittent leur poste. Quatre

membres du comité central ont été exclus et deux ont été rétrogradés au statut de suppléant. Quinze suppléants au comité central en ont été exclus, comme *"n'assurant pas la réalisation de leurs tâches"*. Six commissaires du peuple *"qui travaillaient mal"* se sont vu notifier que *"s'ils ne se corrigeaient pas, ils ne pourraient exécuter les missions du parti et du gouvernement, et seraient exclus de la direction des organes du parti et révoqués"* (2). En définitive, les militaires, Joukov, Zaporozjets, Tioulenev, Kirponos, Ioumachev, Apanasenko..., ont occupé les places libérées au sein du comité central.

Avant la guerre, Staline a encouragé les adhésions massives dans le parti. En 1939, plus d'un million de personnes ont été admises comme membres stagiaires du PCUS (3) (au début de l'année 1937, le parti comptait environ 2 millions de membres et de stagiaires). Ainsi, s'est définitivement achevé le processus de transformation du parti léniniste en parti stalinien.

Les carnets de Vernadski contiennent de nombreuses appréciations peu flatteuses sur les qualités morales des "recrues" de la fin des années 1930. Ainsi, en 1941, il rédige les notes suivantes : *"26 avril — La désorganisation arrive, il n'y a que des voleurs dans le parti et ils ne pensent qu'à la façon de gagner"*

(1) *Istotchnik*, 1997, n° 5, p. 114.

(2) *Rezoliiovtsii XVIII Konferentsii VKP(b)*, Moscou, 1941, pp. 21-22.

(3) Dmitri Volkogonov, *Staline*, tome 2, p. 10.

plus... 17 mai — *Il y a un affaiblissement intellectuel de la direction communiste. Les actions du pouvoir sont absurdes. Les escrocs et les voleurs se faufilent dans le parti.*” Vernadski relie la corruption croissante d’une part significative des communistes à la forte baisse du niveau intellectuel et moral du parti et au “dépeuplement” dû aux répressions massives, qui ont frappé les meilleurs militants du parti. Il voit dans ces processus conjoints, d’une part, la cause principale de l’échec du pouvoir, et, d’autre part, le changement radical de l’idéologie du parti (4).

Evidemment, Vernadski n’était pas un communiste-léniniste convaincu. Mais, plus intelligent et honnête que les “démocrates” contemporains, qui ne voient aucune différence essentielle entre le léninisme et le stalinisme, il remarque, lui, que le plus profond des abîmes sépare Lénine de Staline, le parti léniniste du parti stalinien. Le 12 juin 1941, il note dans son journal une remarque curieuse : *“Beaucoup de choses auraient été différentes s’il (Lénine) avait été en vie, il n’y aurait pas eu d’interruption brusque... Les dix-sept années qui se sont écoulées depuis sa mort n’ont pas apporté un développement aussi important que ce qu’il aurait pu être.”*

Il est naturel que les “recrues de 1937” qui se ruiaient sur le pouvoir et les privilèges ignoraient ce type de pensée. Se sentant entièrement redevables à Staline de la progression fulgurante de leur statut social, et donc de leur bien-être matériel, ils éprouaient à son égard un sentiment sincère de servilité et d’obséquiosité. De telles dispositions prédominaient non seulement au sein de l’appareil du parti-Etat, mais aussi parmi les membres de l’intelligentsia proches du chef. Le compositeur T. Khrennikov racontait au début des années 1990 : *“J’ai été membre du Comité des prix Staline. Nous avons tous accès à lui comme à un dieu. Il était pour moi un dieu absolu. Bien sûr, il y avait alors des gens qui pensaient autrement, mais je n’en connaissais pas... Quand Staline est mort, tout le monde a pensé que la fin du monde était arrivée”* (5).

Les mots “tous”-“tout” répétés deux fois attirent notre attention. Si Khrennikov parle de “tous” les membres du Comité des prix Staline ou de “tous ceux qui avaient accès à Staline”, ces mots, sans aucun doute, renvoient à une réalité confirmée par d’autres souvenirs des membres de ce clan étriqué. Si, sous ce terme “tous”, il a en vue une large couche de la population, ces mots ne reflètent qu’un éloignement extrême entre cette clique et la population, qui vivait dans un tout autre état d’esprit.

Vernadski, dans ses carnets des années 1939-1941, mentionne à plusieurs reprises la différence croissante entre la réalité et le “bien-être” officiel, écart qui provoque un fort mécontentement dans la population :

« Le 8 janvier 1940 — Je pense qu’une grande effervescence voilée d’idées émerge de la forte contradiction qui existe entre la réalité et l’exposé officiel de la situation.

Le 12 janvier — C’est le chaos total ; la panique avec toutes ses conséquences peut facilement émerger... Le mécontentement s’accroît et il peut être terrible... Pourtant, comme par moquerie, la propagande martèle le “bonheur” que nous apporte notre vie.

Le 10 septembre — On a l’impression que le mécontentement est extraordinairement étouffé par les dirigeants... Les tentatives pour accroître la discipline sont liées à la compréhension que la réalité ne reflète pas le bonheur dont parlent les valets officiels.

Le 17 mai 1941 — Terrible progression du mécontentement toujours étouffé. L’amour de Staline est une fiction à laquelle personne ne croit. »

En étudiant les comptes rendus de la XVIII^e Conférence du PCUS, Vernadski écrit le 20 février 1941 : *“Les journaux sont remplis de bavardages sans intérêt (...), sans aucune parole vivante. La pauvreté et l’absence de pensée vivante et de talent des orateurs bolcheviques sont frappantes. Leur force d’esprit a fortement diminué. C’est un ramassis de*

(4) *Nezavissimaia Gazieta*, 1992, 9 juin.

(5) *Megapolis-express*, 1991, n° 19, p. 9.

fonctionnaires qui ont peur de dire la vérité. C'est le signe de l'immense affaïssement de leur niveau intellectuel et moral par rapport à la force réelle de la nation" (6).

L'impossibilité de dire la vérité sur les faits et les événements qui crevaient littéralement les yeux tourmentait les meilleurs écrivains soviétiques. Selon un "informateur" au NKVD, Zochtchenko a déclaré en 1940 : *"Je ne sais absolument pas ce que je dois et ce que je peux écrire, on ne laisse pas passer ce qui est écrit sur un ton tranchant et il m'est difficile d'écrire simplement. Je vois des accrocs continus partout... Les ouvriers et les employés ne s'intéressent pas à leur travail, et ils ne peuvent pas s'y intéresser, parce que, pour les y intéresser, il faudrait leur payer des salaires leur permettant de subsister et non les assigner à un travail... L'impression générale, c'est que le cerveau de toutes les administrations a dégénéré, tout comme on a retiré celui de la majorité des bons cadres dirigeants, sans qu'il y en ait de nouveaux" (7).*

Trotsky a attentivement examiné les contradictions notées par les grands savants soviétiques et les meilleurs écrivains soviétiques entre la réalité misérable ressentie par les gens dans leur vie de tous les jours et les mensonges de la propagande officielle. Il a souligné que, dans le régime de bureaucratie bonapartiste qui est établi en URSS, *"n'est pas seulement criminel ce qui créé une inégalité croissante dans tous les domaines de la vie, mais également ce qui rabaisse l'activité intellectuelle du pays au niveau des crétiens déchaînés du Guépéou" (8).*

Considérant le mensonge comme un trait caractéristique de l'idéologie et de la propagande de la bureaucratie stalinienne, Trotsky, dans l'un de ses derniers articles, *"Les staliniens au travail"*, a souligné que la caste dirigeante était contrainte à ce mensonge par sa situation objective.

Elle *"doit systématiquement mentir, porter un masque, attribuer à ceux qui la critiquent et à ses ennemis des motivations directement contraires à celles qui les animent réellement. Le Kremlin*

stigmatise immédiatement comme partisans de la restauration du capitalisme tous ceux qui défendent la cause des travailleurs contre l'oligarchie. Ce mensonge standardisé n'est pas fortuit : il résulte de la situation objective de cette caste, qui incarne la réaction maudissant la révolution" (9).

Trotsky a, à partir de là, démontré l'incapacité de l'oligarchie stalinienne à justifier sa dictature et ses privilèges croissants par un quelconque argument rationnel et convaincant.

« L'absolutisme de Staline, sur le plan de l'idéologie, ne s'appuie ni sur le pouvoir traditionnel de la "grâce divine" ni sur le caractère "sacré" et "inviolable" de la propriété privée, mais sur l'idée d'égalité du communisme. Il est vrai que les staliniens reportent cette égalité à un avenir lointain et indéterminé, mais ils ne peuvent, pour se justifier, invoquer le caractère "transitoire" de leur régime, parce que la principale question sociale en URSS ne consiste pas à savoir pourquoi l'égalité ne se réalise pas complètement, mais pourquoi l'inégalité s'accroît sans cesse. C'est ce qui explique la tyrannie étouffante, la soumission universelle aux "chefs", l'hypocrisie universelle... et le rôle gigantesque du Guépéou comme instrument de l'Etat totalitaire » (10).

Trotsky souligne : *« Nos différends avec la direction du prétendu Parti communiste d'URSS ont depuis longtemps cessé de porter un caractère théorique. L'affaire ne porte nullement aujourd'hui sur "la ligne marxiste-léniniste". Nous accusons la couche dirigeante de se transformer en une nouvelle aristocratie, qui étouffe et pille les masses populaires. La bureaucratie répond en nous accusant d'être des agents d'Hitler (c'est ce qu'elle disait hier) ou d'être des agents de Chamberlain et de Wall Street (c'est l'accusation que l'on nous porte aujourd'hui). Tout cela n'a pas grand-chose à*

(6) *Nezavissimaia Gazieta*, 1992, 9 juin.

(7) *Literatourny Front*, Moscou, 1994, p. 217.

(8) Léon Trotsky, *Vzachtitou marksizma*, Cambridge MA, Etats-Unis, 1995, p. 109.

(9) *Arkhiv Trotskogo*, n° 4888.

(10) *Ibidem*.

voir avec des différends théoriques entre marxistes » (11).

Bien que le marxisme (bolchevisme, communisme) soit resté formellement en URSS la doctrine idéologique unique de l'Etat, les idées marxistes, qui contredisaient de façon brutale le régime totalitaire qui se consolidait dans le pays, étaient de plus en plus rarement perçues comme quelque chose de vivant et d'actuel. Même parmi les communistes, cela entraînait la dévalorisation des notions mêmes de "convictions idéologiques" et "d'idéaux" comme valeur morale supérieure, dévalorisation que l'on perçoit dans les années 1920 dans la population et parmi les intellectuels honnêtes et sans parti. "Je vois très rarement des communistes convaincus, écrit Vernadski dans son journal, le 3 janvier 1939. Les éléments d'idée et de croyance ont disparu dans l'œuvre vivante. Les idéaux communistes sont morts. La population, au fond, est indifférente au communisme" (12).

Les dirigeants fascistes ont noté avec satisfaction la "débolchevisation" du parti et du pays. "Le bolchevisme rejette progressivement ce qui est en lui bolchevik", note Goebbels dans son journal, le 16 août 1940 (13). "En ce moment, l'internationalisme est relégué en Russie au second plan", dit Hitler lors d'un discours dans une réunion secrète de militaires gradés de la Wehrmacht (14).

Bien sûr, avant et pendant la guerre, pas mal de gens honnêtes, dévoués, courageux, et qui ne voyaient nullement dans ce geste le moyen de faire carrière et fortune, ont adhéré au parti. Mais, en général, leur choix n'était pas motivé fondamentalement par des raisons liées au communisme. « La soumission au pouvoir total du parti, se souvient Kopelev, n'annihilait pas seulement les idées et les pensées des membres fidèles du parti, mais, en fin de compte, entraînait

la disparition même du parti. Le reste de ses forces vives fut détruit en 1938-1939. Les bases de son idéologie ont été détruites durant la période suivante. Quand, dans les années de guerre, mes amis, mes camarades et moi-même sommes entrés au parti, cela se faisait pour nous dans un élan émotionnel et patriotique, et moins par choix idéologique. Quasiment aucun d'entre nous ne pensait au programme, aux idéaux, aux principes marxistes. Et nous n'avons pas été ébranlés ni affligés quand à la place de L'Internationale a résonné un nouvel hymne d'Etat, imitation sans talent des chœurs d'Eglise. La devise "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" a été remplacée par la formule incantatoire "A mort les occupants allemands !". Le Comintern, l'Internationale des Jeunesses communistes et le Secours rouge ont été dissous aussi facilement et simplement que jusqu'alors on avait liquidé la Société des anciens déportés politiques, l'Union des espérantistes, la République des Allemands de la région de la Volga » (15).

Pourtant, l'idéologie du stalinisme de la maturité et les ambitions de grande puissance qui le caractérisaient n'ont pas infecté si facilement la conscience des gens ordinaires. "Elles n'ont pas pénétré l'âme très profondément, elles ne se sont pas enracinées, et plus tard elles sont facilement tombées en désuétude. Les idées encore vivantes dans la jeunesse de l'égalité entre les peuples, ces idées tant méditées, connues et spontanées, enracinées dans le subconscient et dans la conception du monde des individus, s'y sont opposées" (16).

(11) Bioubten *Oppositsii*, 1940, n° 82-83, p. 8.

(12) *Nezavissimaia Gazieta*, 1992, 9 juin.

(13) *Otkrovienu i Priznania*, p. 220.

(14) *Ibidem*, p. 201.

(15) L. Kopelev, *Isotvoril siébie Kourvira*, An Arbor, Etats-Unis, 1978, p. 221.

(16) *Ibidem*, p. 46.

**Jean-Jacques
Marie :**

**Bouvier-Ajam,
du corporatisme
pétainiste
au stalinisme**

Le corporatisme est une doctrine issue tout droit du catholicisme dit social. Il a été mis en œuvre sous des formes très voisines dans l'Italie de Mussolini et le Portugal de Salazar, toujours avec les mêmes instruments (syndicat unique et parti unique) et avec le soutien affiché du clergé catholique.

Le régime du maréchal Pétain reprit le système à son compte. Par décret du 16 août 1940, le gouvernement Pétain dissolvait toutes les organisations syndicales (ainsi que les organisations patronales, pour instaurer un équilibre trompeur). Un peu plus d'un an plus tard, par une loi du 4 octobre 1941, il promulguait la Charte du travail, à l'élaboration de laquelle avaient pris part d'anciens dirigeants syndicaux (Belin, Dumoulin) et des "intellectuels" comme Bouvier-Ajam. La Charte affirmait comme objectif la volonté d'établir des relations harmonieuses entre patrons, ouvriers, techniciens et artisans, afin d'atteindre le but suprême : la paix sociale... par la subordination totale des intérêts des ouvriers à ceux des patrons. Le titre I affirmait cinq principes, dont "*le respect de l'autorité des employeurs*" et "*l'interdiction de la grève et du lock-out*"; son titre III instituait un syndicat unique par profession.

L'ancien secrétaire de la CGT, Belin, fut le grand artisan de la Charte, dont l'un des propagandistes les plus acharnés fut l'ancien syndicaliste révolutionnaire Hubert Lagardelle, converti au corporatisme après un long séjour dans l'Italie fasciste. Ce dernier insista en particulier sur le caractère obligatoire du syndicat unique.

La Libération renvoya dans leurs foyers Belin, Dumoulin, Lagardelle, comme l'ancien secrétaire de la SFIO, Paul Faure, un moment ministre d'Etat. En revanche, le jeune et discret Bouvier-Ajam, qui participa à l'élaboration de la Charte du travail et dirigea un Institut d'études corporatives chargé de mettre en œuvre le corporatisme à la française, poursuivit une carrière aux marges de l'appareil du Parti communiste français et sous sa coupe, qui mérite un bref examen.

Un itinéraire significatif

CETTE note sur Bouvier-Ajam s'inspire en partie de la remarquable étude de Steven L. Kaplan, intitulée : *“Un creuset de l'expérience corporatiste sous Vichy : l'Institut d'études corporatives et sociales de M. Bouvier-Ajam”*, publiée dans un recueil constitué par ce même Steven L. Kaplan et P. Minard, sous le titre *La France, malade du corporatisme ?*, publié aux éditions Belin en 2004 (1). Cette étude, qui forme le chapitre XVII de l'ouvrage, retrace les débuts de la carrière de M. Bouvier-Ajam, nommé dès l'âge de vingt ans directeur de l'Institut d'études corporatives et sociales. Cet institut développe une vive activité sous Vichy, avant que Bouvier-Ajam, frappé une seconde fois par la grâce, passe au Parti communiste français et devienne un stalinien convaincu.

Le premier choc de la grâce avait été, après sa participation à l'émeute des ligues fascistes du 6 février 1934, son catholicisme fervent, conforté par son mariage avec une catholique tout aussi fervente, et qui, souligne Kaplan, ne pouvait que renforcer son adhésion au corporatisme.

De Maurice Duverger à Raymond Marcellin...

L'Institut d'études corporatives et sociales, fermé en 1939, fut rouvert dès 1940 sur l'insistance même du maréchal Pétain, qui écrivit à Bouvier-Ajam : *“Je savais l'œuvre hautement nationale ac-*

complie par l'institut avant la guerre.” Bouvier-Ajam explique en retour que son institut *“eut la joie de retrouver sa doctrine dans les principes énoncés au lendemain de la défaite par le maréchal Pétain”*, qualifié de *“Sauveur”* (2). Dès juin 1941, l'institut peut se réclamer officiellement du *“haut parrainage de Pétain”*. Steven L. Kaplan évoque la cérémonie qui propulse au sommet l'Institut d'études corporatives et sociales :

“Le 21 janvier 1942, anniversaire de l'exécution de Louis XVI, un auditoire de plus de 2 000 personnes écouta Georges Lamirand, secrétaire général à la Jeunesse — intendant de l'avenir — célébrer l'inauguration du nouvel IECHS. Bouvier-Ajam s'entoura d'une pléiade d'éminents personnages, dont deux rejetons de la famille La Tour du Pin, le duc de Lévi-Mirepoix, historien et futur académicien, et Sacha Guitry (...). Parmi les enseignants et les collaborateurs aux périodiques et autres publications de l'IEHCS, entre autres, on trouvait des professeurs aussi distingués que l'économiste François Perroux, le juriste Maurice Duverger, scrupuleux exégète des mesures autoritaires antisémites de Vichy, mieux connu en tant que journaliste du centre-gauche, qui collabora au Monde après la guerre, et un jeune espoir des milieux politiques et administratifs, qui allait détenir un portefeuille ministériel de second plan sous la IV^e

(1) Steven L. Kaplan, Philippe Minard (éd.), *La France, malade du corporatisme ?*, Belin, 2004.

(2) *Ibidem*, p. 432.

République avant d'être plusieurs fois ministre, notamment de l'Intérieur, en 1968, sous le général de Gaulle, Raymond Marcellin" (3).

On y trouve aussi Georges Lefranc, auteur de plusieurs ouvrages.

La pensée chrétienne à la source du corporatisme

Dans une étude sur "*Le corporatisme en France*", publiée en 1938 dans un recueil intitulé *Le Corporatisme* (4), et qui réunit des textes de Marcel Déat, François Perroux et quelques autres personnages bien oubliés, Maurice Bouvier-Ajam cite quelques ancêtres de la pensée corporatiste, dont "*le comte de Chambord, La Tour du Pin, Albert de Mun, (...) le cardinal Maurin, le général de Castelnau*" (p. 159).

Il cite ensuite comme régimes corporatistes "*l'hittérisme et le fascisme italien*" (p. 160), évoque "*les jours florissants des corporations*" (sous l'Ancien Régime) et affirme : "*La pensée corporatiste fut stimulée par une meilleure connaissance de l'organisation corporative de la France d'Ancien Régime.*"

Il souligne que "*la pensée chrétienne en fut le ciment moral*" (p. 160).

Il définit l'un des aspects centraux du corporatisme en termes simples : "*N'apparaît-il pas, en vérité, que l'intérêt commun nié par la loi Le Chapelier (5) est plus évident entre un patron et un ouvrier d'une même industrie qu'entre deux ouvriers de professions très différentes ?*" (p. 164).

Le corporatisme contre la lutte des classes et contre le syndicalisme

A quoi aboutit le corporatisme ? "*Le premier rôle de la corporation est de*

créer à côté du capital financier un véritable capital-travail" (p. 165). Mais surtout, insiste-t-il, "*le grand avantage social du corporatisme, selon ses propagandistes, est qu'il met fin à la lutte des classes en supprimant jusqu'à la notion de classe*" (p. 166).

Bouvier-Ajam pose néanmoins un problème délicat : "*Une question plus grave se pose : le syndicalisme instauré par la loi de 1884, encouragé par la loi de 1920, arrivant à son apogée avec les accords de 1936, permettra-t-il au corporatisme de se réaliser un jour ? On ne peut guère proposer une réponse*" (p. 170). Il voit certes un élément encourageant : "*Ce qu'il faut noter en tout cas, c'est la floraison de syndicats et associations ouvrières, notamment, qui, en face des organismes révolutionnaires, affichent un programme corporatif. Que ce soit la Confédération des syndicats chrétiens ou celle des syndicats professionnels*" (p. 170).

Le régime de Pétain réglera le problème en dissolvant les syndicats et en nommant l'ancien secrétaire de la CGT, Belin, ministre du Travail.

Maurice Bouvier-Ajam, nommé directeur de l'Institut d'études corporatives, participe activement à la rédaction de la Charte du travail avec le futur ministre de l'Intérieur gaulliste, Raymond Marcellin. Les deux hommes écrivent au lendemain de l'adoption du texte : "*La Charte déclare dans son préambule qu'elle servira de base à la création des futures corporations, qui restent le seul grand espoir de l'avenir français.*" Son institut lance un appel : "*Ouvriers français ! Groupez-vous par métiers et non pas par classe. C'est le métier qui nous fait solidaires et pas la classe*" (6).

Bouvier-Ajam se lie étroitement avec l'ultra-collaborationniste Marcel Déat et

(3) *Ibidem*, pp. 432-433.

(4) *Le Corporatisme*, librairie du Recueil Sirey, Paris, 1938.

(5) Loi du 14 juin 1791 interdisant les coalitions, dont celles des ouvriers.

(6) Kaplan-Minard, *op. cit.*, p. 453.

fait plusieurs voyages en Allemagne. L'une de ces missions vise explicitement à *"diriger l'éducation sociale des travailleurs en Allemagne"*. Il rend aussi de si fréquentes visites à l'ambassade d'Allemagne (où il est bien reçu) qu'il apparaîtrait à Vichy même un peu trop pro-Allemand !

Les milieux pétainistes sont ravagés de divisions intestines et de querelles, qui dissimulent de féroces appétits matériels sous des apparences idéologiques. Les adversaires de Bouvier-Ajam font contrôler les finances de son institut. Il se voit reprocher des remboursements de repas sans aucune note justificative, ainsi que celui de son tabac et d'autres articles d'usage social et corporatiste peu évident. Il s'était fait attribuer en plus une voiture coûteuse et un chauffeur, privilèges rares en ces temps de pénurie.

La grâce stalinienne frappe...

Peu après la Libération, en septembre 1944, il est arrêté, emprisonné. Il reste en prison sept mois. Il est jugé avec son compère Raymond Marcellin, qui explique benoîtement que, sous Pétain, il a limité son action à défendre et propager *"la doctrine sociale des encycliques des papes"*. On veut bien le croire ! Bouvier-Ajam, lui, prétend qu'il n'était pas *"dans la ligne du gouvernement de M. Pétain"* (qui subventionnait donc son institut par aveuglement ou générosité !), qu'il a d'ailleurs critiqué la Charte du travail (dont il était l'un des rédacteurs !) pour sa dimension *"antisyndicale et autoritaire"*, et enfin qu'en ce qui concerne l'institut qu'il présidait, *"il a toujours maintenu sa totale indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics et les divers organismes créés par Vichy pour soutenir et défendre sa politique sociale"* (7). Un vrai résistant tapi dans l'ombre, ce Bouvier-Ajam !

D'ailleurs, son ancienne maîtresse vient témoigner d'actes de résistance de Bouvier-Ajam passés inaperçus de tout

le monde. Mais c'est bien connu, la plupart des collabos, même les plus acharnés, n'étaient en fait que des résistants masqués. Et Bouvier Ajam est acquitté. La cour affirme, *"contre toute vraisemblance"*, souligne Steven L. Kaplan, qu'il avait su garder *"son esprit critique vis-à-vis de Vichy"* et qu'il avait *"développé son activité sur le plan strictement professionnel et scientifique"*. Certes, ses nombreux voyages de propagande en Allemagne (où il contrôla sans doute soigneusement son esprit critique) et certains de ses écrits furent *"regrettables du point de vue national"* (8).

Qu'en termes galants ces choses-là sont dites ! Seule sanction prise contre Bouvier-Ajam, le ministre de l'Éducation nationale lui interdit de se présenter à l'agrégation. Ce n'est pas cher payé.

Je ne sais ce qu'est devenue la première femme, catholique convaincue, de Bouvier-Ajam. Divorce-t-il ? Toujours est-il qu'au début de 1946, il épouse une militante du Parti communiste français, plus âgée que lui de huit ans, Yolande Morin, et adhère au Parti communiste français, qui le reçoit fort aimablement dans ses rangs. Steven Kaplan est stupéfait :

"Dévoué aux valeurs chrétiennes et au mouvement encycliste, il avait toujours infatigablement condamné le matérialisme. Allergique à l'étatisme, il s'était élevé à de multiples reprises contre les résultats despotiques des expériences socialistes. Par-dessus tout, il révélait une authentique horreur de la lutte des classes, qu'il considérait comme tragique (car destructrice et sanglante) et évitable (grâce à la bonne doctrine et à l'organisation sociale appropriée). Aux ouvriers tout comme aux intellectuels, il ne cessa de répéter le message que la paix sociale fondée sur les principes d'équité et de raison au sein d'une structure de hiérarchie et d'ordre était à portée de main" (9).

(7) *Ibidem*, p. 481.

(8) *Ibidem*, p. 463.

(9) *Ibidem*, p. 464.

A quoi sert-il ?

Steven Kaplan ne se pose pas, en revanche, la question suivante : pourquoi, alors même qu'ils dénoncent hystériquement les trotskystes, qualifiés par leurs soins d' "hitléro-trotskystes", les dirigeants du Parti communiste français accueillent-ils cet ancien collaborateur et lui confient-ils des responsabilités (certes limitées, mais voyantes) ? On ne peut que lier cette décision à la politique que mène alors le Parti communiste : il multiplie les appels à la reconstruction économique dans le cadre du maintien de la propriété privée des moyens de production, et, dans ce cadre, invite les ouvriers à "produire d'abord" et à cesser de faire grève contre leurs employeurs. Staline l'exige pour les besoins de l'appareil du Kremlin. Un Bouvier-Ajam a sa place dans le cadre de cette politique. Remplacer Pétain par Staline n'est pas trop difficile.

Bouvier-Ajam entre alors au Centre d'études et de recherches marxistes (CERM). Dans un écrit, il félicite Maurice Thorez de rappeler que "le fil conducteur de l'histoire est la lutte des classes". Il rédige avec Gilbert Mury, marqué par une jeunesse catholique lui aussi, et qui deviendra maoïste, un ouvrage sur les *Classes sociales en France* (post-facé par Maurice Thorez lui-même, qui lui donne donc son imprimatur). Les deux auteurs, par toute leur formation antérieure, sans parler de leur activité ultérieure, paraissaient pourtant bien mal placés pour traiter cette question d'un point de vue marxiste. Mais les besoins de l'appareil imposaient ces deux anciens défenseurs de la doctrine sociale de l'Eglise de coopération entre les classes.

Un petit pion de l'appareil

Plus tard, Gaston Plissonnier fera entrer Bouvier-Ajam dans l'Association France-Pologne, dont il est bientôt nommé président-délégué. D'après Steven Kaplan, il "est récompensé par une kyrielle d'honneurs polonais" (10).

Ces intellectuels sont faits pour cela. Les voyages en Pologne remplacent les voyages antérieurs dans le Troisième Reich. Il est ensuite coopté au comité de rédaction de la revue littéraire *Europe*, fort indépendante, quoiqu'alors contrôlée par le PCF. Mais son passé est trop lourd pour lui permettre une véritable carrière dans l'appareil du PCF. Il est tout juste bon pour la piétaille intellectuelle...

En 1970, il préside une Société d'étude d'histoire économique et sociale. Deux présidents d'honneur le flanquent : l'historien ultra-réactionnaire, maurassien, de la Révolution française, Pierre Gaxotte, et le vieux pétainiste duc de Lévi-Mirepoix, tous deux membres de l'Académie française.

Il tente en vain d'utiliser ses rapports avec ces deux hommes pour entrer à l'Académie française. Cette dernière aurait bien voulu accueillir dans ses rangs Aragon, vrai représentant intellectuel du PCF et, malgré toutes ses compromissions politiques et morales, authentique — et même grand — écrivain, mais pas ce second couteau. Bouvier-Ajam meurt ainsi en 1984 sans avoir pu devenir immortel.

Jean-Jacques Marie

(10) *Ibidem*, p. 465.

**Wilebaldo
Solano :**

**Une
figure
de la vieille garde
du POUM :
Enrique Rodriguez**

Wilebaldo Solano nous a adressé la traduction en français des pages ci-après, consacrées à un militant du POUM, qui figurent dans l'édition espagnole de son livre, mais n'ont pas été reprises dans l'édition française publiée chez Syllepse (1).

Le portrait que donne Wilebaldo Solano de ce militant est accompagné d'un certain nombre de détails, en particulier sur la situation de l'Espagne et l'état d'esprit, voire les illusions d'un certain nombre d'opposants au franquisme — dont l'ancien secrétaire général du POUM, Joaquim Maurin, arrêté par les fascistes dès le premier jour de l'insurrection — au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Ce panorama donne à ces pages une valeur qui dépasse le simple portrait d'un militant.

(1) Wilebaldo Solano : *Le POUM : révolution dans la guerre d'Espagne*, Paris, 2002.

Un participant des journées de mai 1937 à Barcelone ⁽¹⁾

LA vieille garde du POUM disparaît peu à peu. La marche du temps est implacable. Il n'y a pas longtemps, nous avons dû dire adieu à Maria Teresa Andrade, et nous ressentons cruellement la mort à Toulouse de Pedro Duràn, un de ces militants modestes, intelligents et efficaces, qui constituaient l'armature politique de notre mouvement. C'était un homme bon et dévoué, la représentation vivante des cadres militants qui maintinrent pendant de longues années, au cœur de l'émigration espagnole en France, la flamme de la résistance contre la dictature franquiste. Maintenant, nous devons évoquer le personnage d'Enrique Rodriguez Arroyo, Quique pour ses camarades, décédé à Madrid, sa ville natale, au début du mois d'août 1990.

Lors d'un colloque qui se tint à Barcelone pendant la révolution et la guerre civile, Juan Andrade dit que deux générations cohabitaient harmonieusement au sein du POUM, celle qui avait autour de quarante ans, qui se forgea dans les luttes des années 1920, qui firent écho à la révolution d'Octobre, et celle âgée de vingt ans, qui avait fait ses premières armes dans les luttes de la République et qui fut la force de choc du processus révolutionnaire de 1936. Enrique Rodriguez, qui commença à militer à seize ans, appartenait, davantage par son intelligence et par sa maturité que par ses années, à l'intersection de ces deux générations. Il collabora avec la Jeunesse communiste ibérique, l'organisation des jeunes du POUM, mais il assumait

presque toujours des responsabilités au parti. Et quelles responsabilités !

Nombreux furent les militants du POUM qui participèrent aux luttes les plus dures et les plus dramatiques de leur parti, et auxquels les circonstances imposèrent des tâches et des responsabilités pour lesquelles ils ne se considéraient pas préparés. Quique n'avait pas la prétention de devenir un dirigeant. Il parlait bien et pouvait être excellent dans un débat politique, mais il ne fut pas conférencier et il ne fut que rarement orateur dans les actes publics. Il écrivait bien, comme le prouvent ses lettres et ses articles, mais il fallait le pousser pour qu'il collabore à la presse. Il pensait toujours que d'autres camarades avaient de meilleures qualités que les siennes pour parler ou écrire. Tout cela s'explique parce que c'était un typique militant des années 1920 et 1930. C'était un ouvrier (il fut photographe et peintre) qui s'était éduqué intellectuellement grâce à un énorme effort personnel et par son infatigable curiosité. Il était, comme tant d'autres dans notre pays, un autodidacte. Cependant, il faut dire qu'il était un autodidacte avec une excellente intelligence naturelle et avec une capacité d'assimilation et de synthèse des connaissances acquises qui excluait absolument toute incohérence ou confusion mentale. Je lui dis à une occasion

(1) Cet émouvant souvenir du formidable militant du POUM que fut Enrique Rodriguez Arroyo (Quique) a été inclus dans une brochure d'hommage que lui a consacrée la Fondation Andreu Nin en date du 1^{er} novembre 1990.

que, en Espagne, nous sommes tous des autodidactes, même ceux qui sont passés par les universités, mais il ne me crut pas. Il continua à penser que certaines tâches étaient, dans la société capitaliste, réservées aux intellectuels.

Toute une vie militante

La vie militante d'Enrique Rodriguez fut d'une richesse extraordinaire. L'on pourrait dire de lui qu'il fut de tous les combats du POUM et qu'il affronta sans hésitations toutes les vicissitudes qu'ils lui valurent. Pour résumer brièvement sa vie, il faudrait dire : il fut un partisan enthousiaste de la fusion du Bloc ouvrier et paysan et de la Gauche communiste, et, partant, de la création du POUM ; il admira beaucoup Maurin dès qu'il le rencontra et il fut l'un des principaux dirigeants de la section du POUM à Madrid dans la période 1935-1937 ; il demeura à Madrid le 7 novembre 1936 et mena les négociations pour que le POUM fasse partie de la Junte de défense de la capitale, qui échouèrent du fait du veto du représentant de Staline ; en 1937, il participa aux journées de Mai à Barcelone et il fut arrêté et incarcéré dans la Modelo, puis interné au camp de travail d'Omelis de Nagaya, dirigé par un stalinien. A la fin de la guerre, il fut arrêté et transféré au camp de concentration franquiste de San Marcos de León, où l'on ne réussit pas à l'identifier ; dès qu'il recouvra la liberté, il s'installa à Madrid, où il participa en 1939 à la réorganisation du POUM et à la publication de deux numéros d'*El Combatiente Rojo*, l'une des premières publications clandestines antifranquistes qui parurent en Espagne ; à la fin de 1943, il fut élu membre du comité exécutif du POUM lors d'une conférence qui se tint à Barcelone, avec Pallach, David Rey, Utges, Estaràn et Pané ; ce groupe sortit *La Batalla* en septembre 1944, mais ses animateurs furent arrêtés et conduits à la Càrcel Modelo, parmi eux Quique, Pallach et David Rey ; lorsqu'il parvint à sortir de la prison, il réintégra le comité exécutif du POUM et il intervint activement dans la réorganisation de l'UGT de

la Catalogne et dans la publication de *La Batalla*, *Catalunya Socialista*, *Adelante* et *UGT*. Il assista à la conférence générale du POUM qui se tint à Toulouse à la fin de 1947 comme représentant de l'organisation clandestine d'Espagne ; en 1948, poursuivi par la police, il passa en France et s'installa à Paris avec sa compagne, Emma Roca, milicienne dans la colonne motorisée du POUM à Madrid, qui avait été donnée pour morte après les combats de Sigüenza, et militante dans les années 1940 dans la clandestinité madrilène ; en France, Quique fut élu membre du comité exécutif du POUM et participa à toute une série de tâches internationales ; en 1976-1977, lors de la crise du POUM, il s'opposa à ceux qui voulaient entrer dans la social-démocratie ; il regagna Madrid en 1979, où il fut l'un des créateurs et des animateurs de la Fondation Andreu Nin.

Ce résumé, pour excessivement schématique qu'il soit, donne une idée de ce que serait une vraie biographie d'Enrique Rodriguez. Chacune de ses phrases pourrait devenir le titre d'un des vastes chapitres de cette extraordinaire vie de militant. Mais comme nous ne pouvons pas beaucoup nous étendre ici, nous allons nous concentrer sur certains aspects de son aventure personnelle, toujours intégrée dans un travail collectif, dans une activité consciente et tenace, qui avait comme moteur essentiel la lutte contre le franquisme et pour la revendication permanente des valeurs du socialisme authentique face à la grande imposture du stalinisme.

Lorsqu'il n'était pas facile d'être du POUM

Il n'était pas facile être du POUM à Madrid entre novembre 1936 et la fin de la guerre. Les calomnies stalinienne, systématiques et atroces, écrasaient les esprits les mieux trempés. Mais Quique le fut, à son poste de responsable, comme le furent ceux qui combattirent dans l'unité placée sous les ordres de Mika

Etchebéhère, dans les tranchées de la Moncloa ou dans les bataillons de Cipriano Mera. Car il ne faut pas l'oublier : la répression contre le POUM commença à Madrid avec l'assaut du local de la ICI et l'interdiction de *La Antorcha* et de *El Combatiente Rojo*, longtemps avant les journées de Mai, qui furent prises comme prétexte en juin 1937 pour justifier l'arrestation de Nin et de centaines de militants. Ce n'était pas facile non plus d'être du POUM sous la terreur franquiste en 1939-1943, lorsque les prisons et les camps de concentration étaient bondés, lorsque l'ordre nouveau de Franco et d'Hitler régnait en Espagne et en Europe. Mais Quique fut du POUM, à Madrid et à Barcelone, sortant certaines des premières publications clandestines, comme l'incroyable *El Combatiente Rojo* en 1939, *Frente de la Libertad* la même année et *La Ratafia* en 1944, organisant et animant la résistance ouvrière et populaire à l'oppression dominante, dans les jours les plus noirs.

J'ai connu Enrique Rodriguez lorsqu'il vint à Barcelone à notre premier grand meeting après la répression d'octobre 1934 et la création du POUM. Sur l'initiative de Joaquin Maurin, nous avons correspondu auparavant pour discuter de nos opinions sur le tournant de Carrillo vers le stalinisme et l'unification des Jeunesses communistes et socialistes dans les Jeunesses socialistes unifiées (JSU). Nous avons écrit à ce sujet dans *La Batalla* et dans *La Nueva Era*, et notre identité de vues était complète (2). Nous avons parlé tous les deux au meeting que tint la Jeunesse communiste ibérique en octobre 1936 à Madrid, qui suscita la colère de Carrillo et de son appareil.

Nous nous sommes beaucoup vus pendant la période révolutionnaire, mais je le connus surtout à partir du voyage que nous avons fait ensemble à Barcelone et à Madrid en décembre 1946. Le comité exécutif du POUM en exil m'avait confié la tâche d'assister à la conférence qu'allait tenir l'organisation d'Espagne à Barcelone et de renouer le contact avec Joaquin Maurin, qui avait été libéré en même temps que Cipriano Mera et qui se trouvait en résidence surveillée à Ma-

drid. Comme Quique était de passage à Paris (les contacts entre les organisations d'Espagne et de l'exil étaient très fréquents), nous avons décidé de faire le voyage ensemble, avec Alberto Aranda, l'un des meilleurs guides de notre service spécial de liaison avec l'Espagne. La frontière avec la France était fermée et les Espagnols devaient posséder un sauf-conduit pour voyager dans le territoire proche des Pyrénées. Ma fausse documentation fut préparée à Perpignan. Nous avons dormi à Bourg-Madame et passé la frontière à l'aube pour prendre le premier train du matin à Puigcerdà. Nous avons pris place dans des wagons différents et en première classe pour éveiller moins de soupçons. Malgré un petit incident, qui me décida à descendre à Vic et à me mêler aux paysans qui allaient à la foire locale, nous sommes arrivés à Barcelone tous les trois. J'y arrivai par un train différent et je descendis à la station du Clot, cela me parut plus prudent. Quique et Aranda s'alarmèrent et pensèrent que j'avais été arrêté. Mais je ne tardai pas à les contacter. A Barcelone, il y avait un fort mouvement de grèves. Les organisations clandestines — très peu nombreuses — étaient dans une phase de grande activité. La conférence de l'ONU à San Francisco et l'offensive internationale contre Franco avaient créé un climat euphorique parmi les gens (3). Le régime paraissait condamné.

Je passai près de deux semaines en Catalogne à travailler avec Quique et l'organisation illégale du POUM. Ils me montrèrent l'imprimerie qu'ils avaient installée dans un pavillon de Valvidrera, où résidaient Enrique Sancho et sa compagne, des militants exemplaires qui vivaient dans un monde irréel, convaincus que l'entreprise qu'ils cachaient allait résister fort longtemps. Je les aidai à modifier la maquette de *La Batalla* et je

(2) Un article de Solano publié dans le n° 5 (deuxième époque, première année) de la *Nueva Era* (L'Ere nouvelle) est inclus dans le recueil de Victor Alba : *La Nueva Era. Antología de una revista revolucionaria. 1930-1936*. Madrid, Ediciones Júcar, 1977, pp. 309 et suivantes.

(3) L'Espagne de Franco n'intégra l'ONU qu'en 1955.

soulageai la charge de Quique en écrivant dans le journal. J'assistai à la conférence du POUM, à laquelle, d'ailleurs, participèrent des délégués de presque toutes les sections. Ce fut émouvant de revoir autant de camarades dans ces conditions. Ils étaient les survivants les plus actifs des années de terreur franquiste. Je me souviens de la satisfaction de Luis Portela pour le travail qui se faisait et son désir que "les gens de l'exil" viennent renforcer l'organisation. Le secrétaire politique était Quique, qui, en même temps, assumait la majeure responsabilité dans la direction de l'UGT clandestine de la Catalogne.

Après la conférence de Barcelone, Quique proposa de m'accompagner à Madrid. J'acceptai, malgré les réticences de quelques camarades qui jugeaient que nous allions "augmenter les risques". Nous avons fait le voyage ensemble. Ce fut une occasion pour parler longuement avec Quique au sujet d'une foule de choses. Dans le train, nous fûmes ahuris de voir que les gens s'exprimaient avec autant d'audace et qu'ils critiquaient ouvertement le régime. Nous avons décidé de demeurer silencieux, et, chose curieuse, cette attitude fit que les voyageurs nous regardent avec méfiance. Nous sommes descendus à Caspe pour voir des camarades du parti qui travaillaient à la gare. Grande fut leur surprise. Comme si nous étions tombés du ciel ! Dans la gare de Sigüenza, notre train s'arrêta aux côtés d'un train plein de militaires (des chefs et des officiers), qui allaient à Saragosse pour assister à une cérémonie à l'Académie militaire. Il fallut bien que nous évoquions la lutte héroïque des militants du POUM de Madrid dans la cathédrale de Sigüenza pendant la guerre. Ce fut alors que Quique me parla d'Emma Roca, sa compagne, que nous avions donnée pour morte à Sigüenza pendant longtemps, et qui maintenant se trouvait en prison à Madrid. Avec son badinage madrilène, il me dit : "Peut-être que tu as bien cru que je vais à Madrid à cause de toi et de Maurin. Non, monsieur ! je vais voir Emma."

Il enchaîna en faisant l'éloge de Maurin, de sa conduite exemplaire dans la Càrcel Modelo de Barcelone, de sa

valeur et de ses qualités. Pour lui, c'était indispensable que Maurin soit à la tête du parti : "Tu dois le convaincre."

Avec Maurin dans le Madrid de 1946-1947

Nous sommes restés environ quinze jours à Madrid, entre décembre 1946 et janvier 1947. En bon militant diligent, Quique s'occupa de presque tout — il me logea dans la maison d'un linotypiste de la CNT, un Galicien sympathisant du POUM, qui était peu connu dans la capitale et dans lequel il avait une confiance absolue. "Portela avait cherché pour toi une pension sûre, tenue par un républicain de ses amis. Mais tu seras mieux à *Cuatro Caminos*." Il arrangea un rendez-vous avec Portela et un autre avec Maurin, qui était en résidence surveillée. Il m'emmena à une réunion de l'UGT et à une autre du comité de l'Alliance des forces démocratique (4). Nous allâmes ensemble choisir des gâteaux et des fleurs pour Emma... A dire vrai, Quique se déplaçait avec plus d'aisance à Madrid qu'à Barcelone. Pour le reste, à Madrid, les milieux de l'opposition anti-franquiste vivaient en pleine euphorie. Tout le monde s'imaginait que Franco allait s'écrouler, comme conséquence de la chute de Mussolini et de Hitler. Les espoirs mis dans l'ONU et sa conférence de San Francisco étaient illimités. Lorsque je disais — reflétant en cela l'opinion moins optimiste qui prévalait à Paris — que la situation était plus complexe, que les gouvernements des Etats-Unis et de l'URSS ne se proposaient pas d'écarter Franco, on ne me croyait pas. Mon scepticisme les décevait. Ils pensaient que nous, qui vivions à Paris, étions mieux informés qu'eux, et que,

(4) L'Alliance nationale des forces démocratiques (ANFD), créée à Toulouse en septembre 1944, comprenait un large spectre d'organisations politiques opposées à la dictature franquiste : gauches, républicains et nationalistes, qui recherchaient la coopération avec les groupes monarchistes partisans de Juan de Bourbon.

par conséquent, nous devons confirmer ce dont ils étaient certains. Quique me conseillait d'être moins catégorique dans mes opinions pour "*ne pas décourager les gens*".

La rencontre avec Joaquin Maurin fut très émouvante. Nous nous sommes donné l'accolade dans l'entrée du musée du Prado, où il m'avait fixé rendez-vous. Et tout de suite, en parcourant les salles, il m'écrasa de mille questions : sur les camarades, le parti, l'exil, la guerre civile, la Seconde Guerre mondiale, la situation internationale, le mouvement ouvrier européen, Paris...

Son intérêt et sa curiosité étaient si pressants qu'il n'était pas facile de lui répondre. Nous sautions d'une chose à une autre d'une façon désordonnée. Subitement, il me demanda combien de temps je pouvais rester à Madrid et il proposa de reprendre la conversation sujet par sujet. Nous avons continué au jardin du Retiro, et repris rendez-vous pour le lendemain au musée du Prado. Nous avons eu au total dix ou douze entrevues, plus une réunion avec trois dirigeants de l'Alliance nationale des forces démocratiques.

Je ne peux pas m'étendre ici sur les entrevues et les discussions avec Maurin. Seulement, je désire témoigner du fait qu'il croyait, lui aussi, que la fin de Franco était proche et que, par conséquent, il n'était pas question de penser à son installation à Paris — proposition que je lui fis au nom du comité exécutif du POUM —, mais au retour progressif des exilés en Espagne. *La Batalla*, publiée à Paris, était excellente, mais il fallait se préparer à la lancer à Barcelone. Quand je m'enquis de sa situation matérielle à Madrid, il me dit qu'il pouvait vivre des traductions qu'il faisait pour l'éditeur catalan Janés, pour lequel il avait déjà travaillé depuis la Càrcel Modelo de Barcelone. Naturellement, Maurin m'expliqua son odyssée : son désespoir de se trouver à Saint-Jacques-de-Compostelle et à la Corogne en pleine insurrection franquiste, ses prisons et le drame que ce fut pour lui de se voir impuissant, isolé et coupé de sa famille, de ses camarades et de son parti.

En 1946-1947, il y avait à Madrid un bon noyau de militants du POUM : Luis Portela, Julio F. Granell, Aymerich (ex-commissaire politique de la 29^e division sur le front d'Aragon) et d'autres dont je ne me souviens plus. Maurin entretenait discrètement des relations avec eux, en raison de sa situation spéciale. Quique et moi avons eu à plusieurs reprises des réunions avec eux. Un jour froid, mais par un soleil splendide, Portela et Quique m'emmenèrent à la cité universitaire, où les traces des combats de la guerre civile étaient terriblement visibles. Nous avons fait halte dans les tranchées de la Moncloa, où avaient combattu quelques-uns de nos meilleurs camarades. En face de nous, à quelques mètres à peine, un officier en permission expliquait à sa fiancée que "*les rouges étaient des durs à cuire*". Quique préféra partir.

Quique et moi sommes rentrés ensemble à Barcelone. Pendant notre absence, des camarades responsables avaient été arrêtés, Alberich, Rocabert, Verdejo. Mais la police ne découvrit pas notre imprimerie. Je rentrai en France, avec Sancho comme guide pour traverser la frontière. La neige nous mena la vie dure, et nous sommes arrivés à Bourg-Madame avec les pieds presque gelés. Quique demeura à Barcelone jusqu'à la fin de 1948. Lorsque sa situation se fit presque impossible, quand la police le cherchait même pour des affaires dans lesquelles il n'était pas impliqué, nous avons décidé qu'il devait se réfugier en France. A Paris, il retrouva Emma et put refaire sa vie, après ses longues et difficiles années de lutte. Il travailla comme peintre. Mais nous lui avons demandé sa participation pour beaucoup de tâches, et, finalement, il entra au comité exécutif du POUM.

Le dernier acte politique

Pendant les longues, les interminables années de l'exil, rien ne fut facile non plus. Il y eut des périodes d'exaltation et d'activité intense, et des phases de dépression et de crise. Il semble absolument impossible de résumer l'activité

du POUM et ses multiples tâches. Quique était un Madrilène profondément internationaliste. L'exil lui permit de compléter sa formation et de s'ouvrir à de nouveaux horizons, mais il le vécut avec son regard fixé sur Madrid. En 1985, dans un entretien avec Pelai Pagés publié dans la revue catalane *L'Avenç*, Quique résuma l'exil du POUM en France dans les termes suivants : *"Malgré tout, le POUM en exil fit un travail magnifique. Il fut présent dans toutes les manifestations de la vie politique, il édita des brochures intéressantes, il fut en contact avec les forces étudiantes et les syndicats de l'intérieur et il aida autant qu'il le put les grèves et protestations en Espagne. Mais surtout, il sut maintenir jusqu'au dernier moment La Batalla, reconnue comme un des meilleurs et des plus intéressants journaux de l'exil."*

En 1976, lorsque se produisit la crise la plus grave du POUM, nous n'avons pas réagi de la même façon. Il approuva la réapparition de *Tribuna Socialista* et son orientation politique, qui tendait au regroupement des marxistes révolutionnaires sur la base de l'expérience du POUM. Il oscilla entre nous et ceux qui s'orientaient vers la social-démocratie. Lui et d'autres camarades nous compliquèrent la tâche, et je garde un souvenir pénible de cette période. Cependant, Quique s'opposa à la dissolution du

POUM et resta fidèle à ses idéaux jusqu'au bout. Il se vit confirmé dans ses convictions politiques par le processus de démantèlement du stalinisme. Il développa désormais sa principale activité dans la Fondation Andreu Nin. Son dernier acte politique consista à faire partie de la délégation qui présenta, le 26 juin 1990, à l'ambassade d'URSS un document signé par plus de 300 intellectuels et militants de gauche réclamant de Gorbatchev et de la commission de réhabilitations du PCUS l'éclaircissement des circonstances dans lesquelles fut arrêté, enlevé et assassiné Andreu Nin en 1937 par des agents de la Guépéou russe. Dans la grande salle de l'ambassade, pendant que nous parlions avec les diplomates soviétiques, à un moment, j'observai Quique, qui était assis en face de moi. Je le sentis très fragile, très diminué, et il m'effraya. Mais en sortant, sur la plate-bande de la Castellana, il était content de se retrouver entre autant d'amis, et il me dit : *"Ça faisait très longtemps que je ne m'étais pas senti aussi heureux."* Il était sept heures du soir, le thermomètre marquait 37 degrés et une brise suave vint combler notre joie. Les conversations dans notre groupe furent animées. Quelques semaines après, le 3 août, à Madrid, Quique s'en alla. Nous ne l'oublions pas, ni l'oublierons jamais.



**Une
pétition
d'historiens**

La pétition des historiens reproduite ci-après réclame l'abolition de toutes les lois qui prétendent dicter aux historiens une version officielle de certains événements dramatiques de l'histoire et donnent la possibilité de sanctionner ceux qui le remettraient en cause. Ils réclament ainsi l'abrogation de la loi Gayssot, qui, faisant référence au tribunal de Nuremberg contre les crimes nazis, vise à sanctionner la négation des crimes contre l'humanité commis à l'encontre des Juifs, la loi du 29 janvier 2001, qui reconnaît le génocide des Arméniens par le gouvernement turc pendant la Première Guerre mondiale, la loi du 21 mai 2001, qui qualifie l'esclavage et la traite des Noirs de crimes contre l'humanité, et la loi du 23 février 2005, qui, en sens inverse, reconnaît un "rôle positif" à la colonisation française.

Les trois crimes contre l'humanité dénoncés, surtout le génocide des Juifs, sont certes incontestables, mais, pas plus qu'aucune autre question de l'histoire, ils ne sauraient être pour autant soustraits au libre examen, sous peine de considérer comme normale l'instauration d'une histoire et d'une vérité officielles, dont l'Etat et son appareil répressif (police et justice) seraient les garants.

Madeleine Rebérioux, ancienne déportée, dénonçait pour cette raison la loi Gayssot en 1996 parce qu'elle confie "au juge la charge de dire la vérité en histoire, alors que la vérité historique récuse toute vérité officielle".

Et elle avertissait de façon prémonitrice : « Ce texte entraîne quasi inéluctablement à d'autres domaines qu'au génocide des Juifs : autres génocides et autres atteintes à ce qui sera baptisé "vérité historique" »
(*Le Monde*, 21 mai 1996).

C'est exactement ce qui s'est passé. Et il n'y a pas de raison pour que cela s'arrête. La commission politique du Conseil de l'Europe a adopté le 14 décembre 2005, par 24 voix contre 8 et 2 abstentions, un texte soumis à son Assemblée parlementaire le 25 janvier par un Suédois membre du Parti populaire européen.

Condamnant les "crimes" du communisme, le démocrate-chrétien néerlandais René Van der Linde, élu depuis président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a introduit un projet de résolution en septembre 2003.

Il rejette toute distinction entre l'idéologie et les régimes dits "communistes", "car les crimes de ces régimes", selon lui, trouvent leur fondement dans "la théorie de la lutte des classes et le principe de la dictature du prolétariat" (*Le Monde*, 22-23 janvier 2006). Une fois cette résolution votée, au nom du principe de subsidiarité et grâce à l'exemple fourni par la loi Gayssot et les deux autres auxquelles elle a ouvert la voie, on pourrait considérer demain comme apologiste de crimes contre l'humanité quiconque défendrait l'idée que la lutte des classes existe. Qu'une loi présentée par un dirigeant du Parti communiste français (Gayssot) en 1990 puisse ouvrir la voie à une telle éventualité a de quoi faire réfléchir sur les divers aspects du stalinisme.

La pétition des historiens met l'accent sur le caractère profondément antidémocratique de ces lois, qui se situent, par leur caractère autoritaire, dans le droit fil des institutions de la V^e République.

Tous les groupes parlementaires ont affirmé leur droit d'ingérence dans l'histoire, à l'image de François Hollande, qui a osé déclarer : "Je comprends les historiens qui sont dans leur rôle, mais le Parlement est aussi dans le sien." Jaurès doit se retourner dans sa tombe, en tant que socialiste et historien auteur de *l'Histoire socialiste de la Révolution française* !

Au nom de quoi le Parlement aurait-il donc le droit de légiférer sur l'histoire et d'en dicter des pages ?

Les historiens ci-après, d'opinions par ailleurs fort diverses, le lui dénie.

“Liberté pour l’histoire !”

12 décembre 2005

Emus par les interventions politiques de plus en plus fréquentes dans l’appréciation des événements du passé et par les procédures judiciaires touchant des historiens et des penseurs, nous tenons à rappeler les principes suivants :

— L’histoire n’est pas une religion. L’historien n’accepte aucun dogme, ne respecte aucun interdit, ne connaît pas de tabous. Il peut être dérangeant.

— L’histoire n’est pas la morale. L’historien n’a pas pour rôle d’exalter ou de condamner, il explique.

— L’histoire n’est pas l’esclave de l’actualité. L’historien ne plaque pas sur le passé des schémas idéologiques contemporains et n’introduit pas dans les événements d’autrefois la sensibilité d’aujourd’hui.

— L’histoire n’est pas la mémoire. L’historien, dans une démarche scientifique, recueille les souvenirs des hommes, les compare entre eux, les confronte aux documents, aux objets, aux traces, et établit les faits. L’histoire tient compte de la mémoire, elle ne s’y réduit pas.

— L’histoire n’est pas un objet juridique. Dans un Etat libre, il n’appartient ni au Parlement ni à l’autorité judiciaire de définir la vérité historique. La politique de l’Etat, même animée des meilleures intentions, n’est pas la politique de l’histoire.

C’est en violation de ces principes que des articles de lois successives — notamment lois du 13 juillet 1990, du 29 janvier 2001, du 21 mai 2001, du 23 février 2005 — ont restreint la liberté de l’historien, lui ont dit, sous peine de sanctions, ce qu’il doit chercher et ce qu’il doit trouver, lui ont prescrit des méthodes et posé des limites.

Nous demandons l’abrogation de ces dispositions législatives indignes d’un régime démocratique.

Premiers signataires : Jean-Pierre Azéma, Elisabeth Badinter, Jean-Jacques Becker, Françoise Chandernagor, Alain Decaux, Marc Ferro, Jacques Julliard, Jean Leclant, Pierre Milza, Pierre Nora, Mona Ozouf, Jean-Claude Perrot, Antoine Prost, René Rémond, Maurice Vaïsse, Jean-Pierre Vernant, Paul Veyne, Pierre Vidal-Naquet, Michel Winock.

L'Appel "Liberté pour l'histoire", lancé le 12 décembre 2005 par dix-neuf historiens, a été signé, en date du 23 janvier 2006, par 530 enseignants-chercheurs et chercheurs français et étrangers, dont les noms suivent :

ACCORNERO Cristina, EHESS, Paris ; ALBARET Laurent, ATER, Artois ; ALBERTINI Pierre, Prof. CPGE, Paris ; ALIBERT Dominique, MC, FTSR ; ALLAIN Jean-Claude, PR émérite, Paris-III ; ALLIO Fiorella, CNRS, Univ. Provence ; AMALVI Christian, PR, Montpellier-III ; AMBROISE-RENDU Anne-Claude, MC, Paris-X ; AMERICI Laurence, MC, Aix-Marseille-I ; ANCEAU Eric, MC, Paris-IV ; ANDREAU Jean, DR, EHESS ; ARTIAGA Loïc, MC, Limoges ; ATTAL Frédéric, MC, Orléans ; ATTIAS Jean-Christophe, DE, EPHE, chaire de judaïsme rabbinique ; AURELL Martin, PR, Poitiers, IUF ; AYMES Jean-René ; AZEMA Jean-Loup, Philosophe ; AZEMA Jean-Pierre, PR, IEP Paris ; BABICZ Lionel, Université hébraïque de Jérusalem ; BADINTER Elisabeth, PR, Ecole Polytechnique ; BALARD Michel, PR émérite, Paris-I ; BALTU Janine, ENS ; BALTU Jean-Charles, PR émérite, Paris-IV ; BANCEL Nicolas, PR, Strasbourg ; BARACCA Pierre, IUT B – Lille-III ; BARDOT Christian, prof. CPGE, Melun ; BARNAVI Elie, PR, Tel-Aviv ; musée de l'Europe, Bruxelles ; BARRE Eric, docteur en histoire ; BARRIERE Jean-Paul, MC, Lille-3 ; BARTHELEMY Dominique, PR, Paris-IV ; BARTHELEMY Pascale, ENS-LSH de Lyon ; BASTIEN Pascal, PR, université Québec (Montréal) ; BATTELLI Giuseppe, PR, université de Trieste (Italie) ; BAUBEROT Arnaud, MC, Paris-XII ; BEUBEROT Jean, Président d'honneur de l'EPHE ; BAYON Jacqueline, PR, Saint-Etienne ; BEAUJARD Brigitte, PR émérite, Tours ; BECKER Jean-Jacques, PR émérite, Paris-X ; BELOT Robert, PR, Montbéliard ; BELTRAN Alain, DR, IHTP-CNRS ; BENBASSA Esther, DE, EPHE, chaire d'histoire du judaïsme moderne ; BEN-NASSAR Bartolomé, PR, Toulouse-II-Le Mirail ; BERELOWITCH Wladimir, DE, EHESS, PR, Univ. Genève ; BERENSON Ed, Directeur de l'Institut of French Studies, New York ; BERGERE Marie Claire, PR émérite, INALCO ; BERIAC-LAINE Françoise, PR, Bordeaux-III ; BERLIERE Jean-Marc, PR, Bourgogne ; BERLIOZ Jacques, DR, CNRS ; BERNARD Philippe, Aix-Marseille-I ; BERIOU Nicolas, PR, Lyon-II, IUF ; BERTHO-LAVENIR Catherine, PR, Paris-III ; BERTIN-MAGHIT Jean-Pierre, PR, Bordeaux-III ; BERTRAND Gilles, PR, Grenoble-II ; BERTRAND Jean-Marie, PR, Paris-I ; BERTRAND Régis, PR, Aix-Marseille-I ; BESANÇON Alain, membre de l'Institut ; BEZIAS Jean-Rémy, Prof. CPGE, NICE ; BIANCO Lucien, DE honoraire, EHESS ; BIMBENET Jérôme, IUFM, Paris ; BLANCHARD Pascal, chercheur associé, CNRS ; BLANCHARDIERE Noëlle (de la), Conservateur en chef des bibliothèques ; BLANDIN Claire, MC, Paris-XII ; BOISSAVIT-CAMUS Brigitte, MC, Paris-X ; BOISSELLIER Stéphane, PR, Poitiers ; BONHOMME Eric, Prof. CPGE, Bordeaux ; BONIFACE Xavier, MC, Littoral Côte d'Opale ; BONNET Corinne, PR, Toulouse-II-Le Mirail ; BONNET Jean-Claude, DR, CNRS ; BONOMO Bruno, Università della Tuscia (Viterbo) ; BORDREUIL Pierre, DR émérite, CNRS ; BOUDON Jacques-Olivier, PR, Paris-IV ; BOULEGUE Jean, PR (histoire de l'Afrique), Paris-I ; BOURDELAIS Patrice, DE, EHESS ; BOURGEOIS Guillaume, MC, Poitiers ; BOURGUET-ROUYEYRE Josiane, Prag, Paris-I ; BOURGON Jérôme, CR, CNRS ; BOURILLON Florence, PR, Paris-XII ; BOURQUIN Laurent, PR, Maine ; BOUSQUET-LABOUERIE Christine, MC, Tours ; BOUTOULLE Frédéric, MC, Bordeaux-III ; BOUTRY Marie-Paule, Prof. CPGE, Paris ; BOUTRY Philippe, PR, Paris-I ; BRAS Jean-Philippe, PR, Rouen ; BRELOT Claude-Isabelle, PR, Lyon-II ; BRESCH Henri, PR, Paris-X ; BRICE Catherine, MC, IEP Paris ; BRIQUEL-CHATONNET Françoise, DR, CNRS ; BRUMONT Francis, PR, Toulouse-II ; BRUN Patrice, MC, Bordeaux-III ; BRUNET Serge, PR, Montpellier-III ; BRUNON Hervé, CR, CNRS ; BÜHRER-THIERRY Geneviève, PR, Marne-la-Vallée ; BURGUIERE André, DE, EHESS ; BURNAND Léonard, Chercheur, Institut Benjamin Constant, Université de Lausanne ; BUTON Philippe, PR, Reims ; BUTTERLIN Pascal, MC, Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines ; CABANEL Patrick, PR, Toulouse-II ; CAIRE Marie-Paule, Prof. CPGE, Paris ; CAPDEVILA Luc, MC, Rennes-II ; CARLIER Omar, PR, Paris-VII et EHESS ; CARLIER Pierre, PR, Paris-X ; CASALINO Leonardo, MC, Grenoble-III ; CASSAN Michel, PR, Limoges ; CASSET Marie, MC, Lorient ; CASTAGNEZ Noëlline, MC, IUFM Versailles ; CASTELNAU L'ESTOILE Charlotte (de), MC, Paris-X ; CASTRO Sonia, Università di Pavia ; CAUCHY Pascal, IEP Paris ; CHALLET Vincent, MC, Montpellier-III ; CHANDERNAGOR Françoise ; CHANTIN Jean- Pierre, MC, Lyon-III ; CHARAGEAT Martine, MC, Bordeaux-III ; CHAREYRE Philippe, PR, Pau et des Pays de l'Adour ; CHARLE Christophe, PR, Paris-I ; CHASSAIGNE Philippe, PR, Tours ; CHAUSSON François, MC, Paris-X ; CHIAVASSA Isabelle, AD des Bouches-du-Rhône ; CHIFFO-

LEAU Jacques, DE, EHESS ; CHUVIN Pierre, PR, IFEA, Istanbul ; CLAIR Jean ; COCHET François, PR, Metz ; COHEN Elie, CNRS-FNSP ; COHEN Evelyne, MC, Paris-VII ; COHEN Yves, DE, EHESS ; COJANNOT-LE BLANC, MC, Paris-X ; COLAS Dominique, PR, IEP Paris ; COLLARD Franck, PR, Reims. ; COLLINS Ross F., associate professeur, North Dakota ; COMPAGNON Olivier, MC, Paris-III ; CONSTANT Monique, Archives Nationales ; CORNETTE Joël, PR, Paris-VIII ; CORROY Laurence, MC, Paris-III ; COTTIER Jean-François, PR, Directeur du CERCOR ; COUDRY Marianne, PR, Mulhouse ; COULOM Clarisse, MC, Grenoble-II ; COURTOIS Stéphane, DR, CNRS ; COUVEHNES Jean-Christophe, MC, Tours ; CREPIN Annie, MC, Artois ; CRIVELLO-BOCCA Maryline, MC, Aix-Marseille-I ; CROUZET Sandrine, MC, Tours ; CUCHET Guillaume, MC, Avignon ; CZOUZ-TORNARE Alain-Jacques, CC, Univ. de Fribourg ; DAGUET-GAGEY Anne, MC, Paris-VIII ; DAKHLIA Jamil, MC, Nancy-II ; D'ALMEIDA-TOPOR Hélène, PR émérite, Paris-I ; DARD Olivier, PR, Metz ; DARMON Pierre, DR, CNRS ; DAUMAS Jean-Claude, PR, Besançon ; DEBIE Muriel, CR, IRHT ; DECAUX Alain ; DEDIEU Jean-Pierre, DR, CNRS-LARHRA ; DEES DE STERIO Alexandre Marius, PR, Metz ; DELAUNAY Jean-Marc, PR, Paris-III ; DELEPLACE Marc, MC, IUFM Reims ; DELOYE Yves, PR, Paris-I, IUF ; DELPORTE Christian, PR, Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines ; DEMIER Francis, PR, Paris-X ; DENIAUX Elizabeth, PR, Paris-X ; DENYS Catherine, MC, Lille-III ; DEPEYRE Michel, PR, Saint-Etienne ; DEREYMEZ Jean-William, IEP Grenoble ; DESCAT Raymond, PR, Bordeaux-III ; DESREUMAUX Alain, DR, CNRS ; DESWARTE Thomas, MC, Poitiers ; DEVERGE Michel ; DIANA Jean-François, MC, Metz ; DICKASON Renée, PR, Caen ; DJEBBAR Ahmed, PR, Université des Sciences et des Technologies de Lille ; DOMANGE Gérard ; DOMENACH Jean-Luc, DR, FNSP ; DORNEL Laurent, Prof. CPGE, Pau ; DOSSE François, PR, IUFM de Créteil ; DUBOULOZ Julien, MC, Aix-Marseille-I ; DUCCINI Hélène, MC, Paris-X ; DULPHY Anne, MC, Ecole polytechnique ; DUMOULIN Olivier, PR, IEP Lille ; DUPRAT Annie, PR, IUFM de Versailles ; DUPUY Roger, PR émérite, Rennes-II ; DURAND Aline, MC, Aix-Marseille-I ; DUSSERRE Aurélie, ATER, Aix-marseille I ; DUVAL Noël, PR émérite, Paris-IV ; ECK Hélène, MC, Paris-II ; ECK Jean-François, PR, Lille-III ; EISMANN Gaël, ATER, Paris-X ; ELISSEFF Danielle, IR, EHESS ; ELYADA Ouzi, PR, Univ. Haifa ; EMERI Claude, PR émérite, Antilles-Guyane ; ESCUDIER Alexandre, CR, CEVIPOF-FNSP ; EVENO Patrick, MC, Paris-I ; FAUCHOIS Yann, BnF ; FAURY Jean, PR CPGE honoraire, Toulouse ; FAUVELLE-AYMAR François-Xavier, CR, CNRS ; FAU-VINCENTI Véronique, historienne ; FAVIER René, PR, Grenoble-II ; FERRAGU Gilles, MC, Paris-X ; FERRIERE Le VAYER Marc, PR, Tours ; FERRIERES Madeleine, PR, Avignon ; FERRO Marc, DE honoraire, EHESS ; FEYEL Gilles, PR, Paris-II ; FOCARDI Filippo, Docente di Storia dell'Europa centro-orientale presso l'Università di Padova ; FLEIG Alain ; FLONNEAU Mathieu, MC, Paris-I ; FLORI Jean, DR, CNRS ; FORCADE Olivier, MC, Amiens ; FORLIN Olivier, MC, Grenoble-II ; FORNEROD Nicolas, Université de Genève ; FORONDA François, MC, Paris-I ; FOUCRIER Annick, MC, Paris-XIII ; FRANCFORT Didier, PR, Nancy-II ; FREMEAUX Jacques, PR, Paris-IV ; FRIEDLÄNDER Saul, PR, Université de Tel-Aviv et Université de Californie (UCLA) ; FUREIX Emmanuel, MC, Paris-XII ; GABBIANI Luca, Strasbourg-III ; GADY Eric, agrégé, docteur en histoire ; GAILLARD Marion, IEP Paris ; GALLO Max ; GALSTER Ingrid, Université de Paderborn ; GARCIA Patrick, MC, IUFM de Versailles ; GARRIGUES Jean, PR, Orléans ; GASNAULT François, Conservateur général du patrimoine ; GASTAUT Yvan, MC, Nice ; GATIER Pierre-Louis, DR, CNRS Lyon (Maison de l'Orient) ; GAUCHET Marcel, DE, EHESS ; GAUGE Valérie, Dr en histoire, Paris-XII ; GAUVARD Claude, PR, Paris-I, IUF ; GAYOT Gérard, PR, Lille-III ; GENARD Jean-Marie, ; GENET Jean-Philippe, PR, Paris-I ; GENET-DELACROIX Marie-Claude, PR, Reims ; GENTELLE Pierre, DR émérite, CNRS ; GERNET Jacques, PR honoraire, Collège de France ; GEROUDET Noëlle, Grenoble-II ; GERVEREAU Laurent, Chercheur, Institut des images ; GIRARD Pierre, Prof. CGPE, Orléans ; GLASSNER Jean-Jacques, DR, CNRS ; GODFROY Marion, EHESS ; GODICHEAU François, MC, Bordeaux-III ; GOULEMOT Jean Marie, PR émérite, Tours ; GOURDON Vincent, CNRS-Paris-IV ; GOUREVITCH Danielle, EPHE ; GRANET-ABISSET Anne-Marie, PR, Grenoble-II ; GUIEU Jean-Michel, PRAG, Cergy-Pontoise ; GRUNBERG Bernard, PR, Reims ; GUENIFFEY Patrice, DE, EHESS ; GUIEU Jean-Michel, PRAG, Cergy-Pontoise ; GUIFFAN Jean, Prof. CPGE, Nantes ; GUYON Robert, IUFM de Lyon ; HATZFELD Nicolas, MC, Evry ; HAUDRERE Philippe, PR, Angers ; HENRIET Patrick, PR, Bordeaux-III ; HERRERA Claude, Conservateur du patrimoine ; HEUCLIN Jean, PR, Université catholique de Lille ; HEYBERGER Bernard, PR, Tours, IUF ; HOFFMANN Geneviève, PR, Amiens ; HOMET Jean-Marie, Aix-Marseille-I ; HOUTE Arnaud, ATER, Pa-

ris-IV ; HUGON Alain, MC, Caen ; HUGON Anne, MC, Grenoble-II, IUF ; HUGONNIOT Christian, MC, Tours ; HURET Romain MC, Lyon-II ; HURLET Frédéric, PR, Nantes ; HUVET-MARETINET Micheline, Prof. CPGE, Paris ; INGLEBERT Hervé, PR, Paris-X ; IOGNA-PRAT Dominique, DR, CNRS ; JAUME Lucien, DR CNRS, CEVIPOF ; JOLIVET Vincent, CR, CNRS ; JOLIVET-LEVY Catherine, PR, Paris-I ; JOURNOUD Pierre. ; JOUTARD Philippe, PR, Aix-Marseille-I ; JUDET Pierre, MC, Grenoble-II ; JULIA Dominique, DR, EHESS ; JULLIARD Jacques, DR honoraire, EHESS ; KALIFA Dominique, PR, Paris-I ; KAPLAN Steven, Cornell University, UVSQ ; KERLOUEGAN Jérôme, INALCO-EHESS ; KESSLER Christian, PR détaché à l'Athénée Français ; KOPP Robert, Université de Bâle ; KRUMENACKER Yves, PR, Lyon-III ; LACHAISE Bernard, PR, Bordeaux-III ; LAFON Xavier, PR, Aix-Marseille-I ; LAFOND Yves, PR, Poitiers ; LAHIRE Bernard, PR, ENS-LSH ; LALOUETTE Jacqueline, PR, Paris-XIII ; LAMOUREUX Christian, EHESS ; LANDRY-DE-ROTON Isabelle, EHESS ; LAPIED Martine, PR, Aix-Marseille-I ; LARGEAUD Jean-Marc, MC, Tours ; LARROCHE Emmanuel, ATER, Paris-X ; LASCAR Fabrice, prof. CPGE ; LE CAM Jean-Luc, MC, Brest ; LE GOFF Jacques, DR honoraire, EHESS ; LE MANER Yves, Directeur du Centre d'histoire et de mémoire du Nord-Pas-de-Calais ; LE NAOUR Jean-Yves, historien ; LE ROY LADURIE Emmanuel, PR honoraire, Collège de France, membre de l'Institut ; LEBRUN François, PR émérite, Rennes-II ; LECLANT Jean, membre de l'Institut ; LEDUC Claudine, MC honoraire, Toulouse-II ; LEDUC Jean, Prof. honoraire, lycée Pierre de Fermat, Toulouse ; LEFEUVRE Daniel, PR, Paris-VIII ; LEFEVRE-AGRATI Corinne ; LEMAIRE André, DR, EHESS ; LEMAIRE Sandrine, historienne ; LEMAITRE Jean-Loup, DE, EPHE ; LEMAITRE Nicole, PR, Paris-I ; LEMONDE Anne, MC, Grenoble-II ; LEMPERIERE-ROUSSIN Annick, PR, Paris-I ; LENOBLE-BART, PR, Bordeaux-III ; LENOIR Joëlle ; LENTZ Thierry, directeur de la Fondation Napoléon ; LEONARD Yves, FNSP ; LEROY Géraldi, PR émérite, Orléans ; LESCURE Michel, PR, Paris-X ; LETAC Anne Sophie, Prof. CPGE, Melun ; LETURCQ Samuel, MC, Tours ; LEVILLAIN Philippe, PR, Paris-X ; LEYMARIE Michel, MC, Lille-III ; LIENHARD Thomas, MC, Paris-I ; LOBRICHON Guy, PR, Avignon ; LOUBET Jean-Louis, PR, Evry-Val d'Essonne ; LOYER Emmanuelle, MC, Lille-III ; LUC Jean-Noël, PR, Paris-IV ; LUCKEN Michael, MC, INALCO ; MAIRE Catherine, CR, CNRS, EHESS ; MALAMUT Elisabeth, PR, Aix-Marseille-I ; MARAVAL Denis, éditeur ; MARAVAL Pierre, PR émérite, Paris-IV ; MARCHESIN Isabelle, Université de Poitiers ; MARCONIS Robert, PR, Toulouse-II ; MARECHAL Denis, historien ; MARGOLIN Jean-Louis, MC, Aix-Marseille-I ; MARIN Brigitte, Directrice des études pour l'histoire moderne et contemporaine à l'Ecole française de Rome ; MARIN Richard, PR, Toulouse-II ; MARKOVITS Claude, DR, CNRS ; MARRUS Michael R, Chancellor Rose and Ray Wolfe Professor of Holocaust Studies Massey College in the University of Toronto ; MARSEILLE Jacques, PR, Paris-I ; MARTIN Catherine, MC, Nancy-II ; MARTIN Céline, MC, Lille-III ; MARTIN Jean-Clément, PR, Paris-I ; MARTIN Laurent, historien, ministère de La Culture ; MARTIN Marc, MC honoraire, Paris-X ; MARTINEZ-GROS Gabriel, PR, Paris-VIII ; MARUCCO Dora, PR à la Faculté Sciences Politiques, Université de Torino, Italie ; MASTROGREGORI Massimo, direttore di "Storiografia" ; MATARD-BONUCCI Marie-Anne, MC, Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines ; MATHIS Charles-Francois, ATER, Paris-X ; MATZ Jean-Michel, PR, Angers ; MAYEUR Françoise, PR émérite, Paris-IV ; MAYEUR Jean Marie, PR émérite, Paris-IV ; MAZEAU Guillaume ; MAZEL Florian, MC, Rennes-II ; McKENNA Anthony, PR, Saint-Etienne ; MELANDRI Pierre, PR, IEP Paris ; MENJOT Denis, PR, Lyon-II ; MESSAOUDI Alain, EHESS ; MEUNIER-CHUVIN Huguette, Université de Galatasaray, Istanbul ; MICHEL Marc, PR, Aix-Marseille-I ; MILELLI Jean- Pierre, enseignant à l'IEP Paris ; MILLIOT Vincent, PR, Caen ; MILZA Pierre, PR émérite, IEP Paris ; MINK Georges, DR, CNRS ; MITTERAND Henri, PR, Univ. Columbia ; MONNET-TALENT Sylvie, Prof. CPGE, Marseille ; MOREAU-DEFARGES Philippe, Ministre plénipotentiaire, chercheur et co-directeur du RAMSES, IFRI. ; MOREAU Philippe, PR, Caen ; MOREIL Françoise, MC, Avignon ; MOREL Marie-France, MC honoraire, ENS Fontenay-Saint-Cloud ; MORELLE Chantal, PR de classes préparatoires ; MORIEUX Renaud, ATER, Reims ; MOSSE Claude, PR émérite, Paris-VIII ; MOSSER Monique, Centre André Chastel, INHA ; MOULINIER Laurence, MC, Paris-VIII ; MOURLANE Stéphane, CC, Nice ; MOUYSSSET Sylvie, MC, Toulouse-II ; MUCHEMBLED Robert, PR, Paris-XIII ; NANTET Bernard, historien ; NAVAILLES Jean-Pierre, PR honoraire, Paris-XI ; NICOLET Claude, membre de l'Institut ; NICOUUD Marilyn, Directrice des études pour l'histoire médiévale, Ecole française de Rome ; NORA Pierre, DE émérite, EHESS ; NOURRISSON Didier, IUFM de Lyon ; OBERMAIR Hannes, Stadtarchiv bozen/archivio storico della città di bolzano ; OBRINGER Frédéric, CR, CNRS ; OLIVIER Jean-Marc,

MC, Toulouse-II ; OMNES Catherine, PR, Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines ; ORY Pascal, PR, Paris-I ; OZOUF Mona, DR honoraire, CNRS ; PAILLER Jean-Marie, PR, Toulouse-II, IUF ; PANNE Jean-Louis, ; PARAVICINI BAGLIANI Agostino, PR, Université de Lausanne ; PAULES Xavier, Post-doctorant Tokyo ; PAVIOT Jacques, PR, Paris-XII ; PAYEN Pascal, PR, Toulouse-II ; PECOUT Gilles, PR, ENS Ulm, DE, EPHE ; PELLISTRANDI Benoît, PR CPGE, Paris ; PELUS-KAPLAN Marie-Louise, PR, Paris-VII ; PERKOWSKI Olivier, Ville de Paris ; PERRIN Michel-Yves, PR, Rouen ; PERRON Régine, MC, Cergy-Pontoise ; PERRON Jean-Claude, PR émérite, Paris-I ; PERVILLE Guy, PR, Toulouse-II ; PETITEAU Nathalie, PR, Avignon ; PETRE-GRENOUILLEAU Olivier, PR, Bretagne Sud ; PEYROT Jean, PR émérite, IEP Lyon ; PICARD CHRISTOPHE, PR, ParisI ; PICAUD Sandrine, ATER, Nantes ; PICAUDOU Nadine, PR, INALCO ; PIERRE Arnaud, PR, GrenobleII ; PIKETTY Guillaume, DR, IEP de Paris ; PINOL Jean-Luc, PR, LyonII ; POMIAN Krzysztof, CNRS ; PORTES Jacques, PR, ParisVIII ; POUILLON François, DE, EHESS ; POULET Régis, Docteur ès lettres, enseignant ; POULOT Dominique, PR, Paris I ; POUSSOU Jean-Pierre, PR, Paris-IV ; PREVOT Françoise, PR, Paris-XII ; PROST Antoine, PR émérite, Paris-I ; PROVOST, MC, Artois ; QUELLIEN Jean, PR, Caen ; QUENET Grégory, MC, Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines ; QUETEL Claude, DR, CNRS ; RAUCH André, PR, Strasbourg ; REGOURD François, MC, Paris-X ; RELTGEN-TALLON Anne, MC, Amiens ; REMOND René, FNSP ; RENAUDET Isabelle, MC, Aix-Marseille-I ; REY Pierre-Louis, PR, Paris-III ; RICHARD Gilles, PR, IEP Rennes ; RICHARD Nathalie, MC, Paris-I ; RIGAUX Dominique, PR, Grenoble-II ; RINAURO Sandro, Università degli studi di Milano (Italia) ; RIPA Yannick, MC, Paris-VIII ; RIVIERE Yann, directeur des études pour l'histoire ancienne, Ecole française de Rome, ; ROBIN Christian Julien, CNRS, membre de l'Institut ; ROMANO Antonella, PR, Département Histoire et Civilisation, IUE, Florence ; ROUSSELLIER Nicolas, MC, IEP Paris ; ROWLEY Anthony, MC, IEP Paris ; ROYO Manuel PR, Tours ; RUZE, PR émérite, Caen ; SABATIER Gérard, PR, Grenoble-II ; SABROUX Dominique, prof. CPGE, Troyes ; SABY Pierre, PR, Lyon-II ; SAINCLIVIER Jacqueline, PR, Rennes-II ; SAINT-PULGENT(de) Maryvonne ; SALLIOU Catherine, MC, Poitiers ; SALOMONI Antonella, Professore associato, Università della Calabria ; SANTAMARIA Yves, MC, IEP Grenoble ; SARTRE Maurice, PR, TOURS, IUF ; SARTRE-FAURIAT Annie, PR, ARTOIS ; SAUZET Robert, PR émérite, TOURS ; SCHLOTTLER Peter, DR, CNRS-IHTP ; SEIZELET Eric, DR, CNRS, ENS-LSH ; SELIER André, Historien ; SERANDOUR Arnaud, EHESS ; SIARY Gérard, PR, Montpellier-III ; SIBOUT Cécile-Anne, PRAG, Rouen ; SOTINEL Claire, PR, Tours ; SOTTOCASA Valérie, MC, Toulouse-II ; SOUYRI Pierre François, Université de Genève ; STEPHANE Alexandra, MC, Paris-XII ; SUTTOR Marc, MC, Artois ; TAILLEFER Michel, PR, Toulouse-II ; TALLON Alain, PR, Paris-IV ; TAMAGNE Florence, MC, Lille-III ; TARTAKOWSKY Danielle, PR, Paris-VIII ; TELLIER Thibault, MC, Lille-III ; TEMMAN Michel ; THEIS Laurent, Société de l'Histoire du Protestantisme Français ; THERY Julien, MC, Montpellier-III ; THEVENET Jean-Paul, PR, Chaire Supérieure d'histoire à Lyon ; THIEBLEMONT-DOLLET Sylvie, MC, Metz ; THOMANN Bernard, MC, INALCO ; TILLIETTE Jean Yves, PR, Université de Genève ; TODOROV Tzeta, DR, CNRS ; TOUCHELAY Béatrice, MC, Paris-XII ; TOURNES Ludovic, MC, Rouen ; TOUZERY Mireille, PR, Paris-XII ; TRAIMOND Bernard, PR, Bordeaux-II et EHESS ; TRIAUD Jean- Louis, PR, Aix-Marseille-I ; TUCAT, Danielle, MC, IUFM de Créteil ; TURREL Denise, PR, Poitiers ; VABRE Sylvie, Toulouse-II ; VADELORGE Loïc, MC, Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines ; VAÏSSE Maurice, PR, IEP Paris ; VAISSIERE Etienne (de la), EPHE ; VALAT Bruno, Centre universitaire de formation et de recherche, Albi ; VALENSI Lucette, DE, EHESS ; VAN ANDRINGA William, MC, Picardie ; VARASCHIN Denis, PR, Artois ; VAREILLE-DAHAN Claudie, CESR, Tours ; VARNOTEAUX Philippe ; VAUCHEZ André, PR émérite, Paris-X ; VEILLON Dominique, DR, CNRS-IHTP ; VEINSTEIN Gilles, PR, Collège de France ; VELLUT Jean-Luc, PR émérite, UC Louvain, ; VENAYRE Sylvain, MC, Paris-I ; VERCLYTTE Thomas, Prof. CPGE, Nîmes ; VERGE-FRANCESCHI Michel, PR, Tours ; VERGER Jacques, PR, Paris-IV ; VERLEY Patrick, Université de Genève ; VERNANT Jean-Pierre, PR honoraire, Collège de France ; VEYNE Paul, PR honoraire, Collège de France ; VEYRAT-MASSON Isabelle, CR, CNRS ; VIAL Eric, PR, Cergy-Pontoise ; VIANES Laurence, MC, Grenoble-II ; VIDAL Laurent, MC, La Rochelle ; VIDAL-NAQUET Pierre, DE honoraire, EHESS ; VIGARELLO Georges, PR, Paris-V et EHESS ; VILLIERS Patrick, PR, Littoral Côte d'Opale ; VINCENT Catherine, PR, Paris-X ; VIRLOUVET Catherine, PR, Aix-Marseille-I ; VIVANT Carole, Docteur en droit, Montpellier-I ; VIVIER Nadine, PR, Le Mans ; VOISIN Jean-Louis, MC, Paris-XII ; VOLDMAN Danièle, DR, CNRS ; WALTER Jacques, PR, Metz ; WANEGFFELN Thierry, PR,

Clermont-Ferrand-II ; WENZEL Eric, MC, Avignon ; WIEVIORKA Olivier, PR, ENS-Cachan ; WILL Pierre-Etienne, PR, Collège de France ; WINOCK Michel, PR émérite, IEP Paris ; WINTER Jay, IUE Florence, Yale University ; YON Jean-Claude, MC, Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines ; YVOREL Jean-jacques, CNFE-PJJ (Ministère de la Justice) ; ZANI Luciano, professore ordinario di Storia contemporanea, Università di Roma La Sapienza ; ZIMMERMANN Michel, pr émérite, Versailles saint-Quentin-en-Yvelines ; ZINK Michel, PR, Collège de France, Membre de l'Institut ; ZUFFEREY Nicolas, Department of Chinese Studies, University of Geneva ; ZUNZ Olivier, University of Virginia ; ZURBACH Julien, Membre scientifique EFA.

**Dans
l'ex-URSS
aujourd'hui**

Des cheminots kirghizes menacé de s'immoler par le feu

BICHKEK, 23 janvier 2006 (AFP). — Des cheminots ont manifesté lundi à Bichkek et menacé de s'immoler par le feu si le nouveau patron des chemins de fer du Kirghizstan, chargé de privatiser prochainement cette compagnie publique, n'était pas limogé d'ici mercredi prochain.

“Si nos demandes ne sont pas satisfaites d'ici le 25 janvier, chaque jour, un manifestant s'immolera par le feu jusqu'à ce que le gouvernement vienne à notre rencontre”, a déclaré l'un des manifestants, Ernis Dokenov.

Les cheminots craignent de se retrouver au chômage après la première étape de privatisation du réseau national, transformé le 16 janvier en société par

actions, et la nomination la semaine dernière d'un nouveau patron, Nariman Tiouleev.

Les 21 manifestants ont installé une iourte devant le Parlement et, lors de heurts avec la police, se sont aspergé et ont aspergé quelques policiers d'essence, ont indiqué les manifestants et les forces de l'ordre.

“Les policiers ont essayé de détruire la iourte et de disperser les manifestants, et ont emporté la moitié des bidons d'essence”, a déclaré M. Dokenov.

En novembre, le frère d'un député kirghize assassiné s'était immolé par le feu à Jalal-Abad (sud du Kirghizstan) pour protester contre la façon dont était menée l'enquête sur le meurtre.

Ticket de vie, ticket de mort

PLUS j'avance en âge (sans atteindre pourtant celui des lamas tibétains), plus je suis convaincu que notre Etat n'a pas pour fonction d'améliorer la vie des gens, mais simplement de contrôler que ses citoyens ont bien leurs tickets. Tu as ton ticket pour l'air, tu peux respirer, pour l'eau, tu peux boire, tu ne peux pas payer ton ticket, tu n'as qu'à mourir, mais l'Etat ne paiera pas ton inhumation si tu n'as pas ton ticket de mort.

C'est ainsi que, dans ma famille, nous n'avons pas le ticket de médecine

gratuite, garantie par l'Etat. Néanmoins, j'ai eu le toupet d'avoir une grave maladie pulmonaire et la clinique des chemins de fer m'a envoyé faire des analyses à l'institut de phtisiologie des poumons de la ville. Il est alors apparu que cet institut ne figurait pas au programme de l'aide médicale gratuite à la population. Pour prévenir et soigner les maladies socialement dangereuses, il existe des programmes d'Etat, dont un programme contre la tuberculose, qui finance cet institut. Mais le financement d'Etat est insuffisant, c'est peut être vrai, et donc le directeur de cet institut a instauré

un forfait hospitalier de 50 roubles par jour. Tout cela malgré les affirmations répétées de l'Etat selon lesquelles les malades atteints de tuberculose sont suivis et soignés **gratuitement**.

J'ai exprimé mon indignation dans la mesure de mes forces, qui étaient alors limitées, mais il n'y avait rien à faire, j'ai emprunté de l'argent et j'ai payé. Je n'ai heureusement pas eu trop à emprunter, mes examens devaient durer quinze jours, d'autres sont suivis six mois et doivent allonger plusieurs milliers de roubles. J'ai payé, mais j'ai adressé une réclamation écrite au directeur, où je protestais contre le paiement d'un forfait journalier en hôpital de jour, que je jugeais illégal et infondé. Trois jours plus tard, on m'a fait mon billet de sortie, indiquant que je n'étais pas d'accord avec les conditions de séjour pour justifier ma sortie avant la fin de mes examens. En fait, on m'a pratiquement jeté à la rue, dans un état qui était loin d'être normal, sans qu'un diagnostic ait été établi et alors que j'étais malade depuis presque deux mois.

Tant bien que mal, on m'a examiné dans un autre établissement, mais il a fallu encore deux mois pour des résultats moins fiables, car il n'est pas aussi spécialisés que l'institut de phtisiologie. Et l'argent m'a été rendu... six mois plus tard, après mes démarches auprès du gouvernement de Russie (les démarches à un niveau inférieur ayant été ignorées, bien que plusieurs médecins, fonctionnaires d'Etat, m'aient répondu qu'ils étaient d'accord avec moi quant à l'illégalité du paiement exigé).

Mais, comme on dit, un malheur n'arrive jamais seul. Ma femme, à son tour, a osé tomber malade. Et elle aussi gravement. Pour la soigner, il fallait absolument procéder à un examen coûteux, une tomographie à résonance magnétique. L'assurance obligatoire donne droit à la gratuité de cet examen s'il est demandé par le médecin traitant. Comme ma femme avait du mal à se déplacer, je suis allé l'inscrire moi-même, muni de tous les papiers nécessaires. Là, on m'a dit que les inscriptions avaient été prises pour la dernière fois il y a six mois environ, qu'elles reprendraient peut-être dans

un mois, je n'avais qu'à téléphoner. Où, si c'était tellement urgent, payer. Cet examen coûte de 2 500 à 6 000 roubles. Nous n'avions pas cet argent, et, au contraire, des dettes bien supérieures à cette somme, à cause de ma maladie. Il a fallu faire une demande écrite au comité pour la santé du gouvernement régional, au fonds territorial de l'assurance médicale obligatoire et à la compagnie d'assurances de ma femme.

Tous ces organismes ont obligation, conformément à la législation, de défendre les droits des malades. Pourtant, quand ma femme a voulu remettre en mains propres sa demande au responsable de sa compagnie d'assurances, Le Monde russe, un des employés lui a dit oralement qu'ils ne s'occupaient pas de ces problèmes et que nous devions les résoudre nous-mêmes. Il a fallu tout envoyer par la poste, ce qui a allongé les délais. Le temps pressait, les douleurs de ma femme ne cessaient d'augmenter. Nous avons donc constitué une délégation, formée de la sœur de ma femme, du président du syndicat dont je suis membre et de moi-même, pour aller au comité pour la santé. Cet organisme était bien gardé, on ne nous a laissé entrer qu'après que nous ayons menacé de déposer plainte contre les actes illégaux des vigiles. Nous n'avons pas été reçus plus de dix minutes ; on a d'abord tenté de nous expliquer la durée d'attente pour obtenir un examen par le mauvais état des appareils, mais quand j'ai demandé pourquoi, dès lors qu'on payait, les appareils fonctionnaient très bien, l'employé a décroché son téléphone, a appelé l'hôpital où se pratique l'examen et a inscrit ma femme. Il a fallu tout de même attendre une semaine.

Plus tard, nous avons reçu des réponses des autres organismes cités plus haut, proposant la tomographie, mais "*c'est le jour de Pâques qu'on a besoin d'œufs*" : quand ces réponses sont arrivées, ma femme avait déjà subi l'opération, qui n'était possible qu'après l'examen.

Voilà comment j'en suis venu à toutes ces tristes réflexions sur les tickets. Quelqu'un n'en aurait-il pas piqué tout un rouleau ?

**Pages
oubliées :**

**Trotsky
à Brest-Litovsk**

L'article de *L'Illustration* reproduit ci-après a un double intérêt : il reflète la crainte que suscitaient la révolution russe (incarnée ici par Trotsky) et le bolchevisme dans les cercles de la bourgeoisie. Il illustre les méthodes du combat "idéologique" utilisées par celle-ci : l'article est truffé de sous-entendus visant à suggérer que Trotsky a bénéficié à divers moments de son activité de sympathies ou de complicités douteuses — germaniques, bien entendu (ainsi, la phrase "*On se demande où il a pu trouver de l'argent*" pour publier son petit journal pendant la guerre) — pour conforter la version de l'argent allemand versé aux bolcheviks répandue par les services secrets français et anglais, et collationnée dans les faux dits Sisson produits par eux.

L'Illustration met dans la bouche de Trotsky, en italique, une phrase dont la seule partie authentique est "*Nous sommes des internationalistes*", dont le journaliste voudrait convaincre son lecteur qu'elle signifie que les révolutionnaires et le Kaiser Guillaume II pourraient être frères ! La ficelle est un peu grosse. Mais moins encore, pourtant, que la plupart des ficelles de la propagande anticommuniste de l'époque...

Léon "Trotzky" à Brest-Litovsk

POUR avoir été seul à passer des paroles aux actes, Trotzky est aujourd'hui le seul maître de la révolution russe. Depuis trois mois, le monde entier observe cet inconnu qui déclare la paix avec autant de décision que l'Allemagne a déclaré la guerre et comme s'il avait les mêmes moyens d'imposer sa volonté. On l'a vu, à l'heure où la Russie se disloquait comme une masse sans armature, tendre la main à l'ennemi cambré sous sa cuirasse. N'ayant plus d'armées, il voulait traiter d'égal à égal avec le militarisme allemand, sous le prétexte qu'il disposait d'une force plus grande que celle des canons et des baïonnettes : la force de l'esprit révolutionnaire qu'il apportait avec lui et qui devait gagner l'armée allemande et la dissoudre à son tour. Cette menace étant sans effet et le vainqueur dictant ses volontés, Trotzky se retire à pas comptés ; il déclare qu'il considère la guerre comme terminée, et les ennemis qu'il défiait et les alliés qu'il abandonnait restent également perplexes devant ce nouveau problème de Russie.

Quel est donc cet homme qui parle ainsi au monde et quel est son dessein ? Au début des hostilités, il était inconnu ; au début de la révolution russe, on l'ignorait encore. On savait simplement qu'aux journées de 1905 il était apparu à la tête des ouvriers de Petrograd, qu'il avait été condamné à la Sibérie et s'était échappé, comme tant d'autres. Réfugié à Vienne, il y avait été surpris par la guerre, mais il avait pu quitter l'Autriche avec une singulière facilité, avait gagné la

Suisse, puis Paris. C'est là qu'on l'approche, qu'on commence à le distinguer. La colonie russe le voit publier un journal plus que tendancieux et discourir dans les réunions privées de la place d'Italie à Montrouge. Son journal est quotidien et se vend mal : cependant, Trotzky paie son imprimeur. On se demande où il a trouvé de l'argent. On le soupçonne. Il est expulsé. Il passe en Espagne, qui le déclare indésirable. Il débarque aux Etats-Unis. Il y pourrait vivre tranquille, mais il gagne le Canada. A ce moment, la révolution russe éclate à Petrograd et il veut partir pour Stockholm. Les Anglais le retiennent à Halifax dans un camp de concentration, en compagnie de 400 prisonniers allemands qu'il prétend gagnés à l'Internationale. Pour un peu, il demanderait qu'on leur donne la liberté d'aller faire la révolution en Allemagne. Mais il se contente de la permission qui lui est donnée de gagner la Suède.

Il arrive en Russie. Dès qu'il est à Petrograd, il voit clair dans l'avenir de son pays. Pour lui, la révolution, c'est la paix, et pour obtenir la paix, il faut désorganiser l'armée. Il y travaille avec Lénine. La propagande maximaliste a le plus grand succès auprès des soldats désorientés par trop de contre-ordres et trop de rumeurs de trahison. L'évangile maximaliste est à base de la plus égoïste tentation : *"Ne te bats pas, soldat, tu te ferais blesser ou tuer inutilement, alors que tu n'as qu'à rentrer chez toi prendre les terres des riches."* Mais Kerenski, qui a senti le danger, essaie de réagir,

multiplie ses voyages et ses harangues. Il faut le supprimer. Le coup est tenté au mois de juillet ; c'est un échec. Lénine s'enfuit. Trotzky reste. Il accepte la prison, car il a confiance dans les soviets. Il est bien vite relâché et il prépare soigneusement sa revanche. Tandis que Kerenski parle, parle, menace et toujours cède, il organise l'insurrection. Le 4 novembre, il triomphe, et dès qu'il est au pouvoir, il se sert du pouvoir. C'est un véritable dictateur qui se révèle. Son grand avantage est de n'avoir jamais été un théoricien, un doctrinaire. Dans ses articles, il ne prêchait que l'action directe. Ce qu'il y a de nouveau dans ce révolutionnaire russe, ce qui lui assure son autorité, c'est qu'il ne se perd pas en discussions avec les camarades, c'est qu'il agit : la fusillade, la prison, la confiscation à l'intérieur. Lénine n'est plus à ses côtés qu'un préfet de police de la Commune. Confiant en lui, Trotzky se tourne vers l'étranger et déclare la paix.

C'est un homme qui sait ce qu'il veut. Et ce qu'il veut, c'est la paix, parce que la paix seule lui permettra d'accomplir son œuvre révolutionnaire. Aux débuts des pourparlers de Brest-Litovsk, et au long de ces pourparlers, alors qu'il faisait mine de rompre devant les exigences allemandes et qu'il revenait, les amis qu'il avait laissés à Paris disaient à mi-voix dans les conciliabules de nos minoritaires : *"Quel homme admirable ! Il amuse le tapis."* Ils entendaient par là que Trotzky allait peu à peu répandre l'idée de paix immédiate en Allemagne et en Autriche ; ils paraphrasaient son mot : *"Nous sommes contagieux."* Mais, dans le même temps, Trotzky, mieux renseigné et pour cause, ne pouvait nourrir une illusion aussi puérile. Il savait bien qu'il faut avoir la force avec soi pour imposer sa volonté. Lui qui avait désorganisé l'armée russe, il gardait des régiments pour arrêter ses adversaires, dissoudre la Douma de ville en ville, interdire la Constituante. Alors, quel était son jeu et comment dire si son attitude était dictée par la sincérité du révolutionnaire ou par l'intérêt de l'agitateur professionnel ? Voilà encore une nouvelle énigme. Trotzky ne fait aucune difficulté pour reconnaître qu'il a reçu de l'argent

allemand et il s'en explique, avec un naturel que nous appellerions en Occident du cynisme, mais qui, en Russie, peut être vraiment du naturel : *"Nous sommes internationalistes, dit-il, il n'y a pas plus d'Allemagne que de Russie ; il y a des citoyens du monde qui sont solidaires et doivent s'affranchir par tous les moyens."* Et cette réponse lui paraît suffisante.

Dans les remarquables correspondances qu'il envoie au *Petit Parisien*, M. Claude Anet a montré le plaisir que prend Trotzky à se venger sur les représentants de la France et de l'Angleterre de l'expulsion et de l'incarcération qui lui furent imposées. Ses notes n'ont rien de la politesse diplomatique ; le moindre incident lui fournit le prétexte de servir sa rancune. Il faut toute la complaisance des représentants de l'Entente pour accepter cette attitude, leur complaisance et aussi leur sagesse politique et leur confiance dans l'avenir. Car Trotzky ne rompt pas. Il garde avec lui un secret, qui est le secret de toute la Russie. Un homme d'action laisse toujours plus d'espérance qu'un orateur, même aux heures où l'on est le plus tenté de désespérer de lui et de son pouvoir.

Mais qui pourrait déchiffrer l'énigme du dictateur ? A examiner avec toute l'attention possible les portraits que l'on connaît de lui, il est impossible de tirer un horoscope. Dans ce corps de petite taille et de carrure solide, ce qui frappe tout d'abord, c'est une expression de volonté. Dans un visage pâle, de type sémitique, le front est large, le nez dur, la bouche amère. La moustache et la barbiche ajoutent quelque chose de diabolique. Mais ce sont les yeux qui attirent et qui déroutent. Ils sont vifs et rusés sous le lorgnon. Leur regard, accentué par le pli creusé entre les deux sourcils, ne cesse d'interroger. En étudiant Trotzky, à une réunion maximaliste, M. Claude Anet a noté avec grand soin plusieurs traits essentiels du personnage : *"On sent en lui, écrit-il, un maître jaloux de son autorité, qui ne souffre aucune contradiction. Il est en pleine possession de ses facultés. Il a en lui-même une confiance entière et pour les autres un mépris latent, mais total, qu'il cache*

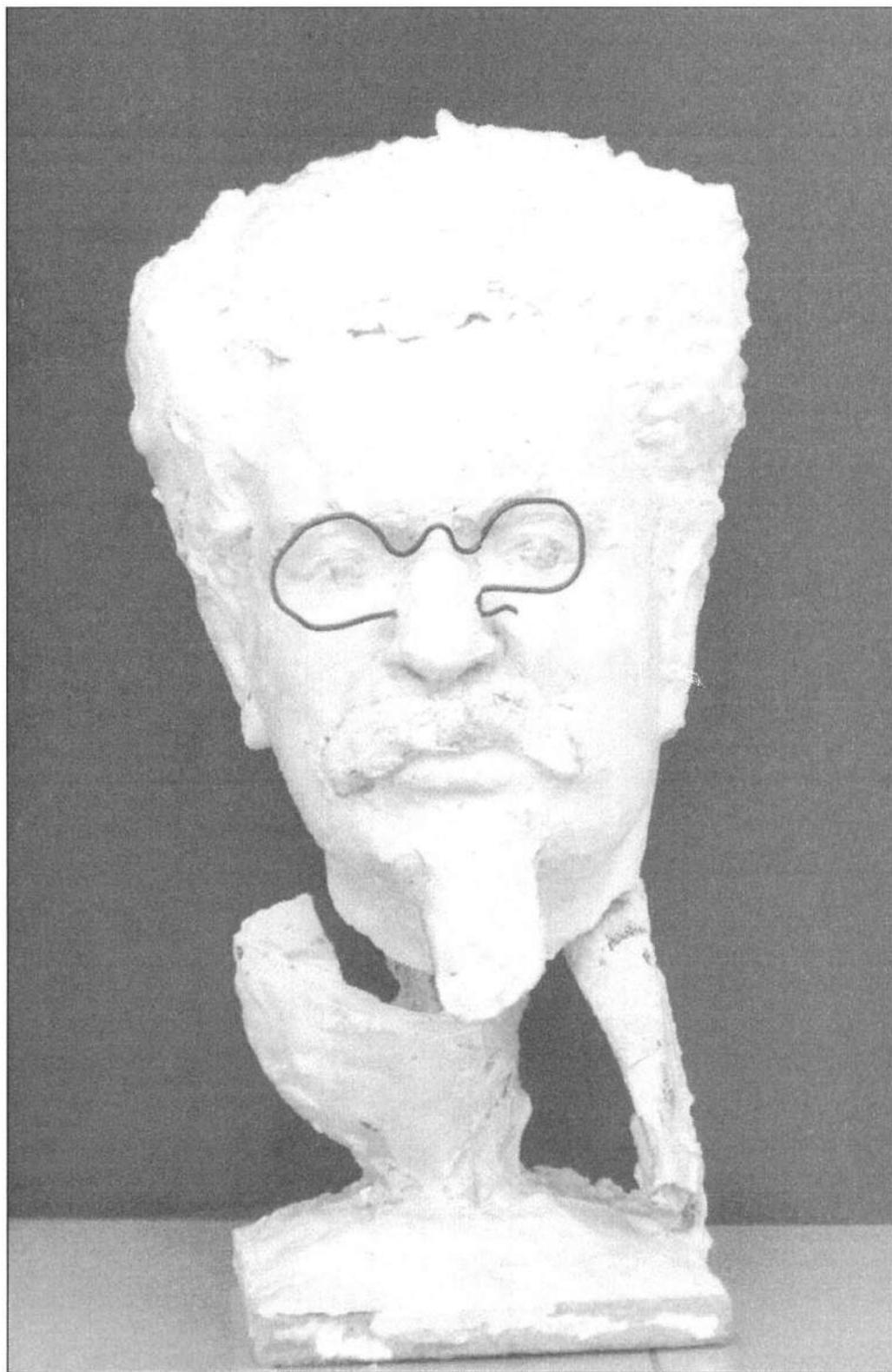
mal. La force, la volonté, ce n'est pas tout Trotzky. Et je pense que j'ai tort de mettre au premier plan ces qualités, car ce qui domine en lui, c'est l'intelligence." En même temps, le même observateur remarquait des signes très nets de nervosité : "Ce n'est pas une force sereine, mais agitée. Il tire, sans cesse, sa moustache, d'une main fine et blanche, jamais en repos. Il va de groupe en groupe sur la scène du théâtre

Alexandre, ne s'arrêtant nulle part. Il doit avoir des colères soudaines, des moments de désespoir, des joies vives et aiguës."

Quels seront ces colères, ces désespoirs et ces joies devant l'attitude que l'Allemagne va prendre au lendemain de la singulière "déclaration de paix" du dictateur de la révolution russe ? C'est là le secret que Trotzky garde dans ses yeux à la fois hardis et inquiets.



Léon Trotsky à Brest-Litovsk (photo publiée dans *L'Illustration*, n° 3911, 16 février 1918).



Chronique des falsifications

Un journaliste du *Figaro* dans ses œuvres

UN journaliste du *Figaro*, Alexis Lacroix, vient de commettre un livre intitulé *Le Socialisme des imbéciles* (1). Il veut montrer (faute de pouvoir démontrer) que quiconque se dresse contre le capitalisme est antisémite. Il proclame : “*Le léninisme sut par lui-même et pour lui-même propager la lèpre antisémite*” (p. 49). Or la révolution russe a abrogé les quelque mille textes de lois et décrets pris contre les Juifs par les tsars successifs avec la bénédiction empressée (comme toujours) de l’Eglise orthodoxe, puis la révolution d’Octobre a développé les écoles et publications en yiddish (comme les écoles en langue ukrainienne ou d’autres), effort que le stalinisme a brisé. Malgré le stalinisme, la terreur et le NKVD, cet héritage était suffisamment fort pour qu’en septembre 1939 les Juifs de Pologne orientale, harassés par le très catholique antisémitisme polonais et la peur de l’antisémitisme nazi, aient accueilli l’Armée rouge avec enthousiasme...

Consacrant une quinzaine de pages à la pensée de Marx, Alexis Lacroix s’appuie uniquement sur son opuscule *La Question juive*, écrit en 1843, et affirme qu’à partir de ce livre, “*au milieu des années 1840, l’auteur du Capital scelle les noces barbares de la révolution et d’un anticapitalisme parfaitement superposable, ou presque, à l’antijudaïsme*” (p. 79). Il ajoute : “*L’identification de la révolution au renversement du judaïsme n’est hélas pas un trait conjoncturel,*

mais une séquence décisive et structurale de la pensée marxiste. L’hostilité de principe à la singularité juive figure moins une dérive que la tentation originelle et la norme historique du progressisme” (p. 87).

Le papier, matériau de bonne composition

Certes, le papier, matériau de bonne composition, peut tout supporter, mais pour affirmer que Marx et les marxistes identifient la révolution avec le renversement du judaïsme, il faut une dose infinie ou d’ignorance ou de malhonnêteté intellectuelle, ou sans doute des deux à la fois. Outre que Lacroix déforme outrancièrement l’analyse donnée par Marx dans *La Question juive*, quiconque a lu *Le Manifeste du Parti communiste*, *Le Capital*, *La Contribution à la critique de l’économie politique*, *Travail salarié et capital*, *Salaires, prix et profit*, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, *La Guerre civile en France*, bref, les écrits fondamentaux de Marx, se frottera les yeux d’étonnement en lisant ces lignes, car il n’y retrouvera pas l’ombre d’une idée semblable.

Une fois engagée sur cette voie, la falsification ne connaît plus de limites. Ainsi, Alexis Lacroix écrit : “*Dès lors qu’il flirte avec l’idée que la persé-*

(1) Alexis Lacroix : *Le Socialisme des imbéciles*, Paris, 2005, La Table ronde, 156 pages, 16 euros.

véranche du Juif perturbe la marche de l'histoire universelle, le révolutionnaire se met en position de punir celui qui reste Juif" (p. 87). Où et quand les révolutionnaires ont-ils donc "puni celui qui reste Juif" ? On ne sait. Or seules des révolutions ont pris des mesures effectives pour émanciper les Juifs : la Révolution française par son décret du 18 septembre 1791, qui annulait toutes les mesures d'exception prises contre les Juifs au fil des âges, puis la révolution russe.

"Entre nostalgiques des soviets et impatientes de la charia"

Dans la même veine, ce Lacroix dénonce un « *bolchevisme vintage (?) entraîné par "le vertige du blame game" (?)*. Contre le patronat. Contre la "classe politique". Contre la "marchandisation". Contre la mondialisation. Contre l'Europe. Contre les Etats-Unis. Contre la finance. Contre Israël » (p. 91). L'auteur stigmatise ceux qui ont du "ressentiment contre le capitalisme" et ajoute : "*Entre nostalgiques des soviets et impatientes de la charia, la tendance est, on le sait, à la fusion*" (p. 90). Puisqu'on le sait, pas besoin de le démontrer, ce qui évite à l'auteur d'avoir à surmonter quelques menues difficultés.

Il est vrai que l'un de ses maîtres à "penser" (si l'on ose dire) est Alain Minc, chouchou du MEDEF. Mais l'alliance entre les soviets et la charia remplace la prétendue alliance entre bolchevisme et judaïsme, qui a fait les choux gras de la réaction et des fascistes pendant des décennies (le fameux complot judéo-bolchevico-maçonnique dénoncé par *Gringoire*, Goebbels, les monarchistes russes, etc.).

L'auteur montre le bout clérical de son nez quand il dénonce "*le dispositif inquisitorial de l'antimonothéisme*" (p. 79), dont Marx aurait la paternité. Qu'est donc ce dispositif ? Mystère. L'histoire nous a plutôt habitués au dis-

positif inquisitorial des Eglises monothéistes constituées, qui, dès qu'elles le peuvent, empêchent ici et là le droit au divorce, le droit à l'avortement, prétendent exercer une censure sur les productions intellectuelles, font interdire des affiches, voire des livres, etc.

On se dit un moment que l'auteur pêche plus par ignorance que par volonté de falsifier quand on lit sous sa plume que "*le cœur de la démarche intellectuelle du marxisme est l'explication du mal par la méchanceté des puissants*" (p. 91). Il ne peut évidemment citer la moindre ligne de Marx pour illustrer cette transformation particulièrement stupide du marxisme en une sorte de moralisme bêlant reposant sur les catégories du bien et du mal. Mais ignorance ou pas, cela ne change rien à l'affaire.

Quand un faussaire en engendre un autre...

L'auteur du *Socialisme des imbéciles* a suscité une vocation. Ainsi, présentant avec moult éloges son livre dans *Le Nouvel Observateur*, un certain Pascal Bruckner écrit : "*Les fondateurs, de Fourier à Proudhon en passant par Marx, ont toujours tenu les fils de la torah pour coupables d'avoir inventé le capitalisme, c'est-à-dire le mal (...). Puisque le Juif perturbe la marche de l'histoire universelle, c'est de son effacement en tant que peuple que dépendra l'émancipation de l'humanité*" !

Apparemment, Bruckner ne connaît pas plus que Lacroix la phrase fameuse de Marx dans *Le Manifeste du Parti communiste* : "*La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire.*"

Si, par hasard, ils ont lu quelques lignes de Marx sur la naissance du capitalisme, ils les ont de toute façon effacées. Il est sans doute plus facile d'être faussaire quand on est ignorant.

Un faux qui produit d'autres faux... contre Lénine et Trotsky

LE faux des *Protocoles des sages de Sion*, destiné à un avenir inattendu même pour ses fabricants, a été concocté au début du siècle par le policier russe de l'Okhrana Pierre Ratchkovski, ancien révolutionnaire repent, assisté du policier Mathieu Golovinski. Publié d'abord incomplètement dans la revue *Znamia* en 1903, puis en édition séparée et complète en Russie en 1905, ce texte se présente comme le procès-verbal ("protocole", en russe, veut dire "procès-verbal") d'une vingtaine de réunions judéo-maçonniques.

Un sage de Sion est censé s'adresser à de mystérieux chefs du peuple juif et leur dessine un plan fantasmagorique de conquête du monde par tous les moyens, surtout les pires, évidemment.

"Transformer des os de chien en reliques miraculeuses"

Ces protocoles sont diffusés entre autres par un mystique orthodoxe à demi-fou, Nilus, qui en montre le texte au comte de Chayla.

Ce dernier exprimant des doutes sur l'authenticité de ce salmigondis, Nilus lui rétorque : *"Admettons que ces Protocoles soient un faux. Mais Dieu ne peut-il pas s'en servir pour découvrir l'iniquité de ce qui se prépare ? Dieu (...) ne peut-il pas transformer des os de chien*

en reliques miraculeuses ?" D'autres s'en sont chargés avec succès, à commencer par des Russes blancs, débris des armées monarchistes vaincues.

Le paladin de l'empire colonial britannique, Winston Churchill, persuadé sans peine de leur authenticité, fulminait en 1920 en des termes dignes du demi-fou Nilus : *"Depuis l'époque de Spartacus Wieshaupt, en passant par celle de Karl Marx pour en arriver maintenant à celle de Trotsky (Russie), Bela Kuhn (Hongrie), Rosa Luxemburg (Allemagne) et Emma Goldman (Etats-Unis), cette conspiration mondiale pour anéantir la civilisation et pour reconstruire la société sur la base de l'arrêt du développement, d'une méchanceté envieuse et d'une impossible égalité, n'a fait que s'étendre régulièrement."*

Le magnat américain de l'automobile, Henri Ford, crut quelque temps aux *Protocoles* et encouragea un moment leur diffusion systématique. Les nazis y accordèrent une attention particulière et leur assurèrent une diffusion massive. Ils leur servirent de préparation idéologique à la chasse aux Juifs, puis à leur extermination.

Les *Protocoles* sont toujours aujourd'hui diffusés en Russie, où les débris de la nomenklatura et l'intelligentsia orthodoxe nationaliste croient (ou feignent de croire) dur comme fer à ce mythe, dans certains milieux traditionalistes américains et certains pays arabes...

Une “découverte” qui tombe à point

La bande dessinée de Will Eisner (1), récemment publiée, repose sur de prétendues révélations d’un “chercheur” russe, Mikhaïl Lepekhine, annoncées à grands coups de trompe dans *L’Express* (16 novembre 1999) sous le titre racoleur “*Les secrets d’une manipulation antisémite*” et le sous-titre aussi racoleur : “*L’auteur est enfin identifié.*” Lepekhine aurait découvert le véritable auteur des *Protocoles* : le policier russe Mathieu Golovinski.

La prétendue “découverte” est un peu faisandée. Dès 1939, Henri Rollin évoque le rôle de Golovinski, qu’il qualifie de “*faussaire, collaborateur de Ratchkovski, membre de la police secrète russe*”. Le Français Henri Bint “*lui avait signalé la collaboration de Golovinski dans la fabrication des faux documents qu’utilisait Ratchkovski*”, le commanditaire et l’homme clé de l’affaire. La participation de Golovinski à la fabrication du faux fut évoquée deux fois lors d’un procès tenu à Berne en 1934. Lepekhine se contente de faire passer Golovinski du rôle de cofabricant du faux au rôle de fabricant unique. C’est un déplacement d’accent. Pas une révélation. Auteur d’une thèse sur ce thème, Jacques Halbronn invite, lui, à “*limiter sensiblement le rôle de Mathieu Golovinski, qui n’aura fait, selon nous, écrit-il, que puiser dans une littérature antimaçonnique et anti-juive qui le précède, et dont il se sert abondamment*” (2).

Le pro-nazi Mikhaïl Lepekhine

Pourquoi tant de bruit autour de la promotion, assez limitée, de Golovinski du rôle de cofabricant à celui de fabricant principal ou unique des *Protocoles* ? La bande dessinée de Will Eisner, où Golovinski joue un rôle central, permet de le saisir. La page 91 contient une nouvelle sensationnelle déjà fournie

par *L’Express* : ce policier tsariste, resté en Russie après la révolution, devint “*conseiller de Trotsky*” ; le fabricant des *Protocoles* qui ont servi à la solution finale serait donc devenu le conseiller du chef de l’Armée rouge.

Mais qui est donc Mikhaïl Lepekhine ? Il faut toujours savoir qui dit quoi. Tous ceux qui font leurs choux gras de sa “découverte” devraient s’intéresser à ce nationaliste orthodoxe fanatique et ultra-réactionnaire, auprès de qui Philippe de Villiers pourrait passer pour un dangereux gauchiste. Sa postface à l’édition française de *La Veilleuse de Solovki*, de Boris Chiriaev, est éclairante. Lepekhine y chante avec enthousiasme les mérites de ce Chiriaev, qui, de 1942 à 1944, fut le rédacteur en chef du journal *L’Aube du Caucase*, publié dans les régions du Caucase du Nord occupées par la Wehrmacht et sous la protection de cette dernière.

Lepekhine présente sous un jour idyllique l’occupation allemande, “*acceptée par la majorité de la population comme la libération désirée du joug bolchevique (...). Avec l’arrivée des Allemands, les églises ouvrirent à nouveau leurs portes, les produits alimentaires réapparurent, les communistes et leurs complices disparurent*” (euphémisme pour “furent liquidés” ou “massacrés”). Selon Lepekhine, qui évoque un prétendu “*génocide (des Cosaques) organisé en 1919-1922 par Sverdlov et Trotsky*”, ce Chiriaev “*suivit (et même précéda !) la retraite des armées allemandes. Il passa par Berlin avant d’arriver à Belgrade, où il édita un journal en russe pour les unités cosaques intégrées à l’armée allemande*” (unités cosaques dirigées par l’ataman Krasnov, et qui, mues par l’antisémitisme traditionnel des Cosaques, dont Gogol donne une peinture acca-

(1) Will Eisner, *Le Complot. L’histoire secrète des Protocoles des sages de Sion*, introduction de Umberto Eco, traduit de l’anglais (Etats-Unis) par Pierre-Emmanuel Dauzat, Grasset, 2005, 19 euros.

(2) Henri Rollin : *L’Apocalypse de notre temps, précédé de Le Faux et son usage*, de Gérard Berreby, éditions Allia, 828 pages, Paris, 2005 (réédition), 25 euros.

blante dans *Tarass Boulba*, multiplièrent les massacres de Juifs).

“Il retourna à Berlin, où il poursuivit ses activités de propagande. Le 12 février 1945, il reçut du commandement de la Wehrmacht en Italie la mission de créer un journal russe pour les troupes cosaques de l’armée allemande”, qui, dans le nord de l’Italie, massacrèrent en masse des Italiens suspects de résistance, et l’accepta !

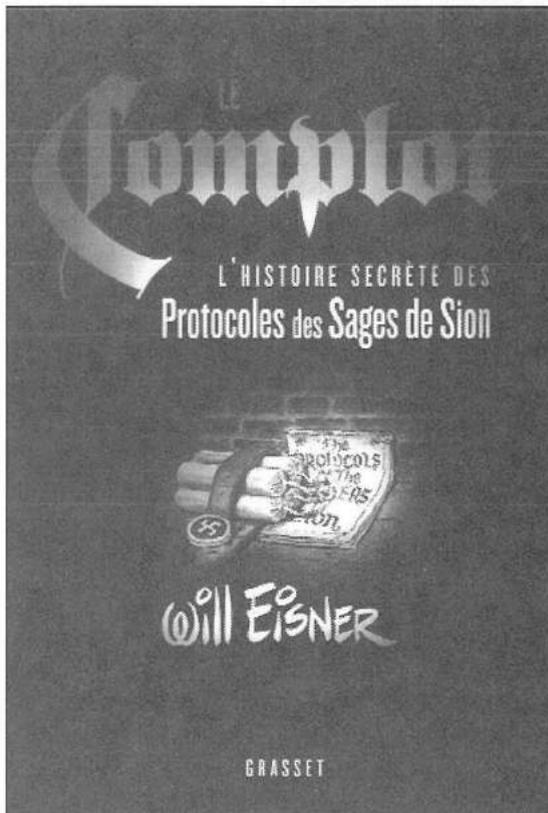
Le héros de Lepekhine est donc un homme de confiance des nazis. Puis, Chiriaev partit aux Etats-Unis, qui mirent à son accueil moins d’obstacles qu’ils n’en mettaient avant la guerre à l’accueil des Juifs qui fuyaient les horreurs du fascisme.

Pourquoi cet admirateur du journaliste officiel des unités cosaques de la Wehrmacht rouges du sang des Juifs veut-il présenter Golovinski comme “conseiller de Trotsky”, alors même que l’affirmation est fausse ? Golovinski resta en Russie soviétique après la révolution, comme la majorité des officiers tsaristes. Il trouva un emploi à l’école de forma-

tion militaire, comme des milliers d’officiers tsaristes qui s’y taillèrent une planque commode ou y menèrent, parfois, une activité de renseignements au service des blancs. Sa promotion au rang mythique de “conseiller de Trotsky” est une galéjade, dont la reprise par *L’Express*, puis par Will Eisner, n’a rien à voir avec la dénonciation du faux des *Protocoles*, mais vise à suggérer une mystérieuse alliance rouges-bruns, tarte à la crème de certains, grâce aux “découvertes” d’un ultra-brun, chantre d’un ultra-collaborateur des nazis.

D’aucuns ne s’arrêtent pas là. Un journaliste affirme en 2001, dans *Les Territoires de la mémoire* : “Golovinski fondera peu avant sa mort en 1920 l’Institut de culture physique sur ordre de Lénine”, qui l’aurait donc lui-même imposé à la tête de cet organisme... tout à fait fondamental, on l’a compris !

Voici le faussaire des *Protocoles* promu conseiller de Trotsky et protégé de Lénine ! La manipulation est cousue de fil blanc ! Elle relève de la provocation...





Retour sur une falsification de Jacques Attali

DANS *Karl Marx ou l'Esprit du monde* (1), Jacques Attali écrit : « C'est par ce livre d'Engels, l'Anti-Dühring, que commence le dévoiement de la philosophie de la liberté que Marx a élaborée dans ses propres textes (...), ce texte dont il ne parlera jamais et qui lui paraît dénué d'importance. »

Or, comme le souligne Jean Ellenstein dans sa biographie de Marx, « c'est Marx qui avait poussé Engels à écrire cette série d'articles. Il rédigea lui-même un chapitre et les deux hommes en discutèrent longuement au cours de leurs rencontres quotidiennes » (2).

Effectivement, Marx écrit le chapitre X de l'Anti-Dühring, celui qui porte sur l'"Histoire critique". Si Jacques Attali avait lu l'Anti-Dühring, par exemple dans l'édition tout à fait classique des

Editions sociales, la seule disponible, il n'aurait pu manquer de lire la note 1, qui affirme : « On sait que le chapitre a été rédigé par Marx et qu'Engels n'a fait qu'en revoir la rédaction pour l'adapter aux diverses éditions de l'Anti-Dühring. Or nous possédons le manuscrit original des "Notes marginales sur l'Histoire critique de l'économie politique" tel qu'il a été composé par Marx lui-même » (p. 261). Mais pourquoi voulez-vous que, pour signer une biographie politique de Marx et pour parler de l'Anti-Dühring, Attali ait besoin de lire l'Anti-Dühring et même les textes de Marx, d'ailleurs ? Il a bien osé affirmer un jour au journal de la deuxième chaîne dans les cinq minutes finales que Marx avait

(1) Fayard, 2005.

(2) Jean Ellenstein, *Marx*, Fayard, 1981, p. 591.

composé le *Manifeste du Parti communiste* en quatre jours. Pure invention, mais celle-ci sans conséquence, à la différence de la première.

La phrase d'Attali ne fait, dira-t-on peut-être, que développer une affirmation de Maximilien Rubel, qui écrivait : « *Le marxisme n'est pas venu au monde comme un produit authentique de la ma-*

nière de penser de Karl Marx, mais comme un fruit légitime de l'esprit de Friedrich Engels. Si tant est que le terme "marxisme" recouvre un concept rationnel, ce n'est pas Marx qui en porte la responsabilité » (*Marx critique de Marx*, Paris, 1974, p. 19). Mais Rubel n'affirme pas pour autant que l'*Anti-Dühring* dévoie la pensée de Marx. Cela, c'est l'apport propre du petit faussaire.

La réponse de TGV Magazine

Paris, le 17 novembre 2005

CHER Monsieur, le propos de *TGV Magazine*, édité par l'agence Textuel et financé par celle-ci (et non par la SNCF), n'est en aucun cas de nature politique, et encore moins polémique.

Il arrive que, selon les sujets, les lecteurs témoignent de leur désaccord sur certaines idées ou articles. Ce sont souvent des réactions isolées auxquelles nous répondons, comme je le fais aujourd'hui.

Votre connaissance du sujet vous amène à "rétablir" certaines vérités historiques que nous ne contesterons pas,

vous êtes néanmoins le seul, parmi 300 000 lecteurs, à réagir à cet article.

Je ne crois pas, par ailleurs, que la volonté de l'auteur de cet article ait été d'exprimer des sympathies politiques.

Je regrette évidemment que certaines formulations ou récits des faits aient pu vous choquer, mais je vous confirme qu'il ne faut y voir aucune intention déplacée de notre part.

Merci de lire avec assiduité et attention *TGV Magazine*.

Je vous prie, Monsieur, d'accepter l'expression de mes sentiments les meilleurs.

**Laurence Vignon,
rédactrice en chef**

CETTE réponse appelle quelques commentaires. D'abord, quelle que soit la source de financement de l'agence qui édite *TGV Magazine*, il est indéniable que la direction de la SNCF autorise officiellement cette agence à diffuser gratuitement cette revue dans l'ensemble des TGV roulant en France.

Ensuite, on notera le double langage de la réponse : oui ou non "l'auteur" de l'article a-t-elle remplacé des faits historiques par des calomnies ? Madame la Rédactrice en chef reconnaît que la lettre

à *TGV Magazine* a "rétabli certaines vérités historiques"... et, quelques lignes plus loin, regrette que "le récit des faits" ait pu choquer le lecteur.

Enfin, que penser de "l'argument" selon lequel "vous êtes néanmoins le seul, parmi 300 000 lecteurs, à réagir à cet article" ? Premièrement, il existe au moins une deuxième lettre de protestation adressée à *TGV Magazine* (communiquée à la rédaction des *Cahiers du mouvement ouvrier* et publiée dans le n° 28 de cette revue). Deuxièmement, s'agit-il de justifier le mensonge et la

désinformation que reconnaît à demi-mot Madame la Rédactrice en chef ?

Pour toutes ces raisons, nous invitons les lecteurs de *TGV Magazine* (et tous les travailleurs et militants qui veulent réfléchir par eux-mêmes) à se procurer la biographie que Jean-Jacques Marie vient

de publier le 11 janvier, consacrée à *Trotsky, révolutionnaire sans frontières*.

Un ouvrage qui, sur la base des faits et seulement des faits, invite chacun d'entre nous à penser avec sa tête.

Dominique Vincenot

Notes de lecture

La Ligue communiste révolutionnaire - 1968-1981 : instrument du grand soir ou lieu d'apprentissage ? ⁽¹⁾

JEAN-PAUL SALLES a publié un ouvrage issu de sa thèse universitaire consacrée à l'histoire de la Ligue communiste révolutionnaire, qu'il nous a adressé. Nous le remercions d'autant plus que son livre est un témoignage du plus grand intérêt sur cette période assez exceptionnelle, qui, à la suite de mai 1968, a vu les organisations révolutionnaires prendre une place politique incontestable.

Il s'agit d'une étude sur la Ligue communiste révolutionnaire, de la manière dont celle-ci aborde tous les problèmes de la société, comment elle s'efforce de se construire, mais aussi à quelles difficultés elle se heurte aussi bien à partir des positions qu'elle prend que des réactions humaines de ses militants.

Ce travail particulièrement documenté, utilisant archives, presse, notes, bulletins intérieurs et expériences personnelles, ne laisse aucun domaine dans l'ombre, aucune complaisance non plus, et permet ainsi à chacun de répondre à la question que pose le titre : quelle organisation s'est construite ? Signalons que l'auteur rappelle son militantisme et sa sympathie pour l'organisation.

La présentation de l'ouvrage résume fort bien l'essence de cette étude historique :

“Ces militants apparaissent tout d'abord plus guévaristes que trotskystes. Mais la dissolution de la Ligue communiste, le 21 juin 1973, semble mettre un terme aux tentations militaristes. Les pratiques politiques classiques l'emportent : participation aux élections, intervention dans les syndicats ouvriers. Les nouveaux secteurs de radicalisation ne sont pas oubliés : appelés du contingent, homosexuels, femmes, etc., avec des conséquences en retour sur les militants. Le petit parti se dote d'une infrastructure matérielle et augmente le nombre de ses permanents. Il tente aussi d'organiser le débat en son sein, par le biais des tendances.

Dans quelle mesure ces militants sont-ils restés fidèles au communisme originel dont ils se réclamaient ? Finalement, la tentative de créer une organisation puissante sur des bases anciennes — le bolchevisme — a échoué. Mais de nombreux jeunes ont participé à cette aventure, la Ligue aura été un lieu d'apprentissage, de socialisation pour cette fraction de la génération de 1968.”

La première partie, intitulée *“Du groupe guévariste vers l'organisation*

(1) Presses universitaire de Rennes, Réseau des universités de l'Ouest atlantique, 2005.

communiste révolutionnaire”, analyse les fondements sur lesquels la Ligue se construit. La “fascination” pour les combats en Amérique latine ou contre l’intervention américaine au Vietnam est déterminante, et Jean-Paul Salles écrit : « *C’est avec lyrisme que le projet de programme pour le deuxième congrès de la Ligue voit “l’histoire de l’humanité reposer sur les épaules des paysans indochinois courbés pendant le répit nocturne sur leurs travaux agricoles et guerriers”. Comme il est écrit plus loin, l’Indochine est bien “la tranchée avancée du prolétariat mondial face à l’impérialisme”.* »

Dans sa seconde partie, l’auteur examine ce qu’il nomme “*L’inscription dans le paysage français*”, et, pour montrer la richesse de ce chapitre, il suffit de citer quelques sous-titres : “*Pour le développement des groupes femmes. Remise en question de la famille et libération sexuelle. Vers un mouvement de libération des enfants. La question homosexuelle. Prisons, police, justice. Sensibilité à l’environnement et au nucléaire, etc.*” Tous les problèmes de société auxquels la Ligue s’est attaquée, et qui n’ont pas manqué de provoquer des débats, sont passés au crible.

La troisième partie aborde “*Les facteurs d’hétérogénéité*” : “*La Ligue apparaît comme une organisation très variée, en dépit de sa dimension modeste. Militant(e)s appartenant à des générations différentes, militant(e)s d’origines sociales et de métiers différents, militant(e)s enfin conservant un attachement à leur identité d’origine, juive ou chrétienne, coexistent à la Ligue.*”

Ce qui amène Jean-Paul Salles à conclure sur une interrogation : « *La Ligue... phénomène politique durable ? Malgré son habileté dans l’utilisation des médias, malgré son opportunisme aussi dans le domaine électoral, la Ligue n’a pas réussi à devenir une “partie organique” du mouvement ouvrier français... Son habileté à sentir l’air du temps lui permet notamment d’exprimer le mécontentement d’une partie de la jeunesse. Mais si la Ligue veut continuer à jouer ce rôle, elle va devoir poursuivre son aggiornamento, s’éloigner encore du schéma bolchevique originel, au risque de perdre une partie de son identité... »*

Lisez le livre et jugez vous-mêmes !

Pierre Levasseur

Jean Marc Schiappa : La Révolution française, 1789-1799 (1)

EN 72 pages de textes, plus des notices biographiques, un lexique et une bibliographie sélective, *La Révolution française*, de Jean-Marc Schiappa, n’a pas la prétention de viser l’exhaustivité sur la question.

L’auteur s’est attaché à donner la parole à ceux qui ne l’ont plus pour se défendre et à faire revivre la Révolution

française avec clarté et pédagogie, citations, textes d’époque, cartes, schémas à l’appui des faits pour comprendre. Une *Révolution française* à la portée de tous, de ceux qui la connaissent déjà comme de ceux qui y trouveront les compléments de manuels scolaires défailants. Écoutons les acteurs dans le feu de l’action.

(1) Libro, 2 euros.

Saint-Just : *“Le peuple n’a qu’un ennemi, c’est son gouvernement.”*

Robespierre : *“On ne peut vouloir une Révolution sans révolution.”*

Au moment où l’Assemblée, en 1790, établit la carte des départements, la discussion est vive.

Mirabeau : *“Après avoir aboli les prétentions et les privilèges, il serait imprudent de laisser subsister une administration qui pourrait offrir les moyens de les réclamer et de les reprendre.”*

Relisons le serment prêté à Pontivy entre les citoyens de Bretagne et d’Anjou, le 15 janvier 1790 :

“Nous, Français, citoyens de la Bretagne et de l’Anjou (...), nous déclarons solennellement que n’étant ni Bretons ni Angevins, mais Français et citoyens d’un même empire, nous renonçons à tous nos privilèges locaux et particuliers.”

Ces années 1789-1794 — années de poudre et de sang — ne sont pas marquées par des personnalités avides de pouvoir et de sang, mais par des hommes confrontés à la fondation de la démocratie politique et à la préfiguration de la démocratie sociale,

Robespierre, 2 décembre 1792 : *“La première loi sociale est donc celle qui garantit à tous les membres de la société les moyens d’exister, toutes les autres sont subordonnées à elle.”*

J. Roux, 23 juin 1793 : *“La liberté n’est qu’un vain fantôme quand une*

classe d’hommes peut affamer l’autre impunément.”

Robespierre, 10 mai 1793 : *“Laissez aux communes le pouvoir de régler elles-mêmes leurs propres affaires en tout ce qui ne tient pas essentiellement à l’administration générale de la République.”*

Saint-Just, 3 mars 1794 : *“Les malheureux sont les puissances de la terre, ils ont le droit de parler en maîtres aux gouvernements qui les négligent.”*

A l’opposé, en juin 1795, Boissy d’Anglas prononce un véritable discours-programme de la bourgeoisie thermidorienne : *“Nous devons être gouvernés par les meilleurs”*, c’est-à-dire par les propriétaires.

On était loin des audaces de 1793 !

Constitution de 1791, article 35 : *“Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l’insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus imprescriptible des devoirs.”*

En conclusion, c’est un outil comode, de qualité (et très bon marché), une bonne introduction pour se lancer dans l’étude des grands incontournables : Vovelle, Soboul, Godecht, Jaurès, Lefebvre..., pour comprendre la Révolution française et aussi pour aborder les problèmes d’aujourd’hui.

Louis Couturier

Frères de tranchées

EXACTEMENT quatre-vingt-dix ans après que Lénine, à plusieurs reprises, avait évoqué dans ses écrits datant de l'époque où il était exilé en Suisse, et notamment dans les années 1915-1916, le phénomène très important des fraternisations (1) — en en faisant un des thèmes centraux de l'action politique antiguerre dans une perspective révolutionnaire (transformation de la guerre impérialiste en guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie) —, les historiens universitaires redécouvrent ces événements si longtemps relégués dans l'oubli. Certes, avant eux, à la suite de Lénine, des publicistes politiques communistes, des romanciers avaient relaté des situations de fraternisation, mais, aux yeux des historiens, même ceux considérés comme les plus "autorisés" (ne parlons pas des valets de plume de la mythologie officielle !), cela ne comptait guère. Dans un cas, il s'agissait de récits fictifs, dans l'autre, d'exagérations de propagande.

Le livre récent *Frères de tranchées* confirme avec éclat la justesse des informations sur lesquelles Lénine avait appuyé sa thèse révolutionnaire. Les historiens universitaires qui signent ce livre n'évoquent d'ailleurs pas, si ce n'est de façon allusive, les conclusions politiques que tirait Lénine des fraternisations. Ils ne citent pas ses écrits à ce sujet, sinon ceux de 1917, autrement dit ceux dont il a été l'auteur — ou le coauteur avec Léon Trotsky —, dans le contexte de la révolution russe en marche depuis février 1917. Marc Ferro, en effet, qui est l'auteur coordinateur de cet ouvrage, consacre un article important à cette période sous le titre : "*Russie : fraternisations et révolution.*"

Cependant, l'aspect le plus neuf de la question est à trouver dans les études consacrées aux fraternisations par trois

historiens. L'Anglais Malcolm Brown étudie sous le titre *Un Joyeux Entracte* des épisodes de cette fraternisation sur le front anglo-allemand, que le film récent *Joyeux Noël* vient de populariser. Rémy Cazals — à qui l'on doit de nombreux travaux qui s'attachent à démentir sur la base des faits le prétendu patriotisme ou "consentement à la guerre" attribué aux poilus, et qui a publié en 1978 chez Maspéro (souvent réédité depuis) le passionnant ouvrage *Les Carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier. 1914-1918* (2) — emprunte le titre de son étude au courrier d'un soldat : "*Les Français et les Boches*

(1) La référence de l'édition de Lénine que j'ai consultée pour cet article est celle intitulée *Œuvres*, qui comporte plus de quarante volumes. Elle est parue en 1960, sous l'égide conjointe des Editions sociales à Paris et des Editions en langue étrangère de Moscou. Le tome 21 comprend les écrits qui vont d'août 1914 à décembre 1915 : on trouvera les passages relatifs aux fraternisations (et à leur signification politique) dans les articles suivants : "*Lettre à la rédaction de Naché Slovo*", "*La conférence des sections à l'étranger du POSDR*" (chapitre : "*Les mots d'ordre de la social-démocratie révolutionnaire*"), "*Pour illustrer le mot d'ordre de la guerre civile*", etc.

(2) Rémy Cazals écrit à ce propos dans *Frères de tranchées* : « *Devant toutes les sources, l'historien doit se montrer prudent et user de méthode critique. Ainsi en avons-nous procédé avec les carnets de Louis Barthas, caporal d'infanterie. Il n'était allé à l'école que jusqu'au certificat d'études primaires, mais son talent d'écrivain était naturel, sans effets littéraires : le livre de 550 pages réalisé à partir de son témoignage ne manque pas de souffle. Les passages évoquant des contacts de camaraderie avec les ennemis, d'après sa profonde expérience du front, ont été confortés par d'autres documents. Mais on peut se poser des questions à propos des opinions qu'il exprime à ces occasions. Était-il vraisemblable qu'un soldat fût étalé, lors de l'inondation-fraternisation de décembre 1915, dès cette date, d'une condamnation de la guerre, de ses responsables et des jusqu'au-boutistes ? "Ah ! s'exclamait Barthas, que n'étiez-vous là, rois déments, généraux sanguinaires, ministres jusqu'au-boutistes, journalistes hurleurs de mort, patriotards de l'arrière, pour contempler ce sublime spectacle !" »*

parlent ensemble.” Enfin, l'historien allemand Olaf Mueller a intitulé son article “*Brother Boche*”, là encore en reprenant une expression des combattants qui fraternisèrent.

Citons le début de l'étude de Rémy Cazals :

« *L'extrême violence déchaînée dans la Grande Guerre est bien connue. Depuis longtemps, les historiens réfléchissent sur les immenses moyens de destruction, l'acharnement des combats, leur durée, la déshumanisation, les traumatismes. Les combattants avaient décrit, sous les bombardements, l'attente impuissante du coup au but, les corps déchiquetés. Avant l'attaque, ils avaient montré l'angoisse de ceux qui allaient devoir sortir de l'abri relatif de la tranchée, puis les vagues d'assaut fauchées par les mitrailleuses. On n'a oublié ni les horribles blessures ni les corps pourrissant dans le no man's land ou séchant sur les barbelés. La mort omniprésente, celle des camarades, celle qui plane comme une menace permanente ; l'angoisse des familles, les longues listes de tués sur les monuments aux morts, le fol espoir de retrouver un proche mentionné comme “disparu”. L'éloignement, le désespoir, l'exaspération, la haine, l'angoisse, toujours, toutes les formes de la peur. L'homme européen se croyait un “civilisé”, il était retourné à la vie sauvage.* »

L'historien auteur des lignes qui précèdent s'appuie sur des témoignages, notamment ceux de Louis Barthas, pour évoquer de nombreuses situations de fraternisation : citons celles des “mines” que creusaient Allemands et Français en direction de leurs tranchées respectives, et qui explosaient à des heures convenues de part et d'autre, si bien que les occupants des tranchées avaient le temps de prendre leurs précautions. Rémy Cazals a également travaillé à partir du contrôle postal, qui avait pour mission de censurer les lettres venues du front. Il cite un grand nombre de passages retenus par la censure, parce que relatifs aux cas de fraternisation ou de cessez-le-feu permettant aux soldats des deux armées face à face de vaquer à leurs occupa-

tions. Lisons cet extrait de correspondance retenu par la censure le 24 janvier 1917 et cité par Cazals (3) :

« *Heureusement que les Boches nous ont laissés tranquilles, que veux-tu, les malheureux sont comme nous, ils nous l'ont bien dit, ce sont les martyrs de leurs bandits de dirigeants. Il n'y a plus que l'artillerie qui fait la guerre, nous et les Boches, toute la journée et toute la nuit, nous nous promenons par-dessus les tranchées. Si on voulait, on pourrait se tirer à bout portant, mais nous ne le faisons pas. Les Boches nous font signe avec leurs fusils qu'ils ne veulent plus tirer sur nous ; si on les obligeait, ils lèveraient en l'air (“ils lèveraient la crosse en l'air”, signe de mutinerie, ou ils “tire-raient en l'air”). Ma chère femme, tu vois à quel point nous avons assez de la guerre ; (...) nous, les fantassins, on se moque trop de nous. Nous sommes las de souffrir. Nous en avons assez. Que la bande à Briand, celle qui veut la guerre à outrance, vienne la faire, mais nous, depuis trente mois, nous ne voulons plus rien savoir.* »

On lira dans l'étude passionnante de Rémy Cazals de nombreux exemples de telles situations.

Les officiers subalternes étaient parfaitement au courant et fermaient les yeux. Evidemment, il n'en était pas de même du côté de l'état-major ou de certains officiers va-t-en-guerre, mais les soldats savaient dans les deux camps te-

Je ne vois pas de raison de mettre en doute les sentiments du caporal. A moins d'avoir décidé a priori que tous les poilus devaient avoir manifesté un consentement à la guerre. Dans le monde réel, les hommes échappent à tout étiquetage péremptoire. Ce n'est pas parce que des socialistes ont rallié l'Union sacrée que Barthas, socialiste et pacifiste avant 1914, doit avoir renié ses positions. Il leur est resté fidèle. Lorsque le député de l'Allier, Pierre Brizon, justifie à la Chambre, le 24 juin 1916, son refus et celui de ses camarades Blanc et Raffin-Dugens de voter les crédits de guerre, le caporal Barthas est de ceux qui lui écrivent pour le féliciter, qui osent signer de leur nom. » Rémy Cazals cite alors une lettre de Barthas du 17 août 1916, qui “évoque un échange antérieur” (*Nous crions grâce*, 154 lettres de pacifistes, juin-novembre 1916, présentées par Thierry Bonzon et Jean-Louis Robert, Les Éditions ouvrières, 1989 [lettre 47, pp. 76-77]).

(3) Page 104.

nir compte de cet état de fait. L'état-major avait alors recours au pilonnage par l'artillerie pour casser l'entente : la boucherie produite par les obus permettait, sinon que les fantassins reprennent les hostilités, du moins qu'ils se terrent, terrorisés par les bombardements.

L'historien anglais et l'historien allemand évoquent de leur côté des situations tout à fait étonnantes de soldats anglais et de soldats allemands se reconnaissant ou reconnaissant des lieux qui étaient familiers aux uns et aux autres, à Londres notamment, où beaucoup d'Allemands avaient été serveurs de bar avant la guerre. Olaf Mueller étudie aussi le front italo-autrichien, où de nombreux cas de fraternisation eurent lieu malgré la répression impitoyable du haut commandement (épisode de la fiancée de Dresde [4] : un caporal italien, M. E., avait déclaré au cours d'une scène de fraternisation à un caporal autrichien qu'il avait une fiancée en Allemagne, à Dresde. *"Il avait ensuite prié celui-ci d'écrire une lettre pour lui, car il voulait faire parvenir de ses nouvelles à cette dame. La lettre fut envoyée et M. E. reçut une réponse, une longue lettre rédigée en allemand"*).

Il faut remercier les auteurs de cet ouvrage. On peut s'étonner qu'il vienne si tard, mais c'est la preuve que le travail de recherche historique à l'Université est étroitement dépendant des autorités et du climat politiques. Même dans les années qui viennent de s'écouler, le tabou demeurait. Etudier aujourd'hui de façon détaillée des événements que Lénine citait déjà abondamment dès qu'ils survinrent, cela peut paraître dérisoire. Un tel jugement se discute. Plus encore, ce point de vue est stérile : il n'est jamais trop tard pour établir la vérité. Le bourrage de crâne a perduré pendant 90 ans et a réussi à marginaliser ces fraternisations,

à les refouler dans l'oubli — du moins dans l'oubli de l'histoire écrite (5) — tant leur contenu révolutionnaire effrayait la classe dominante, aussi bien en France qu'en Allemagne. Pour les lecteurs des *Cahiers du mouvement ouvrier*, le livre *Frères de tranchées* devrait offrir l'occasion de lire ou de relire ce que Lénine, Trotsky, Zinoviev, Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, pour ne citer que les noms les plus connus, ont écrit durant la guerre de 14-18. Nul doute qu'il y a encore beaucoup à y apprendre, sinon sur les faits désormais mis au jour, mais sur l'approche politique qui en est faite par ces militants du mouvement ouvrier. La perspective révolutionnaire dans laquelle ils les replacent n'est-elle pas une leçon qui vaut encore aujourd'hui par-delà les différences évidentes de situations ?

On peut le penser. La transformation des enjeux internationaux ne veut pas dire que, sous d'autres formes, les problèmes posés durant la Première Guerre mondiale ne continuent pas à nous interpellier aujourd'hui.

Pierre Roy

(4) *Frères de tranchées*, p. 211

(5) Dans leur mémoire, les poilus gardaient le souvenir de tels événements, mais, comme l'opinion officielle forgée par les livres, les journaux, les commémorations patriotiques, etc., interdisait que leur expression fût publique, ou bien, au cas où la vérité eût pu filtrer, qu'elle fût prise au sérieux, en général, ils n'en dirent rien, même à leurs proches. Aujourd'hui, on "sort" des correspondances longtemps tenues sous le boisseau, on se décide à mettre à jour tout ce non-dit. On pouvait lire le 12 novembre dans *La Montagne* cette déclaration de Louis de Cazenave, l'un des six derniers poilus (à la date du 12 novembre) de la "der des der", âgé de 108 ans : *"Les soldats français et allemands ont été manipulés"*, et la relation que fait cet ancien artilleur d'un cas de fraternisation.

GUERRE DE 14-18 ■ A 108 ans, Louis de Cazenave est l'un des six derniers « poilus » de la « der des der »

« On part patriote, on revient pacifiste »

Louis de Cazenave a connu deux guerres mondiales, entre quinze présidents de la République, vécus les débuts de l'aéronautique, de l'aviation, du cinéma, l'accroche de l'eau courante avant de prendre une retraite bien méritée en 1941.

A 108 ans, il est l'un des six derniers « poilus », témoins vivants de la Grande Guerre. Père de trois enfants, de trois petits-enfants et de quinze arrière-petits-enfants, cet ancien employé de la SNGT conte des jours mémorables, chez lui, à Boulogne, entouré de ses livres et de ses souvenirs.

« En 1916, nous étions jeunes, patriotes et enthousiastes pour le combat, les peuples français et allemands avaient été réunis l'un contre l'autre. Du patriotisme, on ne savait pas trop pourquoi, mais on y allait », témoigne le « pionnier » Cazenave. Des lettres de souvenirs complètes par son fils de 74 ans, également appelé Louis.

« Vous savez, quand nous étions jeunes, nous étions et nous le sommes toujours, nous sommes toujours la vie dans les tranchées. Ce n'est que de-



HORREUR. « La Légion d'honneur, les décorations, les récompenses ? Je m'en fous. Nous avons été manipulés » occupe Louis de Cazenave, ici en compagnie de son fils Louis, 74 ans. photo Thierry Sautter

Quelques dates : 1916 ■ Louis de Cazenave est né le 14 octobre 1877 à St-Georges-d'Orques. ■ En 1916, appelé en 1916, il est mobilisé pour le Grand Quartier. ■ Il rejoint le chemin des Dardes. ■ Il sert pour 10 ans d'infanterie au 132^e régiment d'infanterie. ■ En 1918, il est blessé et hospitalisé à l'hôpital de la Haute-Loire. ■ Il se marie avec Marie et a trois enfants : Robert, Robert et Louis. ■

guerre », à nouveau, éclaté en 1940. Elles ont surtout permis aux industries de l'armement de faire de l'argent, en Allemagne comme en France.

« Les soldats français et allemands ont été manipulés »

Dans les tranchées sur le chemin des Dardes, Louis de Cazenave a été versé dans l'artillerie, ce qui lui a vraisemblablement sauvé la vie. « Une fois, nous avons trouvé un point d'eau. Le même point que les Allemands. Au 2^e des joutes, nous avons fini par l'emporter. Dans nos discussions, nous étions tous d'accord pour faire la paix. Quand l'état-major l'a appris, il a aussitôt déclenché une attaque ».

A 108 ans, le combat continue. Jeudi matin, il devait recevoir la visite du préfet de la Haute-Loire et du maire de Boulogne. Nul doute que Louis de Cazenave leur a montré les lettres écrites aux plus hautes autorités pour dénoncer le non versement de la pension de réversion au conjoint survivant, après le décès de son épouse en 1973. « Ça, il ne l'a jamais déposé ». ■

SANDRINE THOMAS

Info plus

Les « poilus ». Le dernier de « poilus » a été décoré par soldats français, plus d'un million. Plusieurs milliers de tranchées, Robert par sa fille et sa mère.

puis ainsi un ans qu'il n'arrête pas d'en parler. Dans le Bistrot, Louis de Cazenave est connu pour son tempérament bien trempé. Pour avoir aussi eu l'« armoire » d'acier refusé la Légion d'honneur et boycotté pendant longtemps les cérémonies

commémoratives du 11 novembre. « Je ne vois pas pourquoi j'aurais une médaille, alors que les camarades qui sont restés là-bas n'ont même pas eu droit à une croix en bois », réplique-t-il à qui voudrait l'entendre. Mé-

daille qu'il finit finalement par accepter mais « seulement parce que ce sont des anciens combattants qui l'ont demandé ».

Les petits Louis, Robert et Robert ont vu leur père se mettre en colère quand ils parlaient des « hoches ». « Vous devez les appeler les Allemands, nous grondait-il. Les soldats français et allemands ont été manipulés. Des tas de gens ont été envoyés à la mort à cause de la bêtise de hauts gradés. C'était une horreur que n'a servi à rien et la

Communiqué

Fédération départementale des associations de Libre Pensée et d'action sociale de la Loire

Saint-Etienne : une partie de la place Jean-Jaurès «débaptisée» et transformée en parvis Jean-Paul II ?

Le conseil municipal du lundi 9 janvier a adopté à la majorité (1) une délibération décidant de débaptiser la partie de la place Jean-Jaurès située en face de l'église Saint-Charles (élevée au rang de cathédrale quand Saint-Etienne devint évêché il y a quelques décennies), partie agrandie considérablement par les récents travaux d'aménagement de la place.

Cette partie de l'actuelle place Jean Jaurès — délimitée au sud par la rue Emile-Combes et au nord par la rue du 4-Septembre, mais aux limites incertaines pour la partie située à l'est, face à la cathédrale — doit être «baptisée» parvis Jean-Paul II !

(1) Pour : majorité municipale et groupe Front national ; contre : groupe communiste, groupe socialiste, groupe citoyen radical, groupe Verts.

Il y a de quoi être scandalisé ! Substituer au grand socialiste Jean Jaurès, un des artisans les plus résolus de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat de 1905, le nom d'un pape héritier de celui qui dénonça avec une violence inouïe cette loi dans l'encyclique *Vehementer nos*, qu'est-ce, si ce n'est une pure provocation ?

Fidèle à son aîné, Pie X, Jean-Paul II est l'auteur de nombreuses encycliques et de nombreux discours qui dénoncent avec la plus grande véhémence la contraception, l'interruption volontaire de grossesse, les techniques thérapeutiques pouvant découler du clonage scientifiquement contrôlé. Pape qui a canonisé à tour de bras les pires ennemis du genre humain et de la pensée : M^{gr} Stepinac, archevêque croate, ami des nazis, Dom Balaguer Escriva, marquis de Peralda, fondateur de l'Opus Dei, et quantité d'illuminé(e)s de toutes sortes, qui ressortissent à l'obscurantisme le plus épais du Moyen Age. Pape qui n'a pas hésité à s'afficher avec Pinochet et des dictateurs du même genre.

Et c'est ce personnage dont le nom remplacerait celui de Jean Jaurès, le partisan inflexible de la révision du procès antisémite contre Dreyfus, le combattant de la paix, le défenseur infatigable de la cause ouvrière et laïque, assassiné le 31 juillet 1914 !

Face à cette proposition, apprise la veille du conseil municipal, la Libre Pensée de la Loire avait demandé à Monsieur le Maire de Saint-Etienne de retirer de l'ordre du jour ce projet de délibération. L'union départementale CGT de la Loire avait formulé une demande identique, qualifiant cette proposition de "*deuxième assassinat de Jean Jaurès*". La Libre Pensée du Rhône avait pris position dans le même sens.

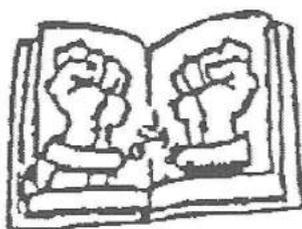
Le maire a maintenu sa proposition en l'argumentant d'une façon typiquement jésuitique, au nom du fait qu'il avait ainsi répondu à une demande de l'évêque récemment décoré de la Légion d'honneur (quel rapport ?) et au nom de la "tolérance".

La loi de séparation de 1905, une loi de tolérance ? C'est la fausser complètement. C'est lui assigner une fonction réduite à l'entretien de bonnes relations entre les individus, alors que cette loi est d'une tout autre portée politique, juridique et sociale, puisqu'elle délimite — en l'institutionnalisant —, ce qui relève de la conscience de chacun (comme la religion) et ce qui relève du domaine public. C'est oublier ce que, non pas un libre-penseur, mais un pasteur, Rabault Saint-Etienne, député à l'Assemblée nationale, déclarait en août 1789 : "*Ce n'est pas même la tolérance que je réclame ; c'est la liberté (...). La tolérance ! Mot injuste qui ne nous présente que comme des citoyens dignes de pitié, comme des coupables auxquels on pardonne*", et qui réclamait la "*liberté, l'égalité des droits*", c'est-à-dire la **laïcité** telle que la loi de séparation, héritière de la Révolution, allait l'instaurer en 1905.

En conséquence, nous demandons que la municipalité renonce à mettre en œuvre cette délibération et en prenne une autre, qui l'annule en maintenant l'appellation de place Jean-Jaurès à tout l'espace qui jusqu'alors porte ce nom.

**Le Cahier
du CERMTRI
n° 118 :**

**1905 :
le mouvement ouvrier
américain,
la fondation de l'IWW
et la révolution russe**



“En Russie, a été levé le drapeau qui fait peur depuis toujours aux tyrans, le drapeau rouge”

LE moins qu'on puisse dire est que le centenaire de la révolution russe de 1905 n'a pas remué les médias. Et pourtant, son importance internationale a été énorme, une entrée dans le XX^e siècle qui, non seulement prélude à la révolution d'octobre 1917, mais marque et influence le mouvement ouvrier dans le monde entier.

Cette publication, fidèle à la conception du CERMTRI, reproduit textes et documents illustrant les réactions provoquées par la révolution russe au sein du mouvement ouvrier américain.

Cette même année 1905 est celle du congrès de fondation de l'Industrial Workers of the World (IWW). Ce congrès se tient à Chicago, là où avait culminé la grève générale du 1^{er} mai 1886 pour l'obtention de la journée de huit heures. Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont d'ailleurs publié dans le n° 27 (juillet-août 2005) un article consacré à cet événement : “*Chicago 1905 : construire un syndicat sur la solidarité de classe.*”

Au moment où le mouvement syndical américain connaît des problèmes sur sa nature même, un retour sur son histoire est d'un intérêt certain. La déclaration de Debs au congrès de fondation, “*L'organisation doit exprimer la lutte de clas-*

se, elle doit respecter les frontières de classe. Elle doit exprimer la lutte de classe, elle doit refuser de se compromettre. Elle doit être une organisation de la base”, illustre totalement les problèmes à résoudre.

Le premier document publié dans le *Cahier du CERMTRI* est composé d'extraits d'un article de James Cannon. Cet article, publié dans le numéro de l'été 1955 de *Fourth International*, est consacré au 50^e anniversaire de la fondation de l'IWW. Plus qu'une esquisse de l'histoire de l'IWW, c'est une réflexion sur son bilan, sur ses contradictions, sur la trace indélébile que cette tentative a inscrite dans toute l'histoire du mouvement ouvrier américain, et cela en rapport direct avec les problèmes de la lutte des classes au moment où cet article est écrit.

Tous les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs américains sont abordés dans les interventions publiées. La place de l'action politique et la nécessité ou non d'un parti politique, la fonction de l'organisation syndicale, l'unité des travailleurs noirs et immigrés : des questions qui restent d'actualité.

L'intervention de Lucy E. Parsons, compagne d'un militant exécuté à Chicago en 1886, à la suite du grand mouve-

ment pour la journée des huit heures, est émouvante : *“Notre regard se porte vers la lointaine Russie, et que notre courage soit fortifié par ceux qui combattent là-bas. Et aussi par le fait que les nouvelles de ce matin sèment la terreur dans la classe capitaliste du monde entier, car en Russie a été levé le drapeau qui fait peur depuis toujours aux tyrans, le drapeau rouge.”*

Quand au délégué de l'Arkansas, il n'hésite pas à déclarer : *“J'ai remercié le Créateur quand j'ai lu dans le journal, ce matin, que la révolution avait commencé en Russie.”*

La solidarité avec les travailleurs russes en lutte est au cœur des débats, c'est au sein du Parti socialiste américain qu'est venue l'initiative d'organiser une journée internationale de solidarité avec la révolution russe. Mais il y a discussion aux Etats-Unis comme dans tous les Partis socialistes. Victor Berger représentant de l'aile droite de la social-démocratie, écrit : *“La révolution russe est impossible... La base économique d'une révolution est impossible.”* Eugène V. Debs répond : *“Les ouvriers opprimés et semi-affamés se sont révoltés, et cette révolte annonce une révolution — qui sera ou qui ne sera pas temporairement refoulée, mais qui, avant d'avoir accompli tout son chemin, balayera la monarchie russe.”*

Le Cahier donne une large place au débat, et rappelons que nous sommes en 1905. Comment ne pas apprécier la conclusion d'un article de Isador Ladoff, Russe exilé aux Etats-Unis depuis 1891 : *“Tous les signes de l'époque sont orien-*

tés vers des bouleversements sociaux et économiques à l'échelle mondiale. La flamme de la révolution sociale en Russie a déjà projeté des étincelles en Allemagne et en Autriche, les proches voisins de l'empire du tsar. Il est probable que ces étincelles provoqueront une puissance conflagration, qui touchera tous les pays civilisés, y compris les Etats-Unis.”

Vous trouverez également des extraits du texte d'une conférence que Jack London a faite dans plusieurs universités en 1906. Nous savons que *Le Talon de fer* fut directement inspiré par la révolution russe de 1905. Jack London est un militant : *“D'un bout à l'autre des Etats-Unis, les socialistes ont tenu des meetings de masse pour exprimer leur sympathie à l'égard de leurs camarades en lutte, pour les révolutionnaires de Russie, et, plus précisément, pour leur fournir le nerf de la guerre en collectant de l'argent aussitôt câblé à leurs leaders.”*

La reproduction du chapitre *“Socialisme aux Etats-Unis”*, extrait de *l'Histoire du mouvement socialiste international*, de Jean Longuet, donne toutes précisions sur la naissance du Parti socialiste et des organisations syndicales. C'est une aide précieuse pour s'y retrouver dans les débats qui animent le mouvement ouvrier américain au début du XXe siècle (1).

(1) Le Cahier du CERMTRI, n° 118, 1905 – *Le mouvement ouvrier américain, la fondation de l'IWW et la révolution russe*, est disponible au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris, au prix de 4,60 euros + 1,45 euro de frais de port.

Les archives du CERMTRI

Nous reprenons dans ce n° 29 la présentation du fonds d'archives que le CERMTRI met à la disposition de ses adhérents. Nous continuons aujourd'hui la liste des brochures diverses classées par ordre chronologique (année de parution en référence). La liste ci-dessous va de 1935 à 1938 et fait suite à celles publiées dans les n°s 21, 23 et 24 de notre revue.

AUTEUR	TITRE	EDITEUR	date édit.	date évèn. e.	THEME
1935 - 1940					
Anarchistes	Convegno d'intesa degli anarchici italiani emigrati in Europa	Archivo famiglia Berneri	1935		anarchisme
Avant Garde syndicaliste	(11ème année - n° 108) bulletin mensuel	syndicat des membres de l'enseignement laïque de l'Hérault	1935		éducation
BAUER Otto, DAN Théodore, DUNOIS Amédée ZYMROMSKI Jean	L'Internationale et la guerre (pour la discussion internationale) - préface de Frédéric Adler	Editions "Nouveau Promothée" - Paris	1935		socialisme
CACHIN Marcel & FHOZEZ Maurice	Deux discours : du front unique au front populaire	Bureau d'éditions - Paris	1935	1935	stalinisme
Comité de vigilance des intellectuels antifascistes	Le fascisme et les paysans	Comité de vigilance des intellectuels antifascistes	1935		antifascisme
Comité de vigilance des intellectuels anti-fascistes	Les Croix de Feu, leur chef leur, programme	Comité de vigilance des intellectuels anti-fascistes	1935	1935	antifascisme
Comité d'entente des grandes organisations internationales	Le Chomage de la jeunesse - mémoire du comité d'entente des grandes organisations internationales	Comité d'entente des grandes organisations internationales	1935		jeunes
Comités de Vigilance des intellectuels Antifascistes	Qu'est-ce que le fascisme ?	Comités de Vigilance des Intellectuels Antifascistes	1935		stalinisme
Committee for war prophylaxis of the netherlands medical association	Doctors versus war - Psychiatrist's appeal to statesmen	Committee for war prophylaxis of the netherlands medical association	1935		antimilitarisme
CROZET(Mme) CHRISTOFOL Jean	60 jours à Berlin pendant le plébiscite	Editions du comité national de lutte contre la guerre et le fascisme-Paris	1935		stalinisme
DIMITROV Georges	l'Unité de la Classe ouvrière dans la lutte contre le fascisme I et II	Bureau d'Éditions Paris	1935		stalinisme
FRACHON Benoit	Le grand capitalisme provocateur de crise, de désordre et de misère	CGTU	1935	1935	syndicalisme

GOTTWALD K.	La lutte pour le travail, le pain, la paix-7ème congrès de l'internationale communiste	Bureau d'éditions Paris	1935	1935	stalinisme
GUESDE Jules	Le collectivisme par la révolution - Le problème et la solution - Biographie	Bureau d'éditions, Paris	1935	1845 1922	socialisme
GUILBEAUX Henri	N°1-la révolution bolchevique et ses réalisations-le soviétisme et le plan quinquennal -les soviets et le monde	Perspectives	1935		révolution russe
GUILBEAUX Henri	N°2 - Marche sur Rome - l'Etat fasciste - Corporatisme -Expansion mondiale du fascisme.	Perspectives	1935		révolution russe
GUILBEAUX Henri	N°3 -Le national-socialisme allemand - l'Etat totalitaire - Charte du travail- Que faire le troisième Reich.	Perspectives	1935		révolution russe
GUILBEAUX Henri	N°4 -La signification de l'expérience Roosevelt - Résultats et répercussions - Le plan Henri De Man	Perspectives	1935		révolution russe
IC (VII ^e congrès mondial)	Résolutions contre la guerre et le fascisme : l'unité	Bureau d'éditions Paris	1935		stalinisme
JOUHAUX Léon	Le plan de rénovation économique et sociale, le plan de la CGT c'est du travail, c'est la liberté	Edition de la CGT	1935	1935	syndicalisme
KUUSINEN O.	VIIème congrès mondial de l'internationale communiste - Le Front de La Jeune Génération	Bureau d'éditions Paris	1935		stalinisme
Les armes légales du chômeur	Droits et revendications des sans travail	Union des comités e chômeurs de la R.P.	1935	1935	histoire ouvrière
LIMON Léon	Pacte oriental et franco - soviétique	Limon Léon	1935	1935	URSS
MANOUILSKI D. Z.	VIIème congrès mondial de l'internationale communiste - Le Bilan de l'édification socialiste	Bureau d'éditions Paris	1935		stalinisme
MARTY André	Pour la paix, pour la défense de l'URSS (VIIème congrès mondial de l'Internationale communiste)	Bureau d'éditions Paris	1935	1935	stalinisme
PHILIP André	Dieu et César	Edition du "Christianisme Social"	1935		christianisme
PIECK W.	La marche au socialisme	Bureau d'Editions	1935	1935	stalinisme
PRUDHOMMEAUX ?	Pour la paix sans aucune réserve		1935		pacifisme
RAPPOPORT Charles	Frédéric Engels - Articles divers	La brochure populaire mensuelle	1935		socialisme
SERRET Gilbert	Le problème agraire et paysan devant le corps enseignant	Edition de la fédération unitaire de l'enseignement	1935	1935	syndicalisme
THOREZ Maurice	Le parti communiste, ses luttes, ses principes, ses mérites, ses progrès	CDLP Paris	1935	1920 1935	stalinisme
THOREZ Maurice	Dans la voie de Lénine	Les publications révolutionnaires	1935	1935	stalinisme
TROTSKY L.	L'Etat ouvrier, thermidor et bonapartisme	Editions librairie du travail	1935	1935	trotskysme
VAN DEN BROEK R.	Pg Paul Pan Phlet	Collectif d'ouvriers écrivains	1935		humour
WEBER Max	Pourquoi la Sarre retourne à l'Allemagne	éditions mondiales	1935	1935	actualités
Association française des amis de l'union soviétique	Le guide de l'ami de l'URSS	A.U.S.	1936		stalinisme

AURIOL Vincent	Un budget de sincérité (discours de V.A. ministre des finances 17 & 28 septembre)	?	1936		actualité
BERGER J.	Un témoignage - U.R.S.S. 1935	Librairie du travail	1936		antistalinisme
BLUM Léon	Discours à Luna-Park - 6 septembre 1936	Parti socialiste SFIO	1936		socialisme
BOIVIN Pierre	Histoire des doctrines morales	Centre confédéral d'éducation ouvrière	1936	1935 1936	syndicalisme
BOUCHE Henri	Non la guerre n'est pas fatale	Comité de vigilance des	1936		pacifisme
BREVAL Marcel	Défense républicaine ou offensive révolutionnaire	éditions " Que faire ? "	1936		antistalinisme
CGT	Actualité du plan	Conféd.CGT	1936		syndicalisme
CHARPENTIER Eugène	Pas de guerre, ont dit nos nationalistes (propagande d'élections)	Les publications parisiennes	1936		antimilitarisme
Commissariat du Peuple de la Justice et pour la Paix - URSS - Moscou	Le procès du centre terroriste Trotskiste - Zinoviéviste	Commissariat du peuple de la justice de l' URSS	1936	1936	stalinisme
Conférence internationale des 10 et 11 juillet	Principes constitutionnels de liberté - évolution et régression - tome 1	association juridique internationale - Paris	1936		droits de l'homme
DE ECHEVERIA Federico	L'Espagne en flammes - Un drame qui touche la France de près	Les éditions de publicité et de propagande - Paris	1936		révolution espagnole
DELAISI Francis	La Banque de France aux mains des 200 familles	Comité de vigilance des intellectuels anti-fascistes	1936	1936	économie
FELS (comte de)	Tous les ouvriers doivent être propriétaires	Flammarion	1936	1936	anticommunisme
FERRAT André	Aux membres du Parti Communiste	A.Ferrat	1936		antistalinisme
FOUYER Ch	Réflexions sur "Le Monde Nouveau"	Les cahiers de "Terre Libre"	1936	1936	anarchisme
GAZIER Albert	Le Syndicalisme chrétien	CGT	1936		syndicalisme
GRENIER Fernand	Réponse à André Gide - préface de Jean Lurçat	Les éditions des amis de l'union soviétique	1936	1936	stalinisme
HERVE Gustave	C'est Pétain qu'il nous faut !	Éditions de "La Victoire"	1936	1936	France
HITLER Adolf	Discours prononcé au Reichstag le 7 mars 1936	Éditeurs-Imprimeurs M.Muller	1936	1936	fascisme
HUMANO F.Ange	Vers l'union des peuples	Dépositaire : Monsieur Nouhaut Paris	1936	1936	littérature philosophie
Institut de l'Institut supérieur ouvrier	Vingt Ans d'Histoire Allemande (1914 - 1934)	Centre confédéral d'éducation ouvrière (CGT)	1936		Allemagne
Internationale Communiste	N° 4- avril 36 - 18 ème année	Bureau d'éditions Paris	1936	1936	stalinisme
Internationale militante socialiste	Les ouvriers devant la guerre	Société d'éditions internationales	1936		socialisme
ISK	Les ouvriers devant la guerre	Société d'éditions internationales (Londres)	1936	1936	socialisme
JARDIT E.	Diderot anticlérical	éditions de "l'idée libre" Herblay	1936		anticléricalisme
KOWARSKI Lew	La Vie des atomes - Qu' est ce que la Physique Nucléaire	Institut Supérieur Ouvrier	1936		syndicalisme

LACRETELLE (de) Jacques	Qui est La Rocque ?	Flamarion	1936	1936	actualité
LEFRANC E. et G.	Le Syndicalisme devant le problème des loisirs	CGT	1936		syndicalisme
LEGENDRE Jean	Pour lutter contre le front populaire	Centre de propagande des républicains nationaux	1936	1936	France
LEJEUNE Max	Pourquoi je suis socialiste	SFIO (PS)	1936	1936	socialisme
LUXEMBOURG Rosa	Grève générale parti et syndicats	Ligue des communistes internationalistes	1936		marxisme
MALVA Constant	Un "propre à rien"	Editions "entre nous"	1936	1936	littérature
Parti Social Français	Une mystique, un programme	Parti Social Français	1936	1936	actualité
Parti Socialiste SFIO	Le Parti Socialiste	SFIO	1936		socialisme
PCF	L'Etat, le fascisme et la démocratie - EE II	PCF	1936		stalinisme
PCF	Le Parti - EE III	PCF	1936		stalinisme
PCF	La France de 1789 à nos jours - EE V	PCF	1936	1789 1936	stalinisme
PERET Benjamin	Poème extrait de "Je ne mange pas de ce pain là"	Editions surréalistes - Paris	1936	1936	littérature
PEREZ Octavia	La mort menace le général Prestes, le héros de la liberté du Brésil	Bureau d'éditions - Paris	1936	1936	Brésil
PERI Gabriel	Hitler contre la paix (réponse au congrès de Nuremberg)	Paix et Liberté Paris	1936	1936	stalinisme
PERO	Pourquoi tu dois être révolutionnaire "Liberté Egalité Fraternité"	Jeunesses socialistes révolutionnaires	1936	1936	socialisme
PERO	(A propos du front populaire) Quelques remarques sur les soviets chinois	La cause Ouvrière n° 8	1936	1936	trotskyisme
POTTIER Eugène	Socialisme et athéisme	Aux éditions de l'Idée Libre	1936		socialisme
PRADER J.	Au secours de l'Espagne socialiste	Spartacus	1936	1936	Espagne
PRADER Jean	Au secours de l' Espagne socialiste	Librairie du travail	1936		Révolution espagnole
PRITT D.- N.	Le procès Zinoviev	Bureau d'éditions Paris	1936		anticommunisme
PUENTE Isaac	Le communisme libertaire but de la CNT	le cahiers de " Terre Libre" - Nîmes	1936	1936	anarchisme
Quatrième Internationale	A bas la répression contre-révolutionnaire en URSS (lettre de Ciliga)	IV eme Internationale	1936		trotskyisme
ROSMER & MODIANO	Union sacrée 1914 - 193...	Spartacus	1936	1914 193..	antimilitarisme
SEMPRUN GURREA J.M.	La question d'Espagne inconnue	Comité franco espagnol	1936	1936	christianisme
SERGE Victor	Seize fusillés		1936	1936	antistalinisme

STALINE J.	La révolution d'octobre et la tactique des communistes russes	Bureau d'éditions - Paris	1936	1917 1936	stalinisme
SUARNET André	Le franc-tavail opposé au franc-or, ou la révolution-minute	Editions de l'échangiste universel - Rischwiller	1936	1936	idéalisme
THOREZ Maurice	L'union de la nation française (rapport VIIème cg S.F.I.C.)	Publications Révolutionnaires	1936		stalinisme
THOREZ Maurice	Au service du peuple de France	Editions du comité populaire de propagande	1936	1936	stalinisme
TROTSKY Léon	La nouvelle constitution de l'URSS	Secrétariat International de la ligue ds communistes internationalistes	1936	1936	trotskyisme
BABY J.	Conférences sur le Capital de Karl Marx (II) Les échanges - La monnaie - La transformation de l'argent en capital	Bureau d'éditions	1937		marxisme
WALLON H.	Psychologie et Psychotechnique	Institut sup. ouvrier	1937	1947	actualités
ARES Richard (père, S.J.)	Petit communisme anticommuniste	Ecole sociale populaire	1937		anti-communisme
BABY J.	Conférences sur le Capital de Karl Marx (II) Les échanges - La monnaie - La transformation de l'argent en capital	Bureau d'éditions	1937		marxisme
BASSANESI Jean	Quand Ramon Franco voulait tuer Mussolini	Editions "Paix Justice Liberté" (Nice)	1937		droits de l'homme et démocratie
BLOCH René	le droit syndical	CGT	1937		syndicalisme
Brochures du Groupe International (marxiste-Léniniste)	N° 2- De la révolution de Lénine à la contre-révolution de Staline (pourquoi Staline assassine les bolcheviks; la nouvelle constitution stalinienne; à la veille d'une guerre)	Edition Internationale - Copenhague et Paris	1937		antistalinisme
Cahiers mensuels (Terre libre)	Catalogne 1936-1937	Les cahiers de terre libre (Nimes)	1937	1936 1937	révolution espagnole
D.S.	Le paysan russe sous le régime des soviets	F.N.C.	1937		divers
DE LIGT Barthélémy	Le problème de la guerre civile	Editions pensée et action - Bruxelles	1937	1917 1937	antimilitarisme
DELAPREE Louis	Le martyr de Madrid	? Madrid	1937	1937	Espagne
DUCLOS Jacques	Faire l'unité ! (9ème cg du PCF - Arles 1937)	PCF	1937	1937	stalinisme
DUCLOS Jacques & THOREZ Maurice	La Rocque Doriot en prison ! Il faut dissoudre les ligues de guerre civile	Editions du comité populaire de propagande	1937		stalinisme
ECOLE SOCIALE POPULAIRE	Petit catéchisme anti communiste	L'école Sociale Populaire	1937		anticommunisme
Fédération des techniciens, Dessinateurs & assimilés	Les Nationalisations - Aviation Armement	Fédération des techniciens, Dessinateurs & assimilés	1937		syndicalisme

FELCE	La guerre, c'est le fascisme	Librairie Duréro, Golfe-Juan	1937	1937	antimilitarisme
FRACHON Benoit	Le rôle social des syndicats	CGT	1937	1937	syndicalisme
FRIEDMANN G.	André Gide et l'URSS	Editions Rieder - Paris	1937	1936	stalinisme
GAZIER Albert	L'échelle mobile des salaires	CGT	1937	1937	syndicalisme
GUIGUI Albert	Le droit de grève	CGT	1937		syndicalisme
HAUTECLOQUE F. de	Grandeur et décadence des croix de feu	Editions de la Bourdonnais	1937	1934 1937	France
HOOG Georges	Croisade morale ou guerre sociale ?	La jeune république	1937	1936 1937	Espagne
JOLINON Joseph	Les mutineries de mai-juin 1917	La Patrie humaine	1937		pacifisme
JOUHAUX Léon	L'arbitrage obligatoire	CGT	1937		syndicalisme
LAMOUR Philippe et CAYATTE	Sauvons la France en Espagne	Ed. Baudinière	1937		guerre d'Espagne
LAPEYRE P.	Ce qu'est le syndicalisme révolutionnaire	Confédération Générale du travail syndicaliste révolutionnaire	1937	1937	syndicalisme
Le résistant à la guerre	Quatre jours au Danemark - conférence triennale 1937	Internationale des résistants à la guerre	1937		antimilitarisme
LEFRANC Georges	Physionomie historique du mouvement syndical français	CGT	1937	1937	syndicalisme
LEGAY Kléber	Un mineur français chez les russes	Editions Pierre Tisné	1937	1936	stalinisme
MARTY André	Douze mois sublimes "Volontaires d'Espagne"	Comité populaire de propagande	1937		guerre Espagne
MOLOTOV V.	Les leçons du sabotage et de l'espionnage nippo-germano-trotskyistes	Eureau d'éditions - Paris	1937	1937	stalinisme
MURIA Anna	Le 6 octobre et le 19 juillet	Antécédents et documents	1937		guerre d'Espagne
OLLIVIER Marcel	Les journées sanglantes de Barcelone (3 au 9 mai 1937)	Spartacus	1937	1937	Espagne
OSSORIO Y GALLARDO (Angel)	L'avenir de l'Espagne	Comité international de coordination et d'information pour l'aide à l'Espagne républicaine	1937	1937	Espagne
PC URSS	Constitution de l' Union des républiques soviétiques socialistes	Editions Partizat Moscou	1937		stalinisme
PETITOT Romain	Réponse au congrès de la "cause"	PETITOT Romain	1937		christianisme
PEYROULX Julien	La pensée de Georges Deherme	Société positive internationale	1937	1937	littérature & philosophie
PIE XI	Le communisme athée ("Divini Temporis")	Editions Bonne Presse	1937	1937	christianisme
PIVERT Marceau	Tendre la main aux catholiques ?	Editions du parti socialiste SFIO	1937	1937	socialisme
PIVERT Marceau, HERARD Lucien, MODIANO René	4 discours et un programme (de l'exercice à la conquête du pouvoir)	"Cahiers Rouges"	1937	1937	socialisme

POSPELOV P. & BARANSKI N.	Notre patrie	coopérative d'éditions des ouvriers étrangers en URSS (Moscou)	1937		stalinisme
PRENANT Marcel	Sociétés animales et sociétés humaines	Conférences de l' Institut Supérieur Ouvrier	1937		histoire
PRUDHOMMEUX A. & D.	Catalogne 1936 - 1937	Spartacus	1937		guerre d'Espagne
PYAT Félix	Une visite à Saint Eustache	Editions de l'idée libre	1937	1937	laïcité
ROSMER Alfredo	Zimmerwald	Coleccion " documentos" Barcelona	1937	1914 1918	antimilitarisme
STALINE	La nouvelle constitution de l'URSS, précédée du rapport de Staline au VIIIème congrès des soviets de l'URSS	Bureau d'éditions. Paris	1937		stalinisme
THOREZ Maurice	La France du front populaire et sa mission dans le monde - IXe congrès du PCF	C.D.L.P.	1937	1937	stalinisme
WALLON H.	Psychologie et psychotechnique	Institut sup. ouvrier	1937	1947	actualités
YVON	Ce qu'est devenue la révolution russe	La révolution prolétarienne	1937	1936	révolution russe
Amicales socialistes de la Seine	Statut moderne du travail ?	Fédération socialiste de la Seine	1938		socialisme
AULARD A.	Les déclarations des droits de l'homme 1789-1852	Ligue des droits de l'homme - Paris	1938	1789 1852	droits de l'homme et démocratie
BERNERI Camille	La guerre de classe en Espagne (préface de Luce Fabri)	Les Humbles - Paris	1938	1938	Espagne
BOSSU Jean	Garibaldi	éditions de la revue l'idée libre	1938	1848	socialisme
BUISSON Georges	L'enfance notre plus doux espoir	Secours populaire de France et des colonies	1938		syndicalisme
C.N.T.	Le communisme libertaire (but final de la C.N.T.)	C.N.T. (2 ex.)	1938		anarchisme
CHALLAYE Félicien	Barcelone fin 37 (fragments de journal)	Extrait de la grande revue	1938		socialisme
DAY Hem	Alerte voici les gaz !	Pensée et action-Bruxelles	1938	1938	antimilitarisme
DE LIGT-VAN ROSSEM Catherina Lydia	Comment désarmer ?	Pensée et action-Bruxelles	1938	1938	antimilitarisme
DEIXONNE Maurice	La vérité sur la scission de Royan (MD secrétaire de la fédération SFIO du Cantal)	SFIO Cantal	1938	1938	socialisme
ECCARD F.	Le Bolchevisme paralyse la France	société générale d'imprimerie - Belfort	1938		anticommunisme
ERNESTAN	La fin de la guerre	Pensée et action - Bruxelles	1938	1938	anarchisme
FAJON Etienne	L'action politique et le marxisme	Bureau d'Éditions	1938		stalinisme
GUTIERREZ MARIN CL.	Le pasteur J.Jézéquel visite l'Espagne républicaine	Editorial Forja - Barcelona	1938		actualité

LANDAU Katia	Le stalinisme en Espagne	Spartacus	1938	1936 1938	Espagne
LAPEYRE P.	Lueurs sur l'Espagne, révolution et contre révolution en Espagne républicaine	Les cahiers de terre libre	1938	1936 1938	Espagne
LAPEYRE Paul	Révolution et contre révolution en Espagne	Spartacus	1938		guerre d'Espagne
LORULOT André	Staline	L'idée libre	1938		anarchisme
NAVILLE P.	Une toi barbare contre les immigrés en France	Parti Ouvrier Internationaliste	1938	1938	trotskyisme
PALME DUTT R.	The political and social doctrine of communism	The Hogarth Press	1938	1938	stalinisme
PCF	Les trusts contre la France	L'Humanité	1938	1938	stalinisme
PCI (IVème Internationale)	La "Bête Trotskiste" explique aux metallos trahis ... comment et pourquoi ont été abandonnées les 40 heures	Parti Communiste Internationaliste (IVe Internationale)	1938	1938	trotskyisme
PONOMAREV B.	Le complot contre l'Union Soviétique et la Paix internationale	Bureau d'éditions, Paris	1938		stalinisme
SERGE V. ROSMER A. WJLLENS M.	L'assassinat d'Ignace REISS (dossiers)	Editions Pierre Tisné (Paris)	1938		antistalinisme
SERGE Victor	Le nouvel impérialisme russe	Editions Pierre Tisné (Paris)	1938		antistalinisme
SERGE Victor	Résistance	Les Humbles	1938		anarchisme
SERRET Gilbert	Chaux et ciments de Lafarge (monographie sociale)	Syndicat national des instituteurs (Ardèche)	1938	1937 1938	syndicalisme
STALINE J.	Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique	Editions "Liberté" - Alger	1938	1637 1937	stalinisme
THOREZ Maurice	Après la trahison de Munich	La Brochure Populaire n° 22	1938		stalinisme
THOREZ Maurice	Unité pour l'action (réponse à Maurice Honel) & manifeste du CC	La Brochure Populaire n° 11	1938		stalinisme
THOREZ Maurice	Main dans la main pour la ronde de la paix	La brochure populaire	1938	1938	stalinisme
THOREZ Maurice	Maurice Thorez à la jeunesse	Edition du comité populaire de propagande - Paris	1938	1938	stalinisme
THOREZ Maurice	Pour la paix ! Contre la trahison !	La Brochure Populaire	1938	1938	stalinisme
THOREZ Maurice	Après la trahison de Munich	La Brochure Populaire n° 22	1938		stalinisme
THOREZ Maurice	Unité pour l'action (réponse à Maurice Honel) & manifeste du CC	La Brochure Populaire n° 11	1938		stalinisme
Voix des peuples Minorité	n° 5...Balkans, Tchécoslovaquie, Roumanie ...	Bureau Central des Minorités Genève	1938		droits de l'homme et démocratie
VOLINE	La révolution en marche	Vie et Pensée - Nîmes	1938		anarchisme
WERNER Max	Le socialisme et le fascisme se disputent l'Europe	Editions Nouveau Promothée	1938	1938	socialisme

C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : 01.44.83.00.00.
Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 18 heures.

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire n° 0705 G 78 360